

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DU VOTE AU QUÉBEC

1998–2008

Rapport technique

Document présenté à Mme. Pauline Marois

Pierre Drouilly

19 août 2009

Total du Québec

Vue d'ensemble :

Alors que bien souvent une élection donnée ressemble beaucoup à la précédente, les changements dans les résultats étant très marginaux même s'il peuvent apporter de grands changements dans la composition du parlement (en grande partie à cause du mode de scrutin), la décennie 1998–2008 a été marquée par une succession de séismes électoraux qui ont transformé complètement le paysage politique du Québec.

Les faits marquants de cette décennie sont les suivants :

1) Une baisse du taux de participation qui s'est produite en deux temps : de 1998 à 2003 le taux de participation est passé de 78,3 % à 70,4 % (un quart de million de votants en moins et une demi-million d'abstentions en plus) ; de 2003 à 2007 la participation électorale se stabilise, passant de 70,4 % à 71,2 % ; enfin de 2007 à 2008, le Québec a connu une nouvelle chute du taux de participation, qui passe de 71,2 % à 57,4 % (700 000 votants de moins et 823 000 abstentions de plus). Bien des choses ont été dites sur cette évolution de la participation électorale, et nous proposerons plus loin une interprétation de ce phénomène.

2) Le Parti libéral, avec un vote presque identique à celui de 1998, défait le gouvernement du Parti québécois en 2003 (16 000 voix de moins en 2003 qu'en 1998). Par contre, à l'élection de 2007, le Parti libéral perd un peu moins d'un demi-million de voix et se retrouve minoritaire. À l'élection de 2008 enfin, le Parti libéral ne progresse que de 50 000 voix et se retrouve au pouvoir pour une troisième fois consécutive, mais de justesse cette fois.

3) Le Parti québécois subit une saignée de près d'un demi-million de voix en 2003, ce qui lui fait perdre le pouvoir, et subit encore une nouvelle perte de 140 000 voix en 2007, ce qui le place en troisième position derrière le Parti libéral et l'Action démocratique, tant en pourcentage qu'en nombre de voix. En 2008, le Parti québécois reprend le titre d'Opposition officielle, mais ne progresse que de 16 000 voix par rapport à 2007 : par rapport aux électeurs inscrits, le vote au Parti

québécois recule durant toute la décennie : 33,2 % en 1998, 23,1 % en 2003, 20,0 % en 2007 et 19,9 % en 2008, ce qui le ramène exactement à son niveau de 1970 (même s'il a obtenu en 2008, 35,2 % des votes valides).

4) L'Action démocratique, que les sondages mettaient à égalité avec le Parti libéral et le Parti québécois durant l'année 2002, n'obtient que 18,2 % en 2003, avec 200 000 voix de plus qu'en 1998, et seulement quatre députés élus. Aux élections de 2007, l'Action démocratique fait un bond d'un demi-million de voix, se retrouve presque à égalité avec le Parti libéral et le Parti québécois, rate de peu une majorité à l'Assemblée nationale et hérite du rôle de l'Opposition officielle. Au cours de l'élection de 2008, l'Action démocratique subit une saignée de près de 700 000 voix, ne fait élire que sept députés et se retrouve en position de tiers-parti.

5) Deux nouveaux partis politiques apparaissent sur la scène électorale : Québec solidaire et le Parti vert. Très marginaux en 2003 (17 000 et 40 000 voix respectivement), les deux obtiennent environ 150 000 voix en 2007. En 2008, Québec solidaire subit une légère érosion (perte de 22 000 voix), mais fait élire son premier député (Amir Khadir dans Mercier), alors que le Parti vert voit son vote coupé de moitié (70 000 voix, avec une perte de 82 000 voix).

En une décennie donc, on aura vu le taux de participation chuter à un niveau qui nous ramène aux années 1920–1930 ; un gouvernement élu avec moins de voix que son adversaire (le Parti québécois en 1998), comme cela s'était produit en 1966 et en 1944 ; un premier gouvernement minoritaire au niveau québécois, et un gouvernement élu pour une troisième fois consécutive, ce qui ne s'était pas produit depuis Maurice Duplessis et l'Union nationale.

Notre intention dans ce texte, est d'analyser les mouvements électoraux de cette décennie en les étudiant au niveau régional. Mais avant de faire cela, nous proposons une analyse de la participation, une analyse du vote linguistique ainsi qu'une analyse globale du mouvement des votes.

Tableau 1 : total du Québec

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	5254482	4115163	46691	1139319	1771858	1744240	480636			71738
2003	5490551	3866248	48484	1624303	1755863	1269183	694122	40422	16975	41199
Évolution 1998–2003	236069	– 248915	1793	484984	– 15995	– 475057	213486	40422	16975	– 30539
2003	5490551	3866248	48484	1624303	1755863	1269183	694122	40422	16975	41199
2007	5630567	4010696	40078	1619871	1313664	1125546	1224412	144418	152885	9693
Évolution 2003–2007	140016	144448	– 8406	– 4432	– 442199	– 143637	530290	103996	135910	– 31506
2007	5630567	4010696	40078	1619871	1313664	1125546	1224412	144418	152885	9693
2008	5738811	3295914	49581	2442897	1366046	1141751	531358	122618	70393	14167
Évolution 2007–2008	108244	– 714782	9503	823026	52382	16205	– 693054	– 21800	– 82492	4474

Composition linguistique en 2006: francophones 79,6 %, anglophones 7,8 %, allophones 12,6 %.

Tableau 2 : total du Québec
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	78,3	0,9	21,7	33,7	33,2	9,1			1,4
2003	70,4	0,9	29,6	32,0	23,1	12,6	0,7	0,3	0,8
Évolution 1998–2003	– 7,9	0,0	7,9	– 1,7	– 10,1	3,5	0,7	0,3	– 0,6
2003	70,4	0,9	29,6	32,0	23,1	12,6	0,7	0,3	0,8
2007	71,2	0,7	28,8	23,3	20,0	21,7	2,6	2,7	0,2
Évolution 2003–2007	0,8	– 0,2	– 0,8	– 8,6	– 3,1	9,1	1,8	2,4	– 0,6
2007	71,2	0,7	28,8	23,3	20,0	21,7	2,6	2,7	0,2
2008	57,4	0,9	42,6	23,8	19,9	9,3	2,1	1,2	0,2
Évolution 2007–2008	– 13,8	0,2	13,8	0,5	– 0,1	– 12,5	– 0,4	– 1,5	0,1

Composition linguistique en 2006: francophones 79,6 %, anglophones 7,8 %, allophones 12,6 %.

Tableau 3 : total du Québec
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	43,6	42,9	11,8			1,8	53,4
2003	46,0	33,2	18,2	1,1	0,4	1,1	41,7
Évolution 1998–2003	2,4	– 9,6	6,4	1,1	0,4	– 0,7	– 11,7
2003	46,0	33,2	18,2	1,1	0,4	1,1	41,7
2007	33,1	28,3	30,8	3,6	3,9	0,2	35,6
Évolution 2003–2007	– 12,9	– 4,9	12,7	2,6	3,4	– 0,8	– 6,1
2007	33,1	28,3	30,8	3,6	3,9	0,2	35,6
2008	42,1	35,2	16,4	3,8	2,2	0,4	44,2
Évolution 2007–2008	9,0	6,8	– 14,5	0,1	– 1,7	0,2	8,6

Composition linguistique en 2006: francophones 79,6 %, anglophones 7,8 %, allophones 12,6 %.

La participation électorale 1998–2008
Région métropolitaine de Montréal (56 circonscriptions)
(Île de Montréal, Laval, Basses–Laurentides et Montérégie)

Bien de choses ont été dites sur l'abstention électorale récente dans les démocraties, abstention qui est supposée être en progression constante depuis quelques décennies (même si les preuves ne sont pas tout-à-fait probantes). Ces commentaires tournent trop souvent à un certain moralisme réprobateur et normatif, qui pointe du doigt une supposée apathie des électeurs, une perte de confiance dans les institutions, une perte de sens civique, etc...

Pour mettre les choses en perspective, il faut distinguer plusieurs types d'abstentionnisme :

a) l'abstentionnisme d'origine institutionnelle : un ensemble de lois restrictives ou de procédures non-démocratiques peuvent viser à exclure des catégories d'électeurs (par exemple ce fut longtemps le cas aux États-Unis, notamment dans les États ségrégationnistes du Sud). Chez nous, c'est tout le contraire, et les lois et pratiques électorales visent de plus en plus à faciliter le vote (liste électorale permanente, vote par anticipation, accès facile aux lieux de votation, bureau itinérants, etc.). Ce type d'abstentionnisme est donc très faible chez nous.

b) l'abstentionnisme «forcé» : un certain nombre d'électeurs sont, le jour du vote, empêchés d'aller voter pour toutes sortes de raisons (absence, maladie, contretemps, oubli, etc.) : on estime cet abstentionnisme forcé à environ 5 %, car c'est le taux qu'on observe dans les pays où le vote est obligatoire. Ce ne sont pas les mêmes électeurs d'une consultation à l'autre, mais leur volume demeure sensiblement le même. Au Québec le meilleur exemple est celui du référendum de 1995, qui avec un taux de participation de 93,5 % a pratiquement réalisé le plein des voix.

c) l'abstentionnisme «structurel» : c'est un abstentionnisme d'origine sociologique, qui est le fait de populations défavorisées au plan économique, culturel et politique. Il est aussi le fait de populations en situation d'anomie sociale et d'isolement géographique. D'une élection à l'autre, ce sont toujours les mêmes groupes sociaux qui s'abstiennent davantage que d'autres, les plus forts taux de participation se rencontrant dans les milieux de la classe moyenne. C'est

l'abstentionnisme structurel qui explique que certaines circonscriptions votent toujours moins que la moyenne (ce sont généralement des circonscriptions défavorisées dans les centres urbains), ainsi que certaines circonscriptions éloignées. Par exemple à l'élection de 1998, alors que le taux de participation pour l'ensemble du Québec a été de 78,3 %, il a été inférieur à la moyenne en Gaspésie, en Abitibi, sur la Côte-Nord (René-Lévesque 69,5 %, Duplessis 69,4 %, Ungava 62,4 %), ou dans des circonscriptions défavorisées comme Hochelaga-Maisonneuve (67,5 %) ou Saint-Marie-Saint-Jacques (67,9 %) à Montréal ou Taschereau (71,4 %) à Québec. Inversement, les plus forts taux de participation se retrouvent dans des circonscriptions aisées de banlieue comme dans les Basses-Laurentides (80,4 %) ou en Montérégie (81,6 %) : ainsi les plus forts taux de participation se retrouvent dans ces régions (Marguerite-d'Youville 86,7 %, Soulanges 86,3 %, Vimont 85,6 %, etc.). On évalue généralement cet abstentionnisme à environ 10-15 %.

d) enfin l'abstentionnisme «conjuncturel», qui origine d'une part du type de consultation (on vote davantage à un référendum ou à une élection présidentielle ou législative qu'à une élection locale, municipale ou scolaire), et d'autre part du contexte de chaque consultation. Cette dernière composante est la plus importante, car elle est d'origine politique et/ou partisane. À une élection donnée, un type d'électeurs peut s'abstenir davantage, soit qu'ils ne trouvent pas de parti à leur goût (c'était le cas des électeurs souverainistes aux élections fédérales avant l'apparition du Bloc québécois) ; soit qu'ils soient en rupture avec leur parti naturel (c'est l'abstention d'une partie de ses électeurs qui explique la défaite du Parti québécois en 1985), mais pas au point de voter pour l'adversaire ; soit encore que l'enjeu de la consultation leur soit indifférente (par exemple les électeurs français se sont abstenus à plus de 60 % pour approuver le statut de la Nouvelle-Calédonie au référendum de 1988, et à 70 % pour limiter la durée des mandats présidentiels à cinq ans en 2000, mais on voté à 70 % sur le traité de Maastricht au référendum de 1992 ainsi que sur le traité européen au référendum de 2005, et à 85 % à l'élection présidentielle de 2007...). Cet abstentionnisme «conjuncturel» est purement d'origine politique, et il varie considérablement selon les conjonctures politiques.

Notre hypothèse est que l'abstentionnisme actuel au Québec est principalement de type conjoncturel. Mais avant de vérifier cette hypothèse, nous analyserons l'abstentionnisme des groupes linguistiques, puisque la variable linguistique sur-détermine les comportements électoraux au Québec depuis au moins un siècle (lors de l'élection fédérale de 1917 en pleine crise de la conscription, lors du vote au plébiscite de 1942, pendant toute la période duplessiste, et depuis les années 1970 qui virent l'apparition du mouvement souverainiste).

Pour analyser le taux de participation par groupes linguistiques (francophones, anglophones et allophones), nous avons fait une analyse spectrale par régression, dans les 56 circonscriptions de la grande région de Montréal (la Région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR), là où se concentre l'essentiel des minorités linguistiques, les trois-quarts des anglophones et 86 % des allophones), et dont les résultats apparaissent au tableau 4.

Comme c'est à peu près toujours le cas, les taux de participation à chaque consultation décroissent des francophones aux anglophones et aux allophones. On constate qu'en 1998, année de référence, les taux de participation diffèrent peu d'un groupe linguistique à l'autre (entre 74 % et 80 %).

De 1998 à 2008, le taux de participation des francophones diminue de 5 % en 2003, remonte de 3 % en 2007 et plonge de 14 % en 2008. Par contre, chez les anglophones tout comme chez les allophones, le taux de participation diminue constamment sur toute la période, pour se situer en 2008 à 40 % et 33 % respectivement. Ce dernier résultat peut paraître surprenant, mais c'est ce qui explique par exemple que parmi les 25 circonscriptions qui ont eu un taux de participation inférieur à 50 %, on en retrouve 13 qui ont une forte composante anglophone (Westmount 36,8 % de participation, Mont-Royal 38,8 %, D'Arcy McGee 38,9 %, Saint-Laurent 40,9 %, Pontiac 41,4 %, Robert-Baldwin 41,5 %, Notre-Dame-de-Grâce 43,0 %, Chomedey 45,2 %, Acadie 46,9 %, Nelligan 47,0 %, Marguerite-Bourgeoys 48,1 %, Outremont 48,5 % et Marquette 49,1 %), et six autres qui ont une forte composante allophone (Viau 44,5 % de participation, Saint-Henri 44,8 %, Jeanne-Mance 47,0 %, Bourassa 47,7 % et Laurier-Dorion 49,2 %), et seulement six ayant plus de 70 % de francophones (les quatre de l'Outaouais, soit Chapleau, Gatineau, Hull et Papineau, ainsi que les

deux du centre–sud de Montréal, soit Hochelaga–Maisonnette et Sainte–Marie–Saint–Jacques) et qui ont quand même voté à tout près de 50 %.

Les graphiques 1 à 4 (dans lesquels on a identifié les circonscriptions qui s'écartent significativement de la régression) illustrent cette relation forte entre taux de participation et composition linguistique des circonscriptions dans la région métropolitaine de recensement de Montréal. Les graphiques 5 à 8, qui portent sur l'ensemble des 125 circonscriptions du Québec, confirment cette relation, même si dans ce cas on observe une plus grande dispersion des taux de participation pour chaque niveau de pourcentage de francophones.

En conclusion, le fait politique majeur concernant la participation électorale durant la décennie 1998–2008, est le décrochage d'environ 40 % du taux de participation des anglophones et des allophones, alors que la diminution du taux de participation des francophones n'a été que de 16 % sur l'ensemble de la période. Il est difficile d'expliquer les causes de cette désaffection des non–francophones envers le processus électoral, mais comme habituellement ils votent massivement pour le Parti libéral, on peut penser qu'en fait il s'agit bien d'une désaffection envers le Parti libéral. Les électeurs non–francophones boudent le Parti libéral (mais pas au point de voter pour le Parti québécois ou l'Action démocratique !...), et en l'absence de toute enquête sur ce phénomène, on ne peut que faire des conjectures. Alors qu'à la fin des années 1980, la colère des électeurs anglophones était bien identifiée à la politique linguistique de Robert Bourassa avec sa loi 178, et que ces électeurs ont trouvé un canal pour l'exprimer, les Equality Party et Unity Party, aujourd'hui le malaise entre l'électorat non–francophone et le Parti libéral est plus diffus et se traduit par un abstentionnisme plus prononcé de cet électorat : notons au passage que cette baisse de 40 % du taux de participation des non–francophones coûte au Parti libéral plus de 300 000 voix.

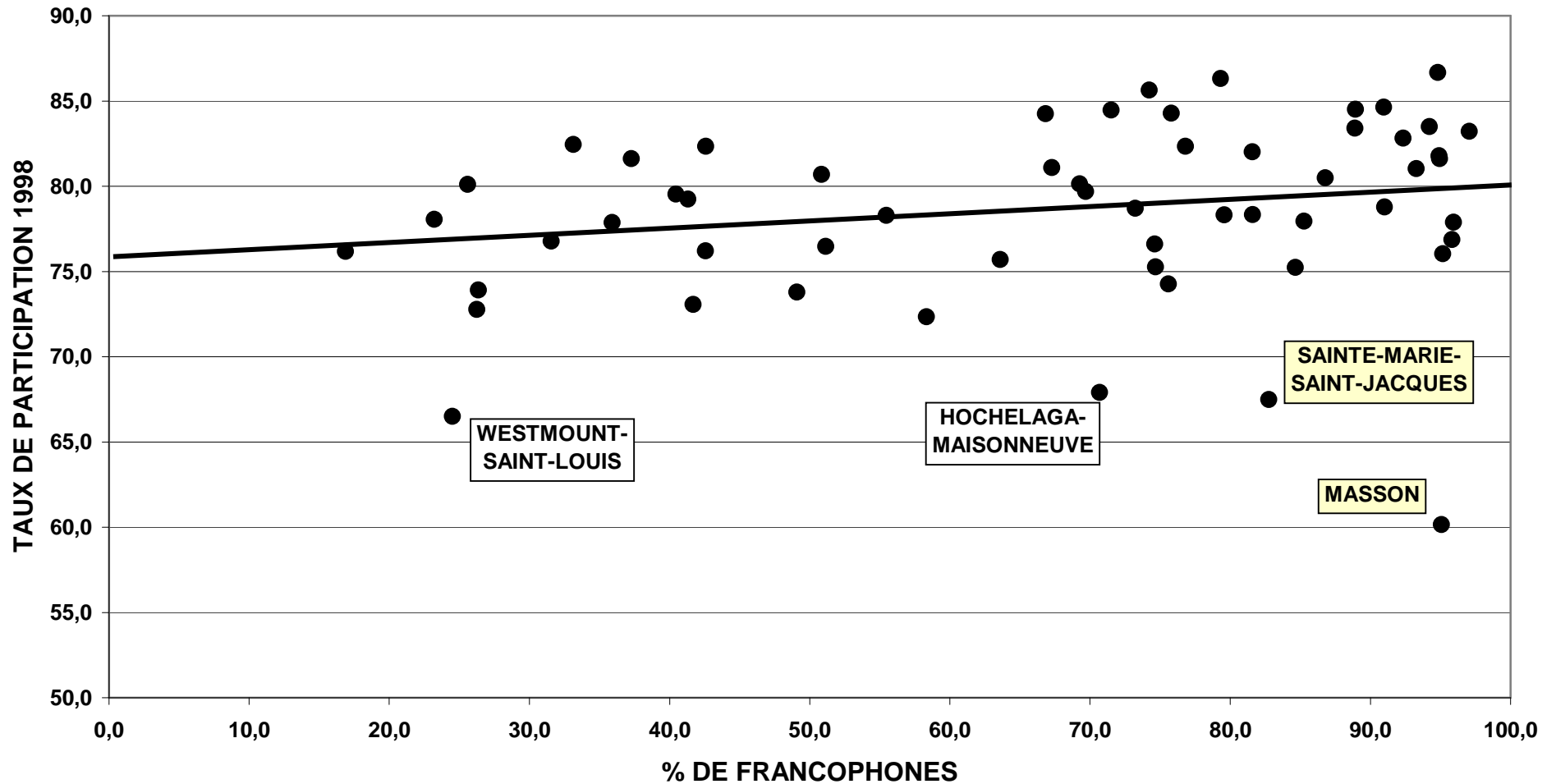
**Tableau 4 : taux de participation 1998–2008 estimé par groupes linguistiques
Région métropolitaine de Montréal (56 circonscriptions)**

	Réel RMR de Montréal	Estimé par groupes linguistiques			Total du Québec
		Francophones	Anglophones	Allophones	
Participation en 1998	78,6	80,3	77,9	73,5	78,3
Participation en 2003	69,8	75,2	62,8	56,4	70,4
Participation en 2007	69,3	77,8	54,7	49,4	71,2
Participation en 2008	54,7	63,7	39,6	33,0	57,4

Composition linguistique en 2006: francophones 66,4 %, anglophones 11,8 %, allophones 21,8 %.

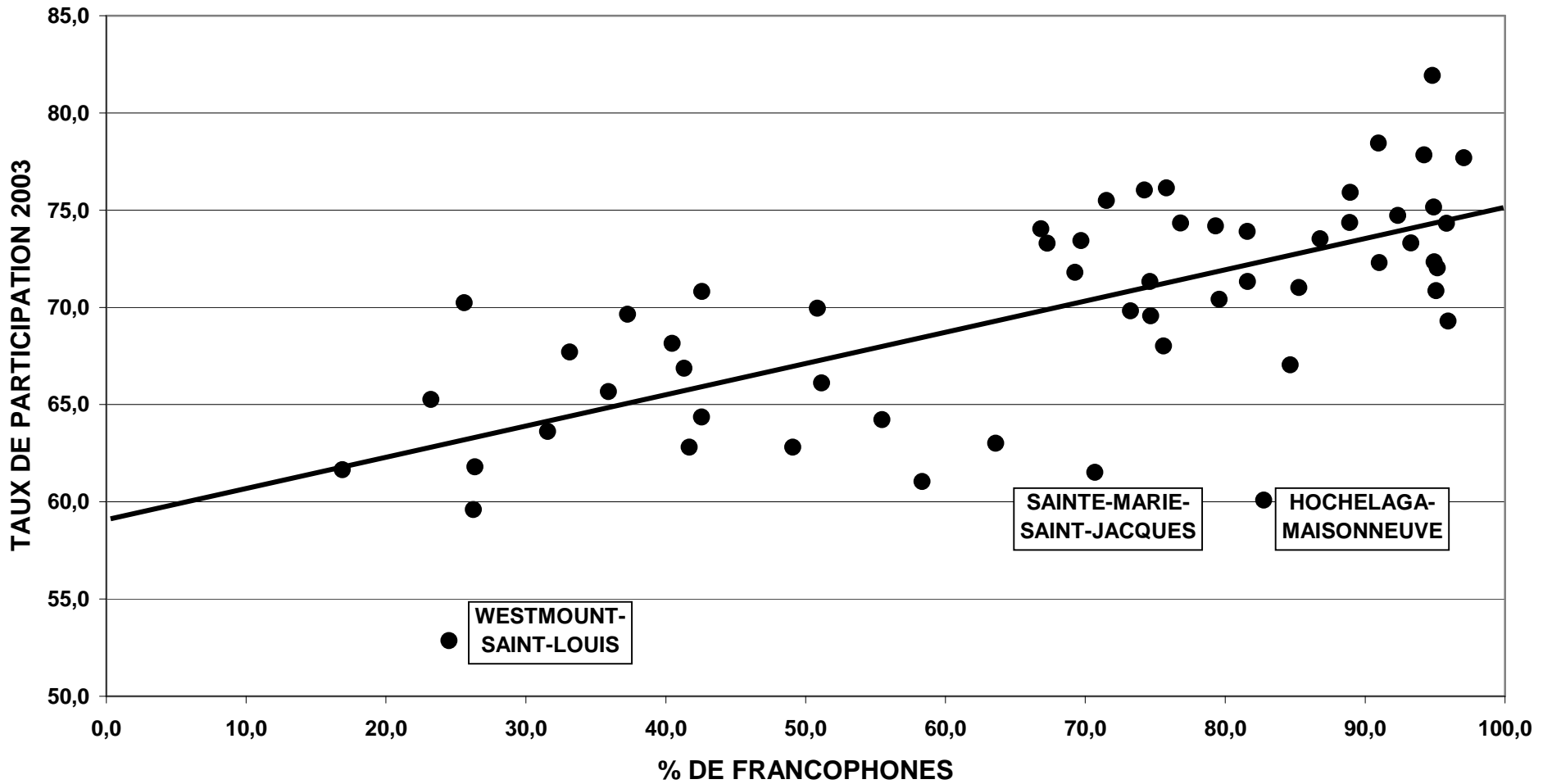
Graphique 1

TAUX DE PARTICIPATION EN 1998 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



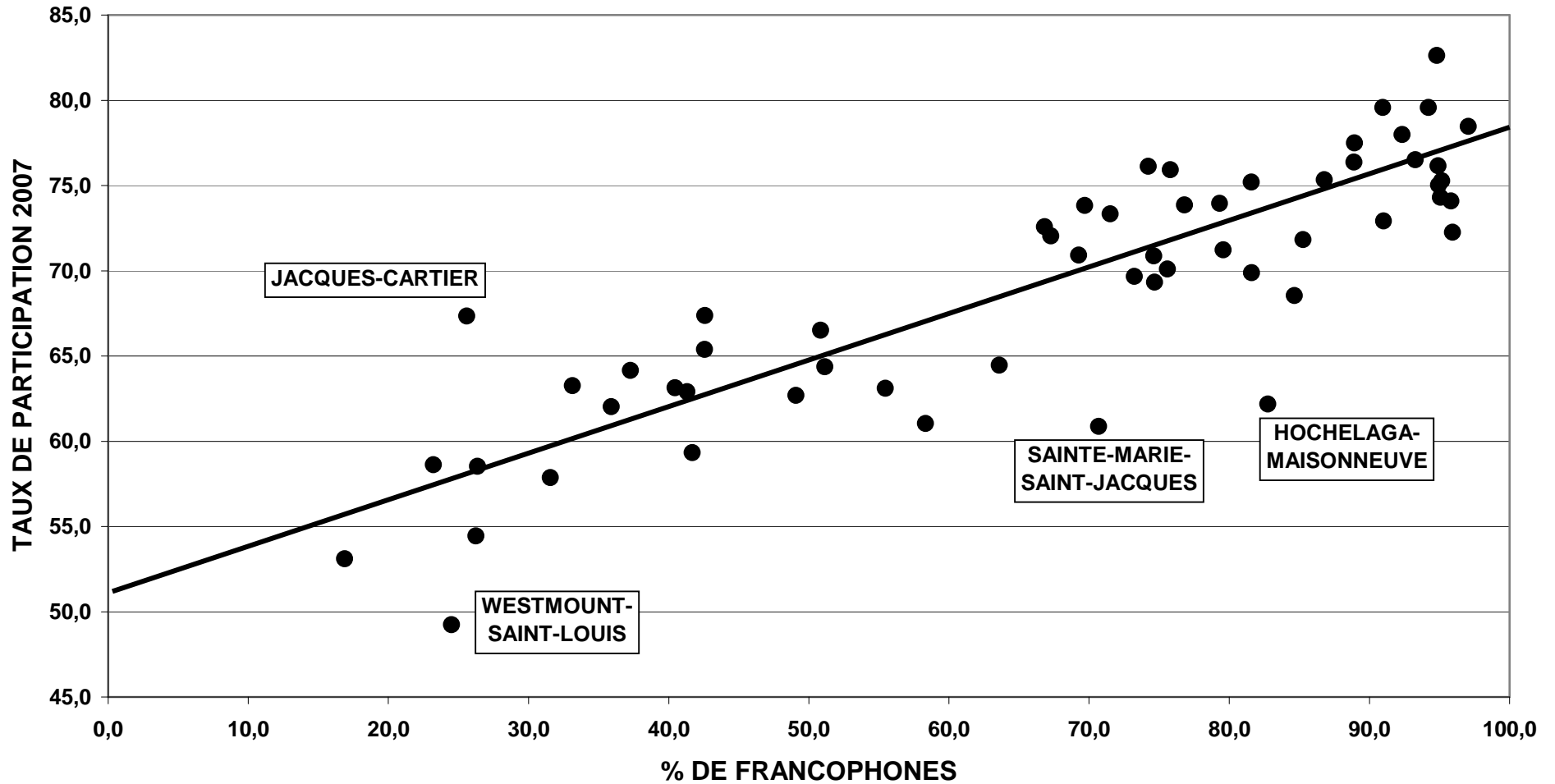
Graphique 2

TAUX DE PARTICIPATION EN 2003 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



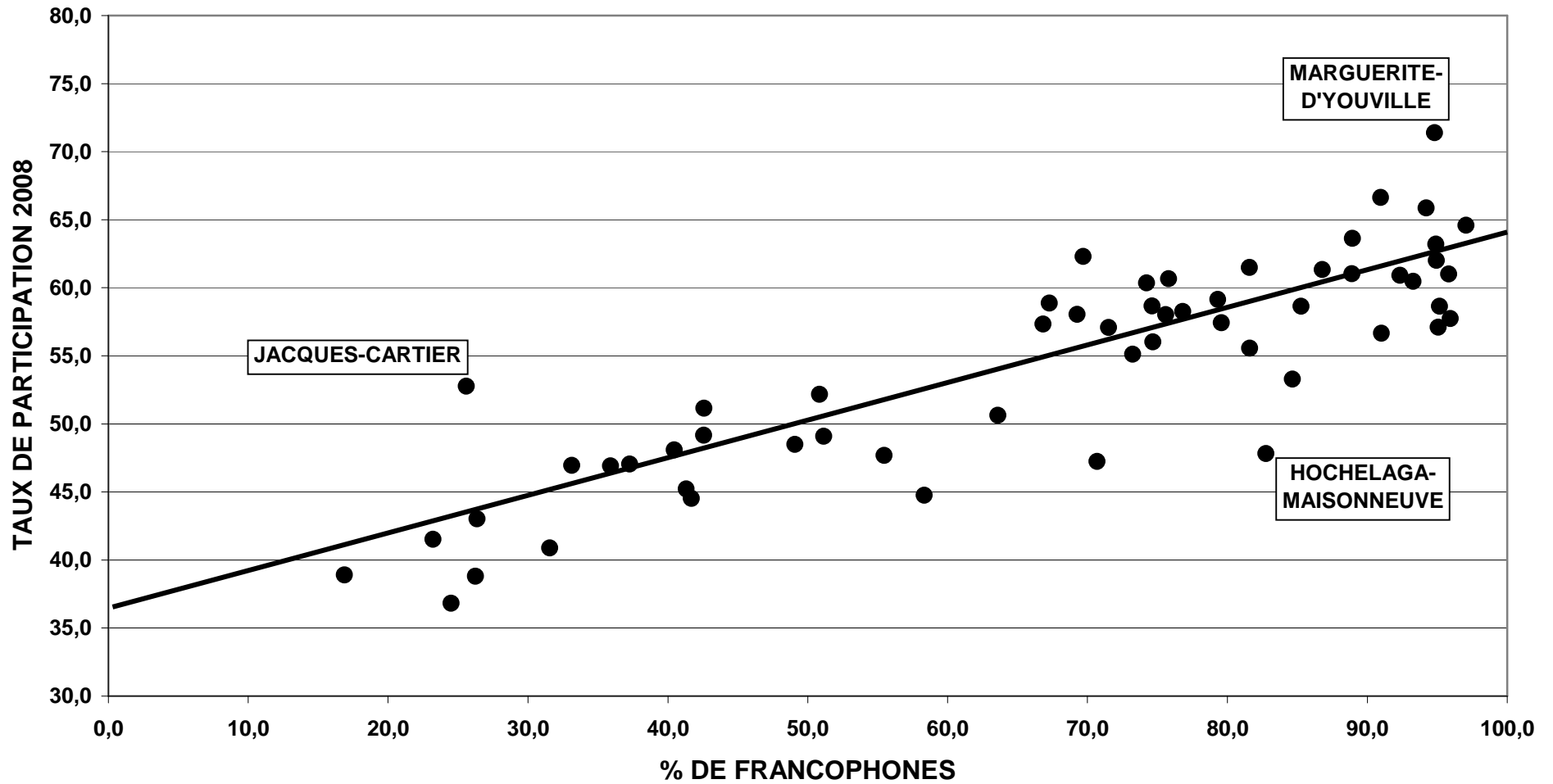
Graphique 3

TAUX DE PARTICIPATION EN 2007 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



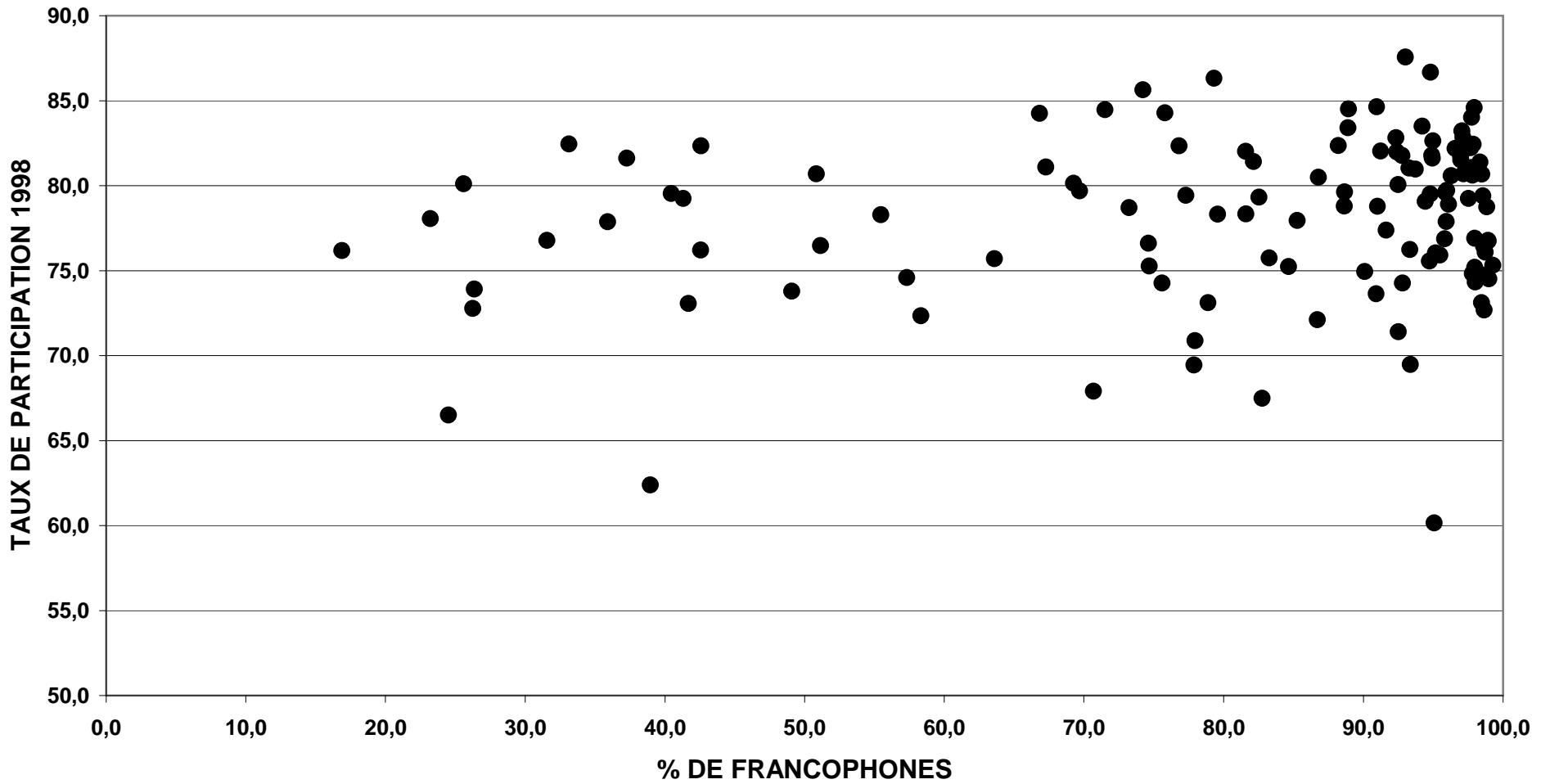
Graphique 4

TAUX DE PARTICIPATION EN 2008 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



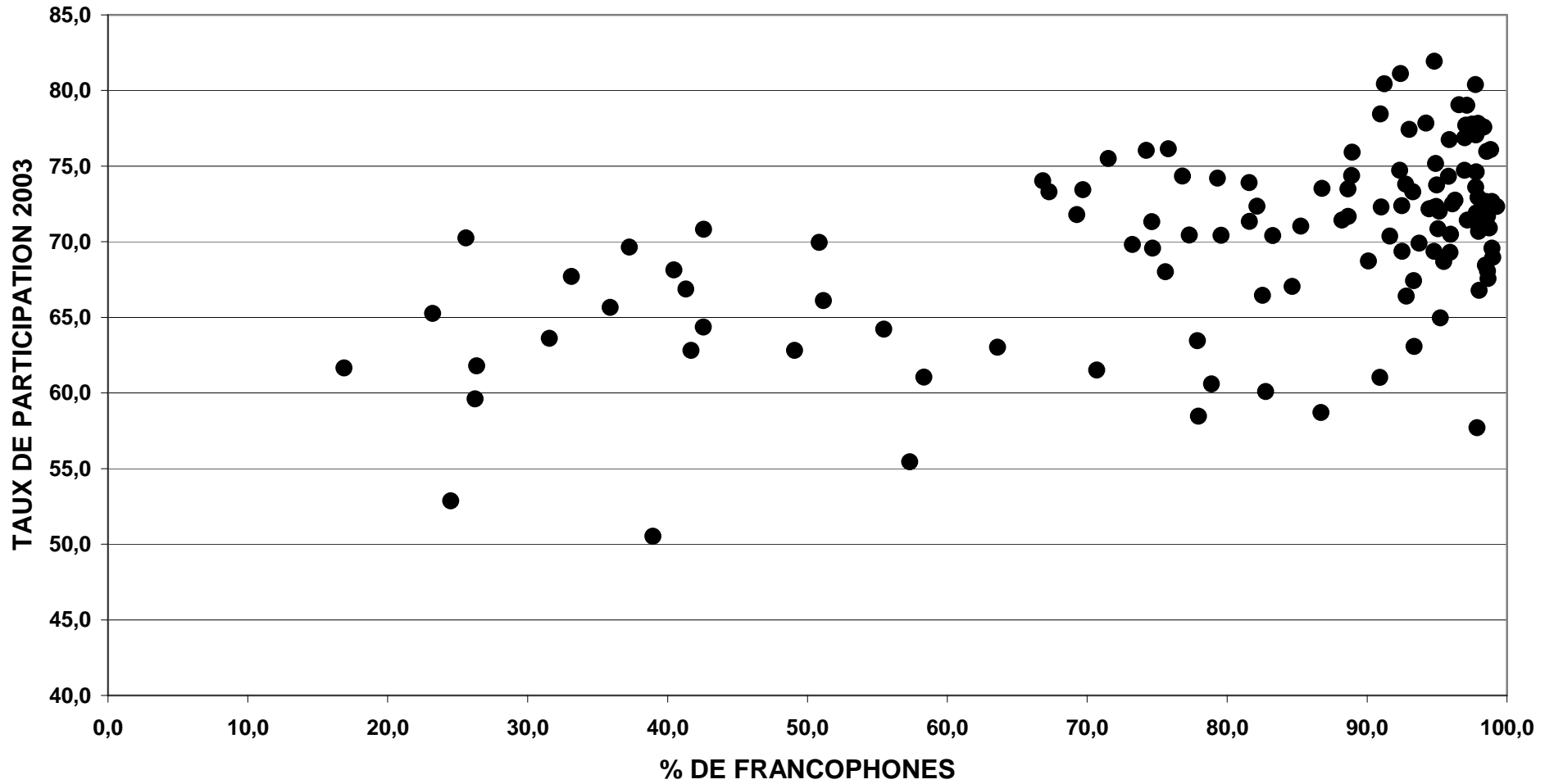
Graphique 5

**TAUX DE PARTICIPATION EN 1998 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(ENSEMBLE DU QUÉBEC)**



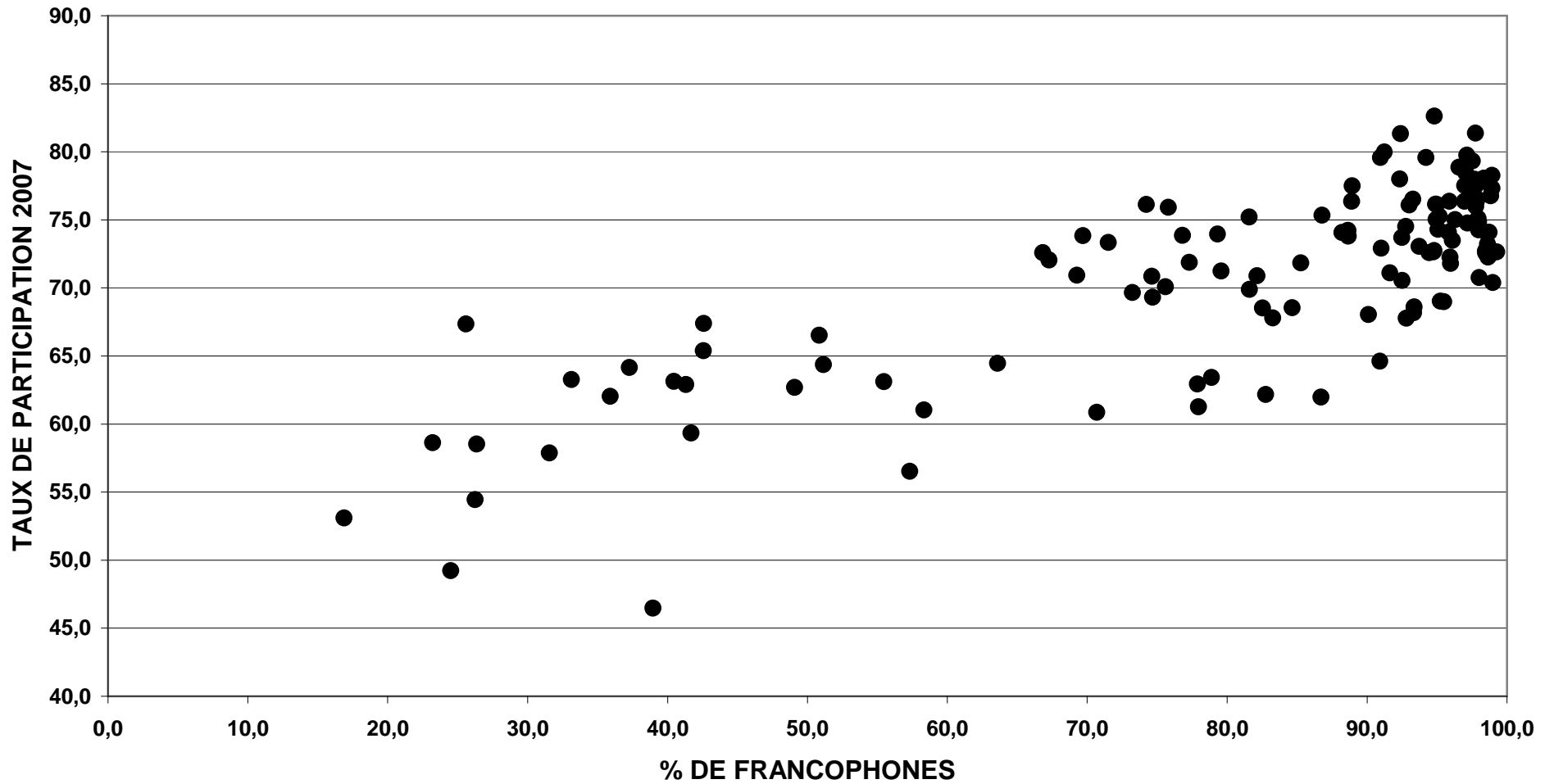
Graphique 6

**TAUX DE PARTICIPATION EN 2003 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(ENSEMBLE DU QUÉBEC)**



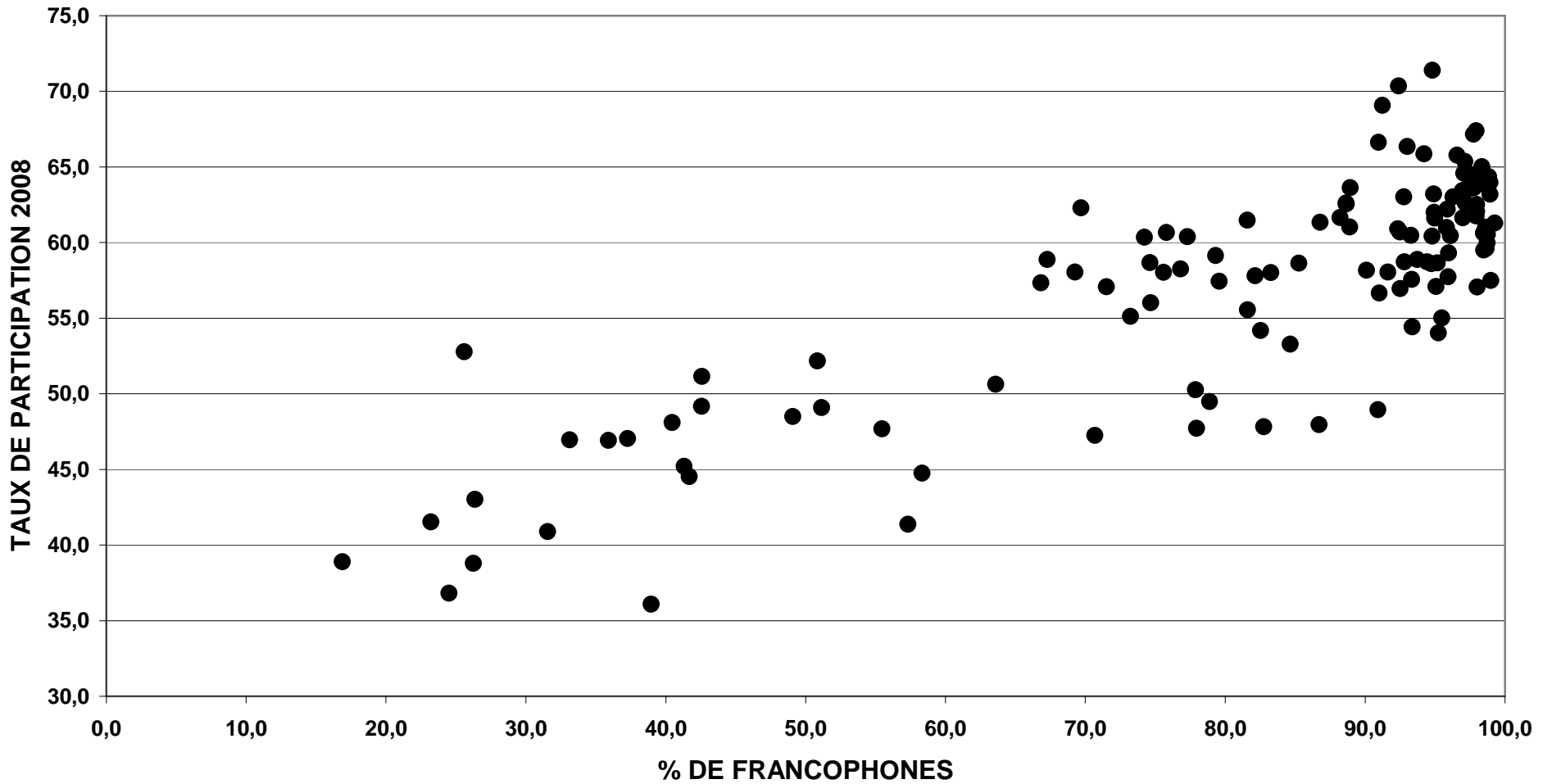
Graphique 7

TAUX DE PARTICIPATION EN 2007 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(ENSEMBLE DU QUÉBEC)



Graphique 8

TAUX DE PARTICIPATION EN 2008 SELON LE % DE FRANCOPHONES
(ENSEMBLE DU QUÉBEC)



Le vote linguistique 1998–2008 dans la région métropolitaine de Montréal

Comme nous l'avons écrit précédemment, le facteur linguistique est le facteur majeur pour expliquer les comportements électoraux au Québec, car l'origine linguistique sur-détermine les options politiques : les francophones se divisent entre différents partis, alors que les non-francophones sont presque unanimement et presque toujours fidèles au Parti libéral.

Nous avons effectué pour chaque élection depuis 1998 et dans la région métropolitaine de recensement de Montréal (56 circonscriptions), une analyse spectrale par régression du vote exprimé : les résultats de ces analyses apparaissent aux tableaux 5 à 8. Les graphiques 9 à 20 illustrent l'adéquation entre le vote réel et le vote prédit (la droite de régression) pour chacune des circonscriptions (nous avons identifié les circonscriptions qui s'écartent significativement de la valeur estimée). Bien entendu, il s'agit d'estimations (donc comportant une marge d'incertitude), les vraies valeurs devant demeurer à toujours inconnues, le vote étant secret : il faut donc les prendre plutôt comme des ordres de grandeur que des valeurs précises.

Le vote libéral

En 1998 le Parti libéral obtient pratiquement la totalité du vote non-francophone et seulement 22 % du vote francophone. Le vote anglophone demeure presque totalement acquis au Parti libéral en 1998, 2003, mais en 2007 et en 2008 se produit une fracture dans le vote libéral chez les anglophones (81,9 % et 86,1 % respectivement) dont une partie appuiera le Parti vert ; par ailleurs on note une légère division du vote allophone pour le Parti libéral, qui est de 92 % en 2003, de 81 % en 2007 et de 87 % en 2008. Parmi les francophones, le Parti libéral connaît un faible regain en 2003 (29 %), une chute extrême en 2007 (14 %), et une légère remontée en 2008 (24 %). Cette faiblesse extrême du vote libéral parmi les francophones se traduit par des votes extrêmement faibles dans les circonscriptions les plus francophones : les graphiques 9, 12, 15 et 18 montrent que ces estimations correspondent bien aux résultats obtenus. Les seules

circonscriptions qui s'écartent, avec un vote plus faible du Parti libéral, sont dans la majorité des cas Hochelaga–Maisonneuve, Gouin, Mercier et Sainte–Marie–Saint–Jacques, auxquelles s'ajoute Laurier–Dorion en 2007 et 2008, conséquence probable de la victoire du Parti québécois aux élections partielles de 2004.

Le vote péquiste

Chez les francophones, le Parti québécois est à 59 % en 1998, baisse à 49 % en 2003, puis à 40 % en 2007, pour enfin remonter à 51 % en 2008. Malgré tout ce que l'on a pu dire, il n'y a pas moyen de déceler un vote péquiste non-francophone significatif pour la période 1998–2008 : parmi les anglophones, les estimations demeurent désespérément égales à 0 %, alors que parmi les allophones on décèle une très légère progression, 3 % en 2003, 4 % en 2007 et 3 % en 2008, pratiquement dans les marges d'erreur. Dans certaines circonscriptions le vote péquiste réel est plus élevé que le vote péquiste estimé par la régression : Sainte–Marie–Saint–Jacques et Mercier en 1998, Sainte–Marie–Saint–Jacques, Gouin et Hochelaga–Maisonneuve en 2003, Sainte–Marie–Saint–Jacques et Hochelaga–Maisonneuve en 2007, Hochelaga–Maisonneuve et Rosemont (Louise Beaudoin) en 2008. Auxquels s'ajoutent Laurier–Dorion en 2007, et un écart négatif dans Viau en 1998, circonscription dans laquelle le Parti québécois ne présentait pas de candidat.

Le vote adéquiste

L'Action démocratique souffre du même handicap que le Parti québécois : absence presque totale d'appuis parmi l'électorat non-francophone. Parmi les francophones, l'Action démocratique obtient 17 % du vote en 1998, 19 % en 2003, 36 % en 2007, mais 16 % en 2008. La poussée de l'Action démocratique en 2007 s'est produite principalement dans la couronne des banlieues nord et sud (le «450»). En 1998, l'Action démocratique obtient un meilleur score que prévu dans Deux–Montagnes et L'Assomption, ainsi que dans Viau (absence de candidat péquiste) ; en 2003, l'Action démocratique obtient un meilleur score que prévu dans Mirabel (candidature de Hubert Meilleur) ; enfin en 2008 l'Action démocratique obtient un moins bon score dans Mercier et Gouin, les deux circonscriptions dans lesquelles Québec solidaire a obtenu

ses meilleurs résultats (et fait élire un député), ce qui tendrait à prouver que le vote de Québec solidaire n'est qu'un vote de protestation, comme celui de l'Action démocratique à Montréal.

Le vote vert

On note, en 2007 comme en 2008, un certain appui des anglophones pour le Parti vert (17,3 % en 2007 et 13,6 % en 2008) : ce résultat explique le score obtenu par le Parti vert dans certaines circonscriptions de l'Ouest de Montréal. Ainsi le Parti vert a obtenu en 2007, 15,7 % dans Notre-Dame-de-Grâce (où il est arrivé deuxième), 11,8 % dans Westmount-Saint-Louis (où il est arrivé deuxième), 11,1 % dans Jacques-Cartier et 10,8 % dans Outremont ; en 2008 le Parti vert est toujours second dans Notre-Dame-de-Grâce (14,4 %) et dans Jacques-Cartier (7,5 %), bien que son vote pour l'ensemble du Québec soit pratiquement coupé de moitié par rapport à celui de 2007.

Le vote solidaire

On note d'une part que le vote anglophone pour Québec solidaire est inexistant, et que les estimations montrent que le vote solidaire est supérieur chez les allophones que chez les francophones en 2007 comme en 2008.

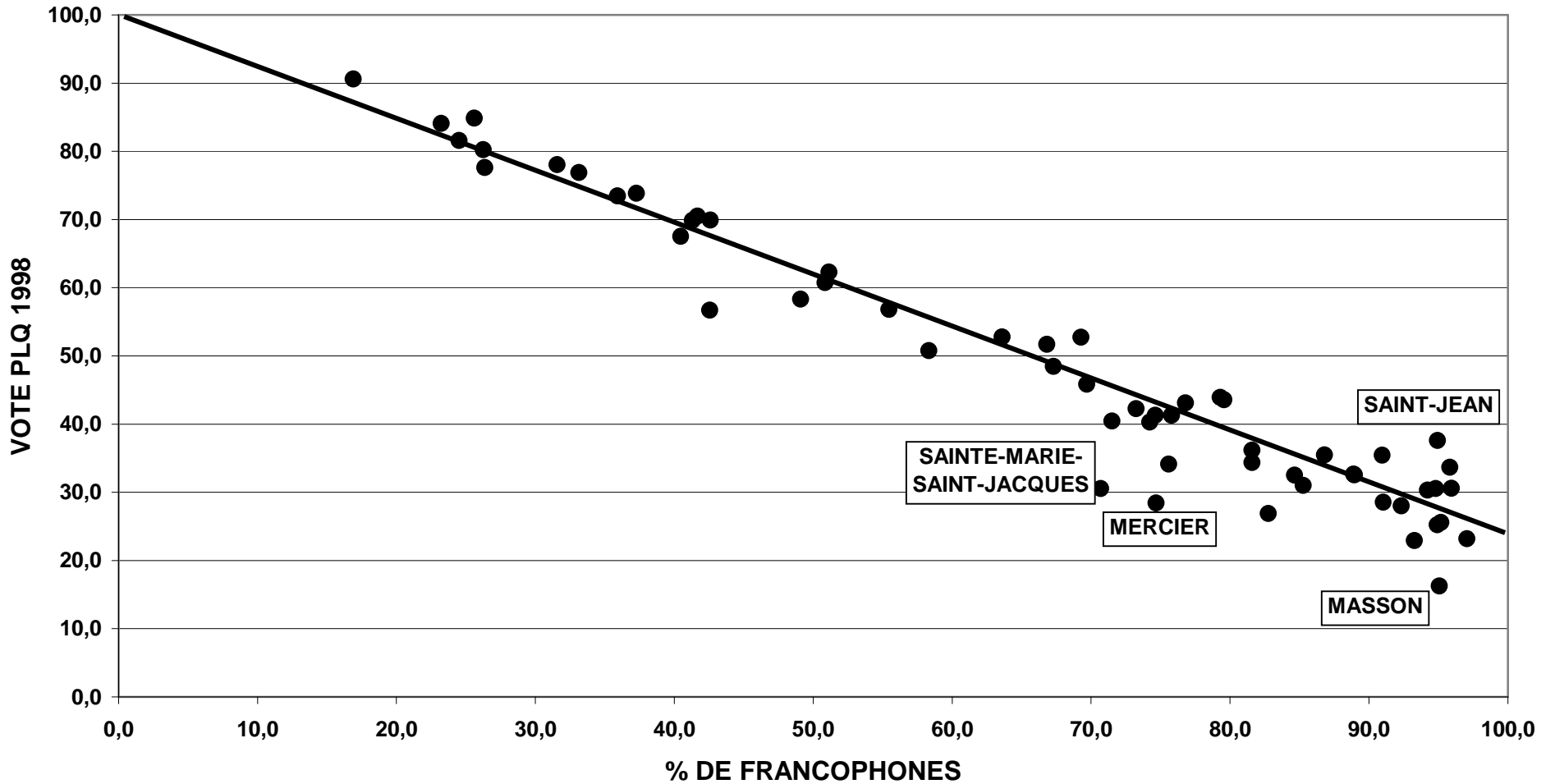
**Tableau 5 : vote linguistique 1998 estimé par groupes linguistiques
Région métropolitaine de Montréal (56 circonscriptions)**

	Réal RMR de Montréal	Estimé par groupes linguistiques			Total du Québec
		Anglophones	Francophones	Allophones	
Parti libéral	48,3	100,0	22,3	99,2	43,6
Parti québécois	38,7	0,0	58,8	0,0	42,9
Action démocratique	10,9	0,0	16,5	0,0	11,8
Autres	2,1	5,0	1,1	4,2	1,8

Composition linguistique en 2006: francophones 66,4 %, anglophones 11,8 %, allophones 21,8 %.

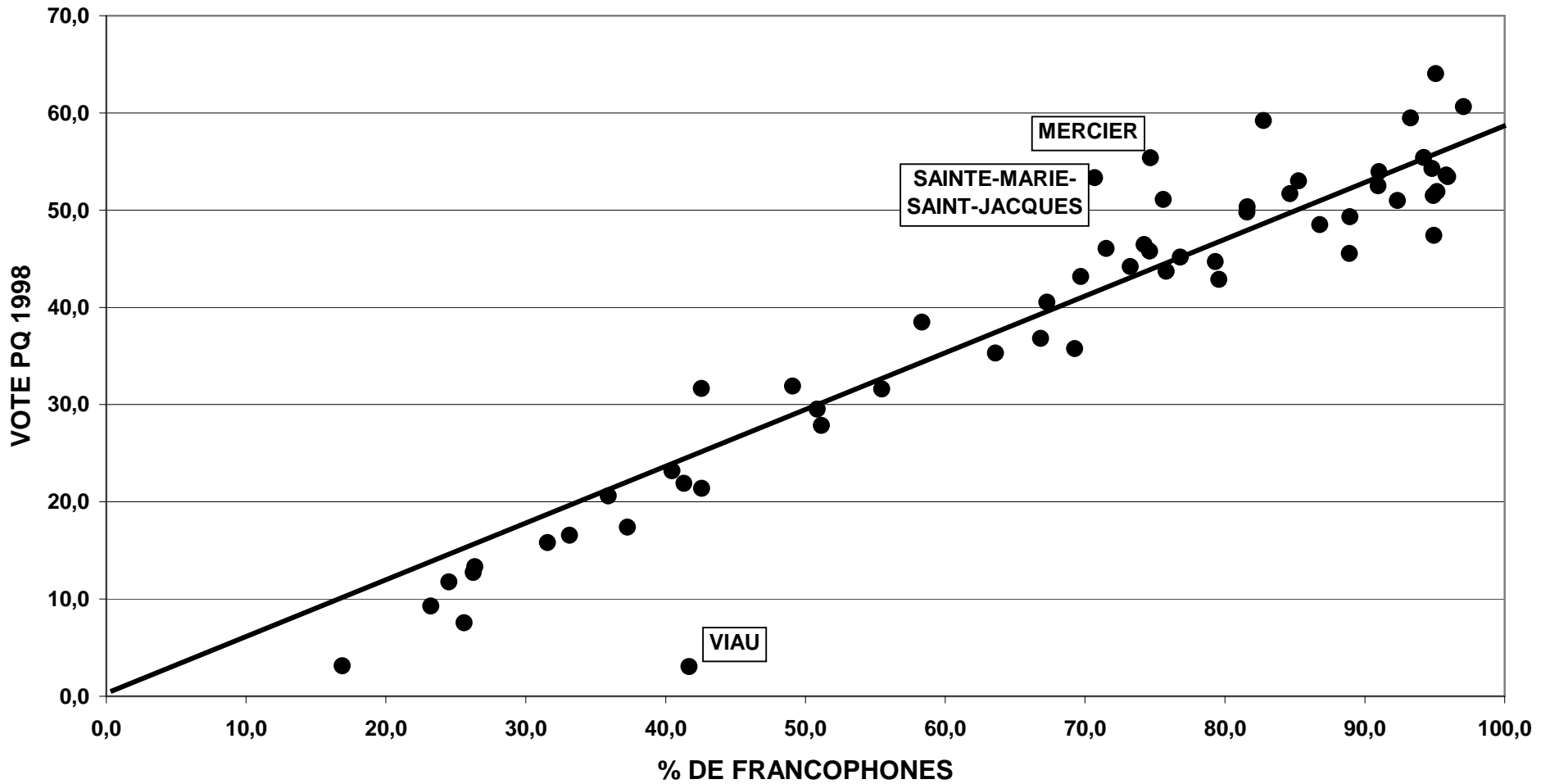
Graphique 9

VOTE PLQ EN 1998 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



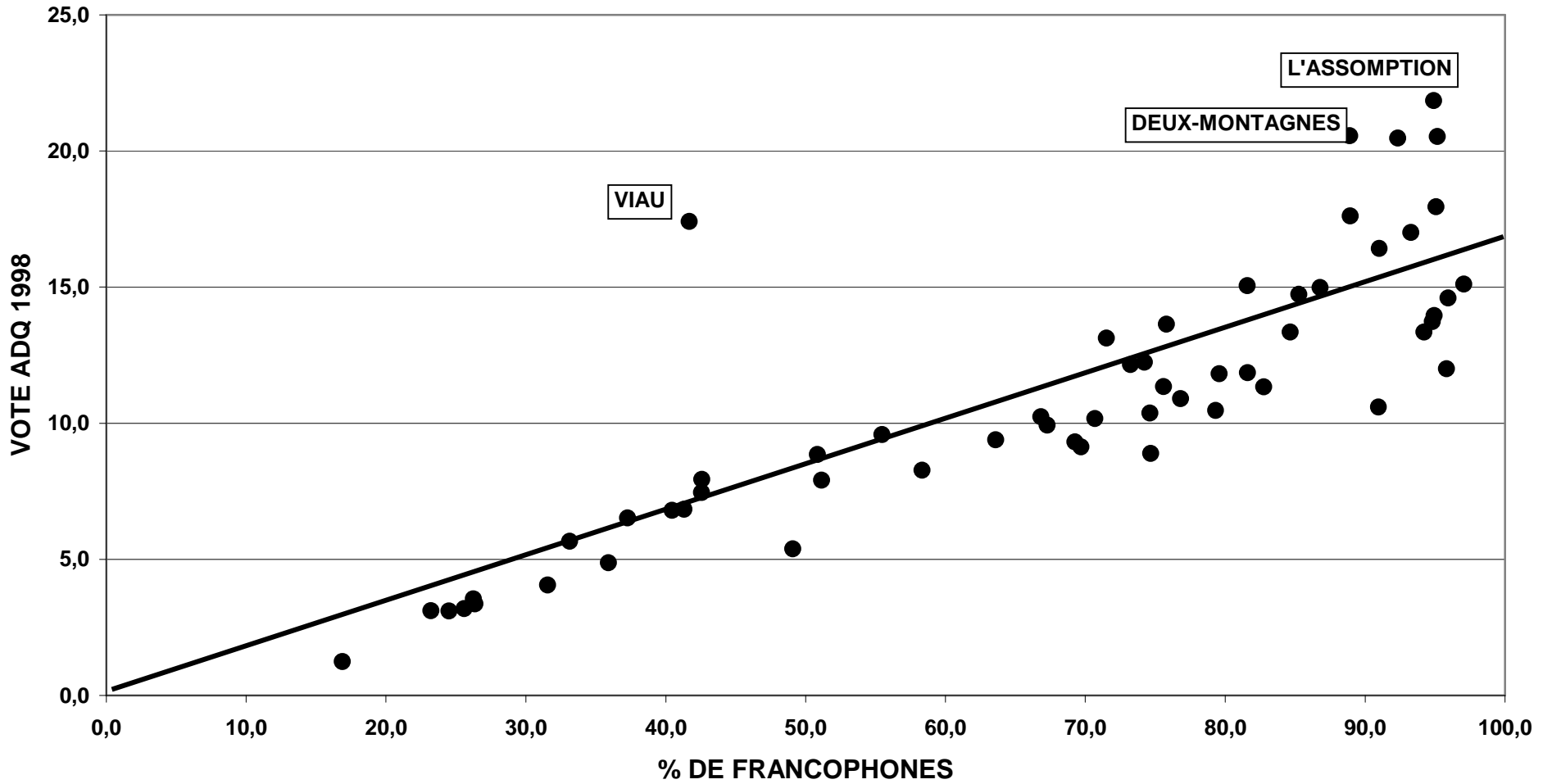
Graphique 10

VOTE PQ EN 1998 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



Graphique 11

VOTE ADQ EN 1998 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES (RMR DE MONTRÉAL)



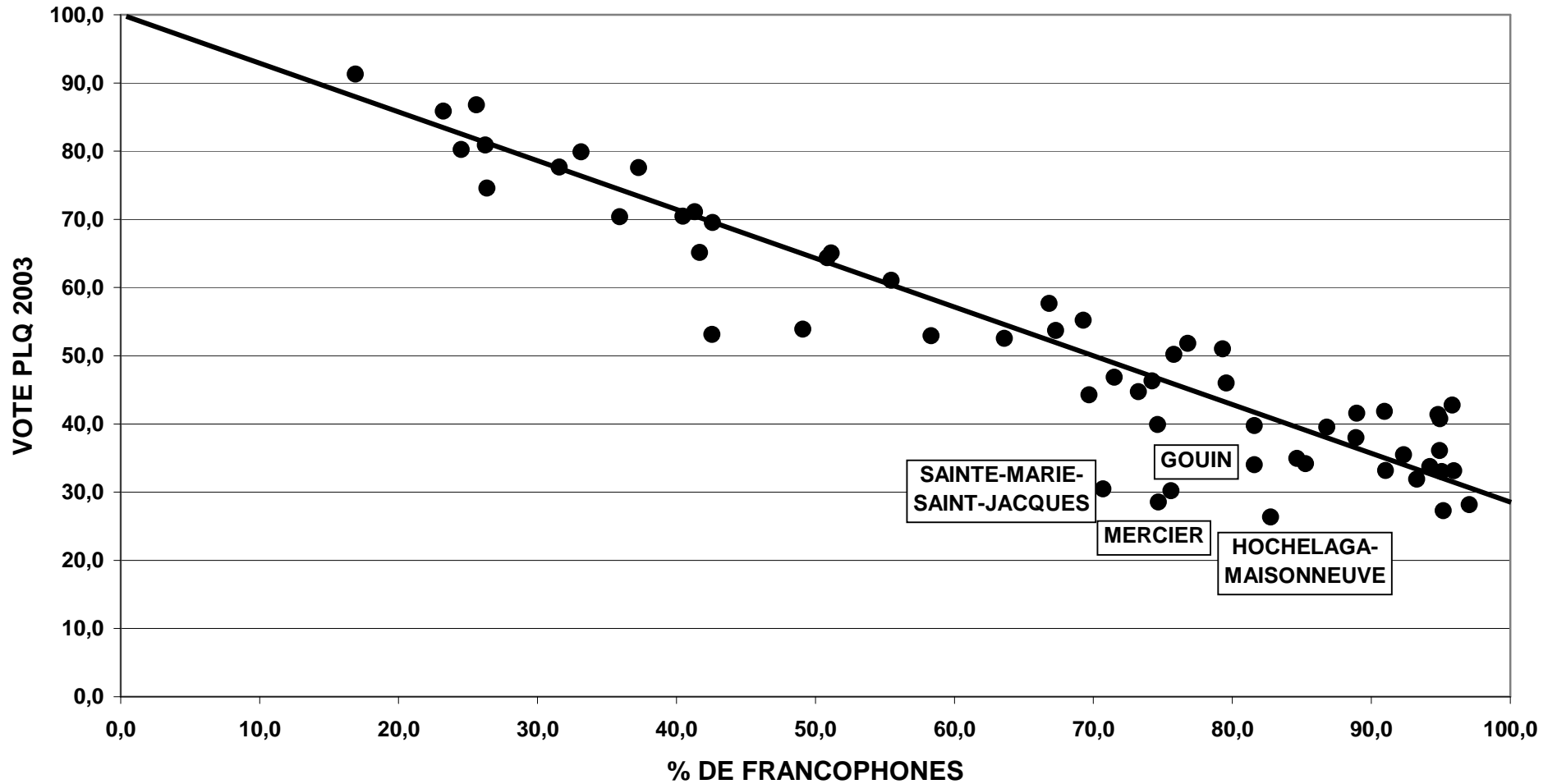
**Tableau 6 : vote linguistique 2003 estimé par groupes linguistiques
Région métropolitaine de Montréal (56 circonscriptions)**

	Réal RMR de Montréal	Estimé par groupes linguistiques			Total du Québec
		Anglophones	Francophones	Allophones	
Parti libéral	50,7	100,0	29,0	92,4	46,0
Parti québécois	33,4	0,0	49,0	2,8	33,2
Action démocratique	12,8	0,0	18,8	0,0	18,2
Autres	3,1	4,0	3,0	4,0	2,6

Composition linguistique en 2006: francophones 66,4 %, anglophones 11,8 %, allophones 21,8 %.

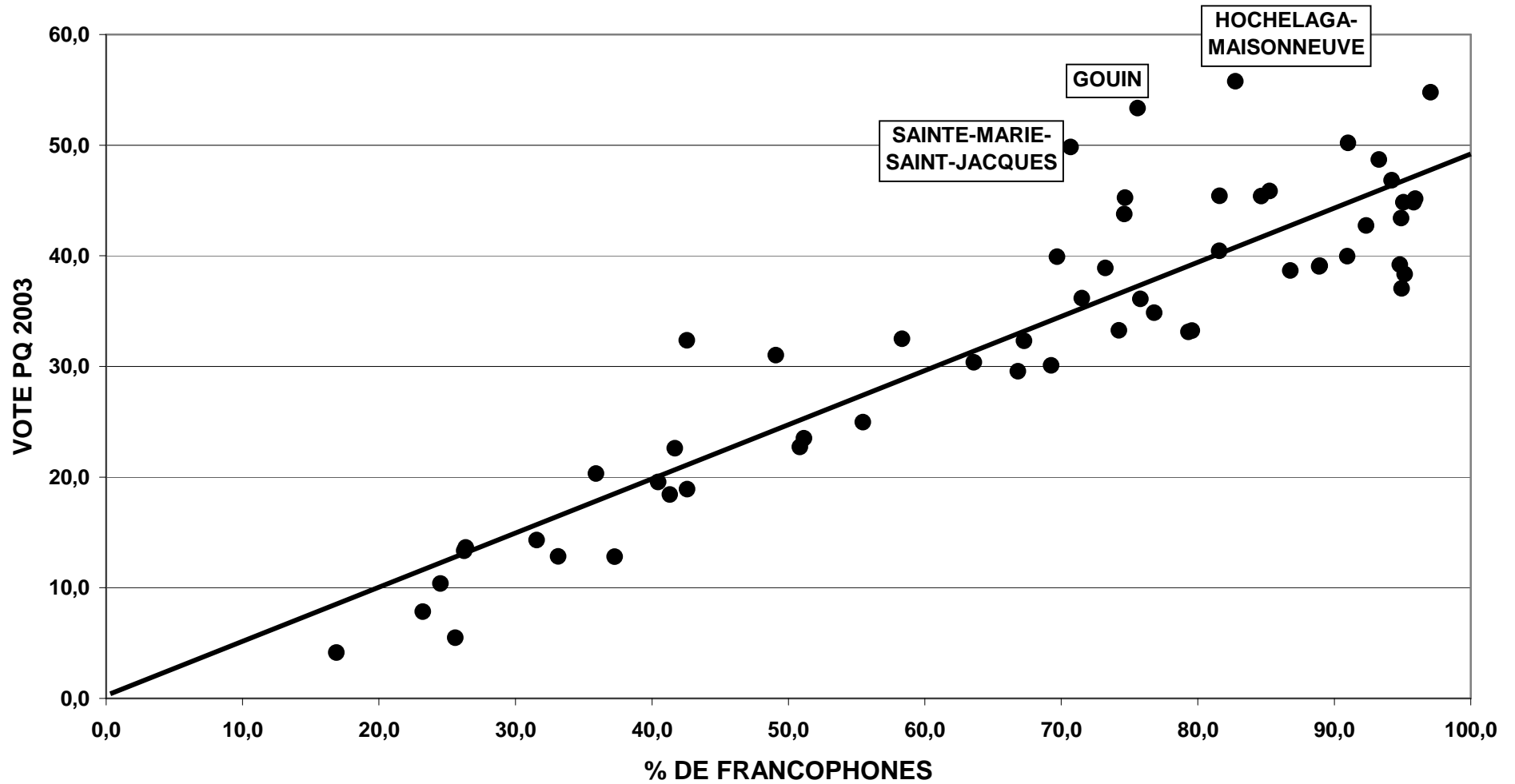
Graphique 12

VOTE PLQ EN 2003 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



Graphique 13

VOTE PQ EN 2003 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



Graphique 14

VOTE ADQ EN 2003 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES (RMR DE MONTRÉAL)

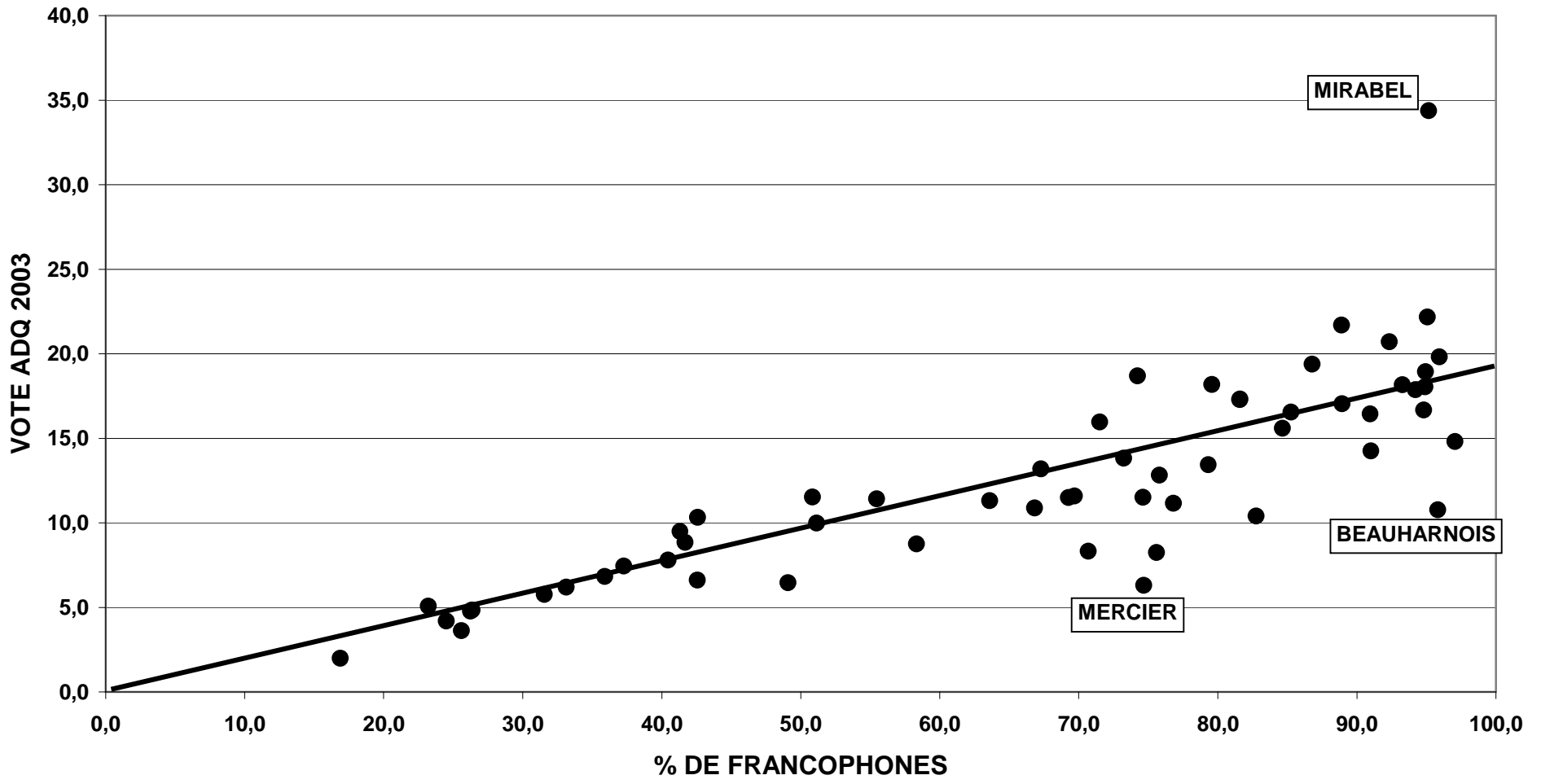


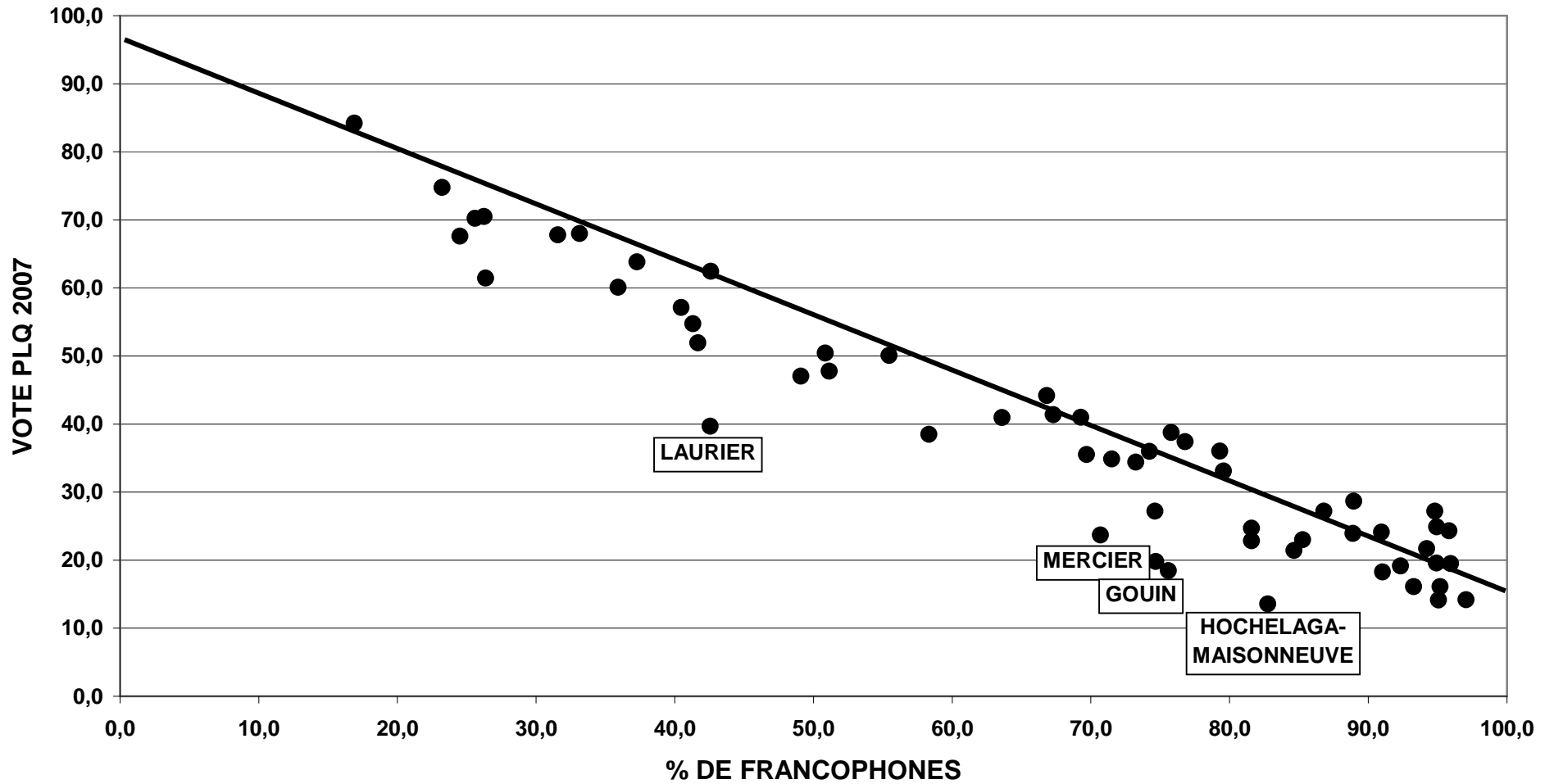
Tableau 7 : vote linguistique 2007 estimé par groupes linguistiques
Région métropolitaine de Montréal (56 circonscriptions)

	Réal RMR de Montréal	Estimé par groupes linguistiques			Total du Québec
		Anglophones	Francophones	Allophones	
Parti libéral	36,5	81,9	14,2	80,8	33,1
Parti québécois	28,0	0,0	39,9	4,3	28,3
Action démocratique	25,9	0,7	36,3	0,0	30,8
Québec solidaire	4,3	0,0	4,8	6,4	3,6
Parti vert	5,0	17,3	3,4	4,7	3,9
Autres	0,3	0,1	0,3	0,7	0,2

Composition linguistique en 2006: francophones 66,4 %, anglophones 11,8 %, allophones 21,8 %.

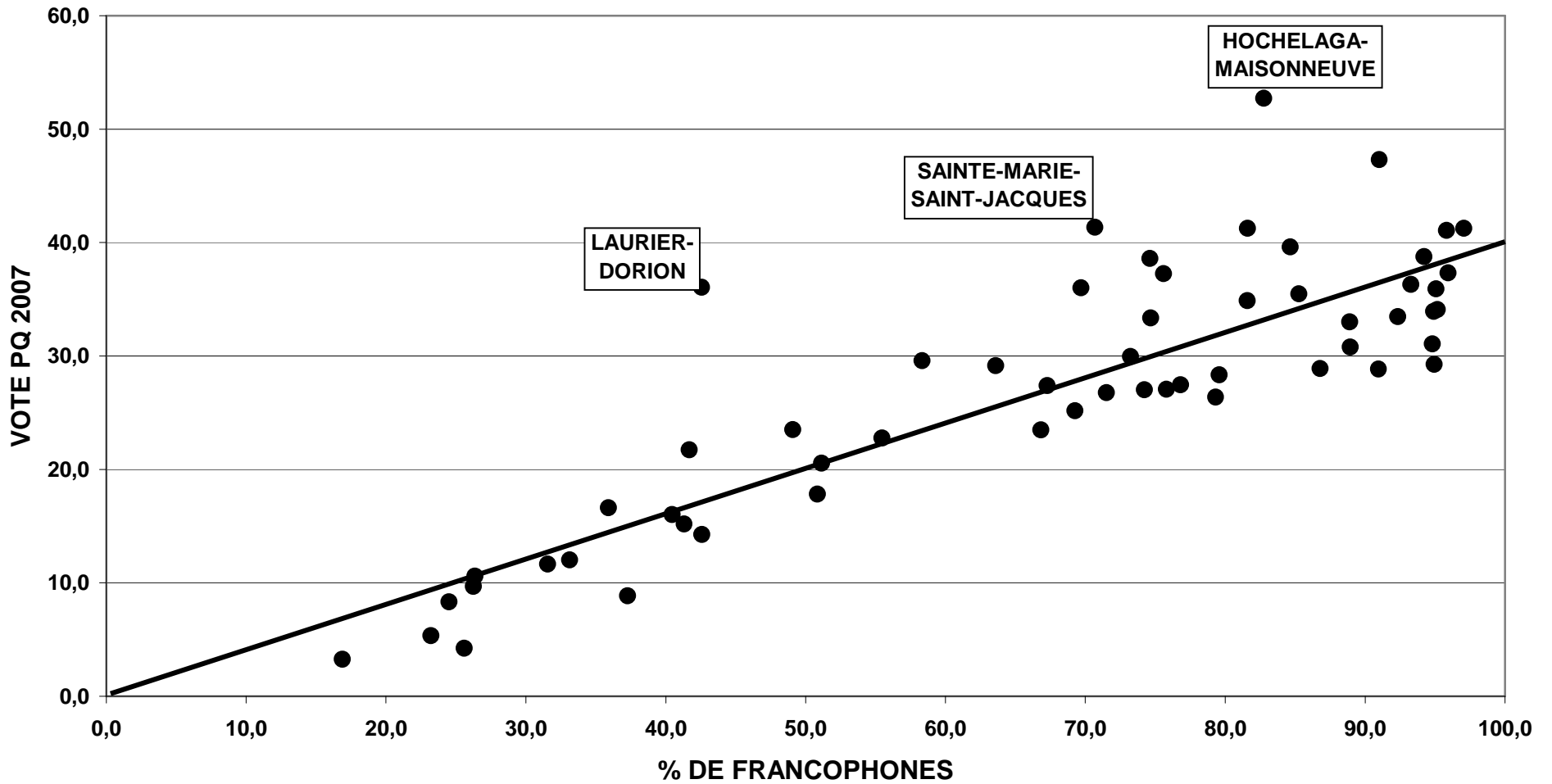
Graphique 15

VOTE PLQ EN 2007 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



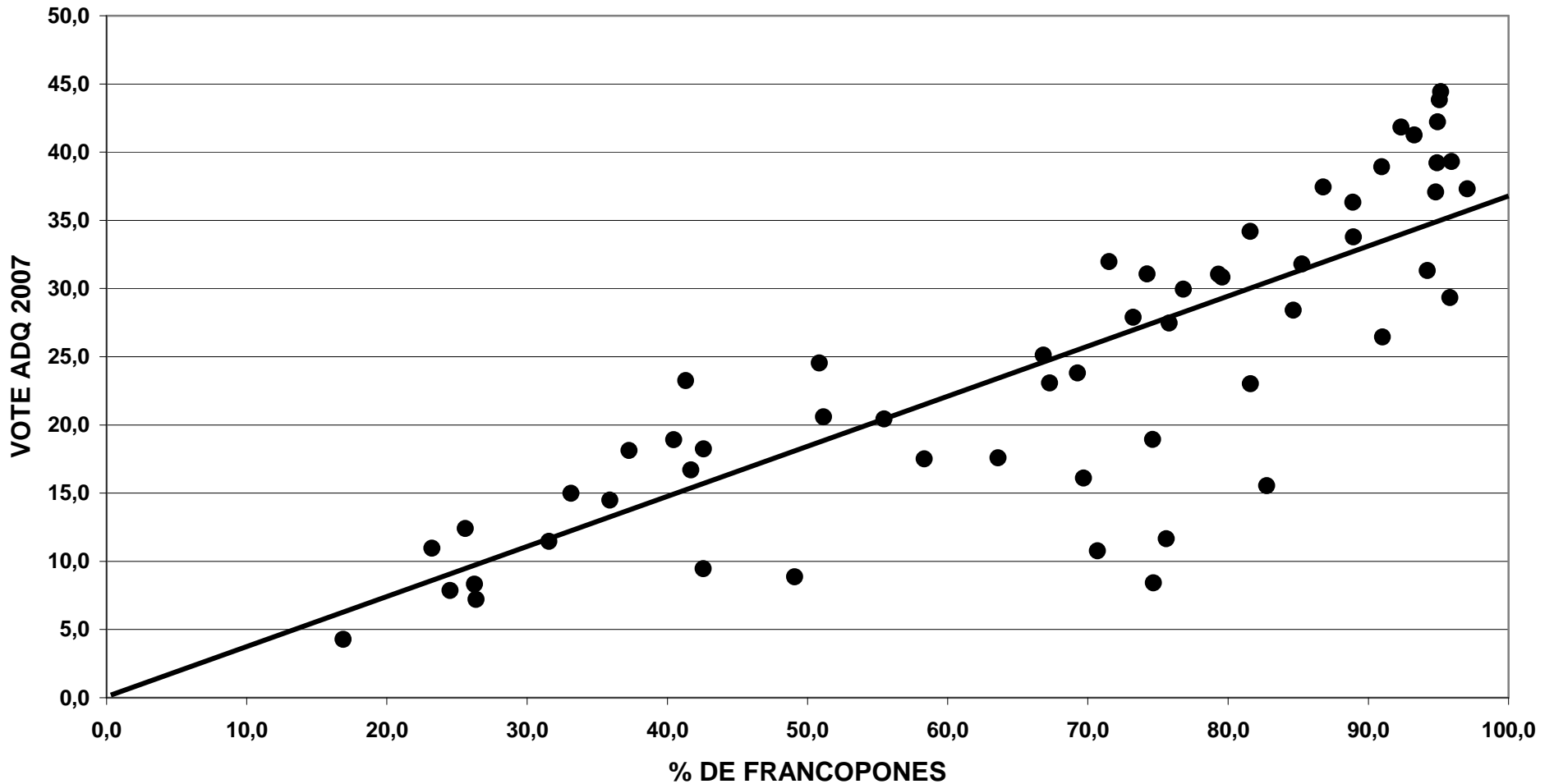
Graphique 16

VOTE PQ EN 2007 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



Graphique 17

VOTE ADQ EN 2007 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



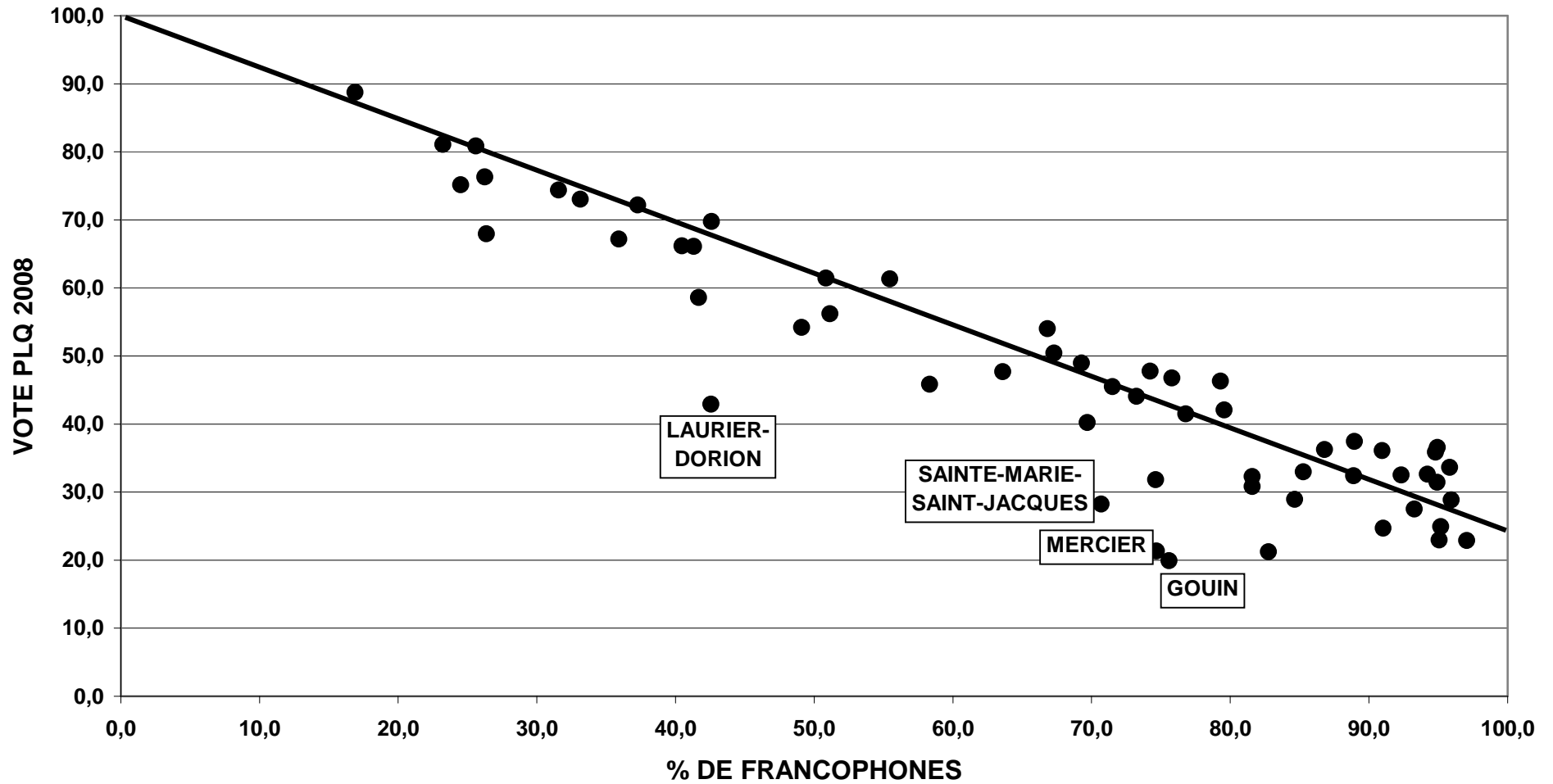
**Tableau 8 : vote linguistique 2008 estimé par groupes linguistiques
Région métropolitaine de Montréal (56 circonscriptions)**

	Réal RMR de Montréal	Estimé par groupes linguistiques			Total du Québec
		Anglophones	Francophones	Allophones	
Parti libéral	44,2	86,1	23,7	87,2	42,1
Parti québécois	36,1	0,0	51,0	3,0	35,2
Action démocratique	11,3	0,0	15,7	0,0	16,4
Québec solidaire	4,6	0,0	5,1	7,5	3,8
Parti vert	3,2	13,6	2,5	0,5	2,2
Autres	0,5	0,3	0,6	0,3	0,4

Composition linguistique en 2006: francophones 66,4 %, anglophones 11,8 %, allophones 21,8 %.

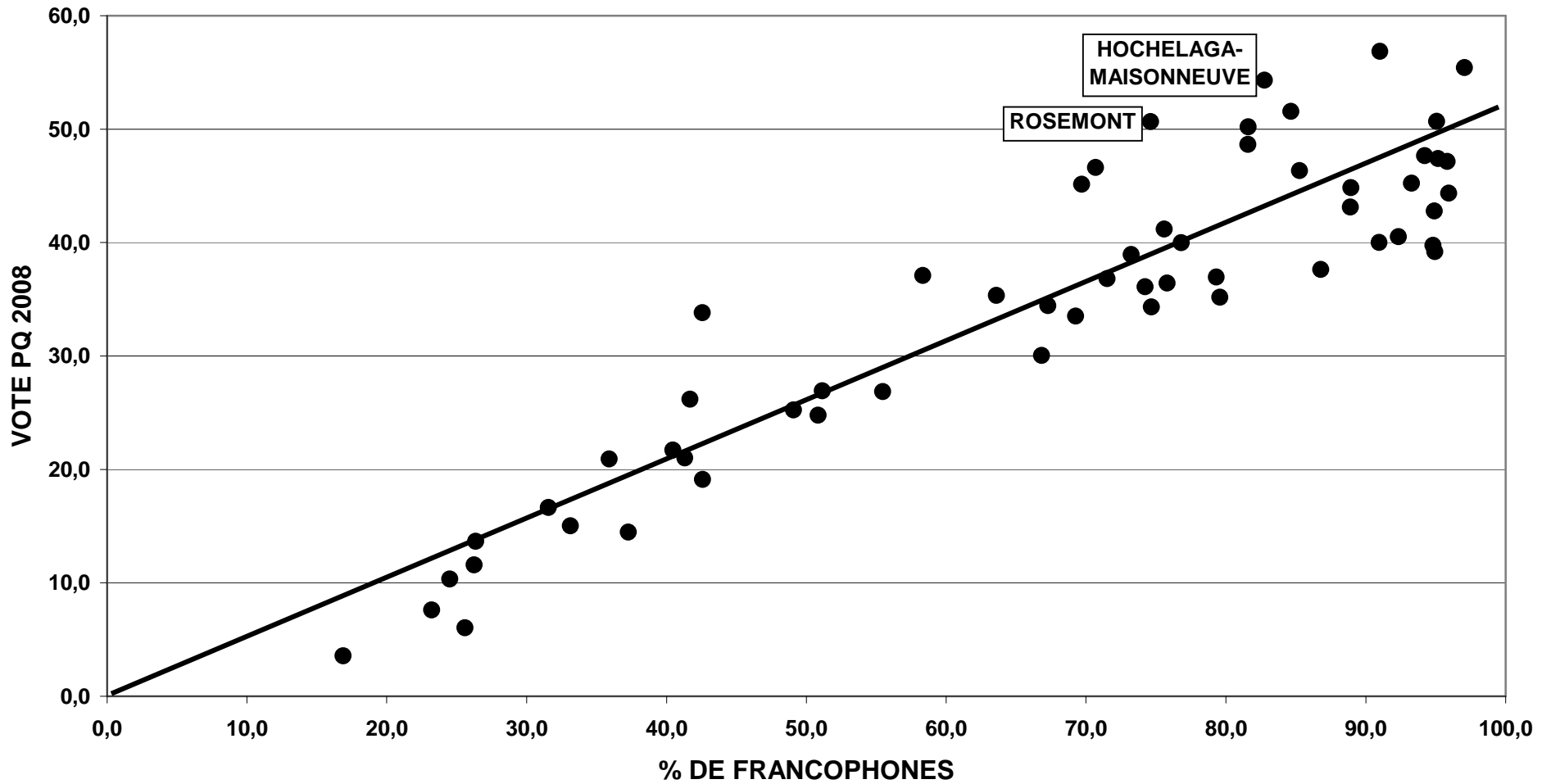
Graphique 18

VOTE PLQ EN 2008 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



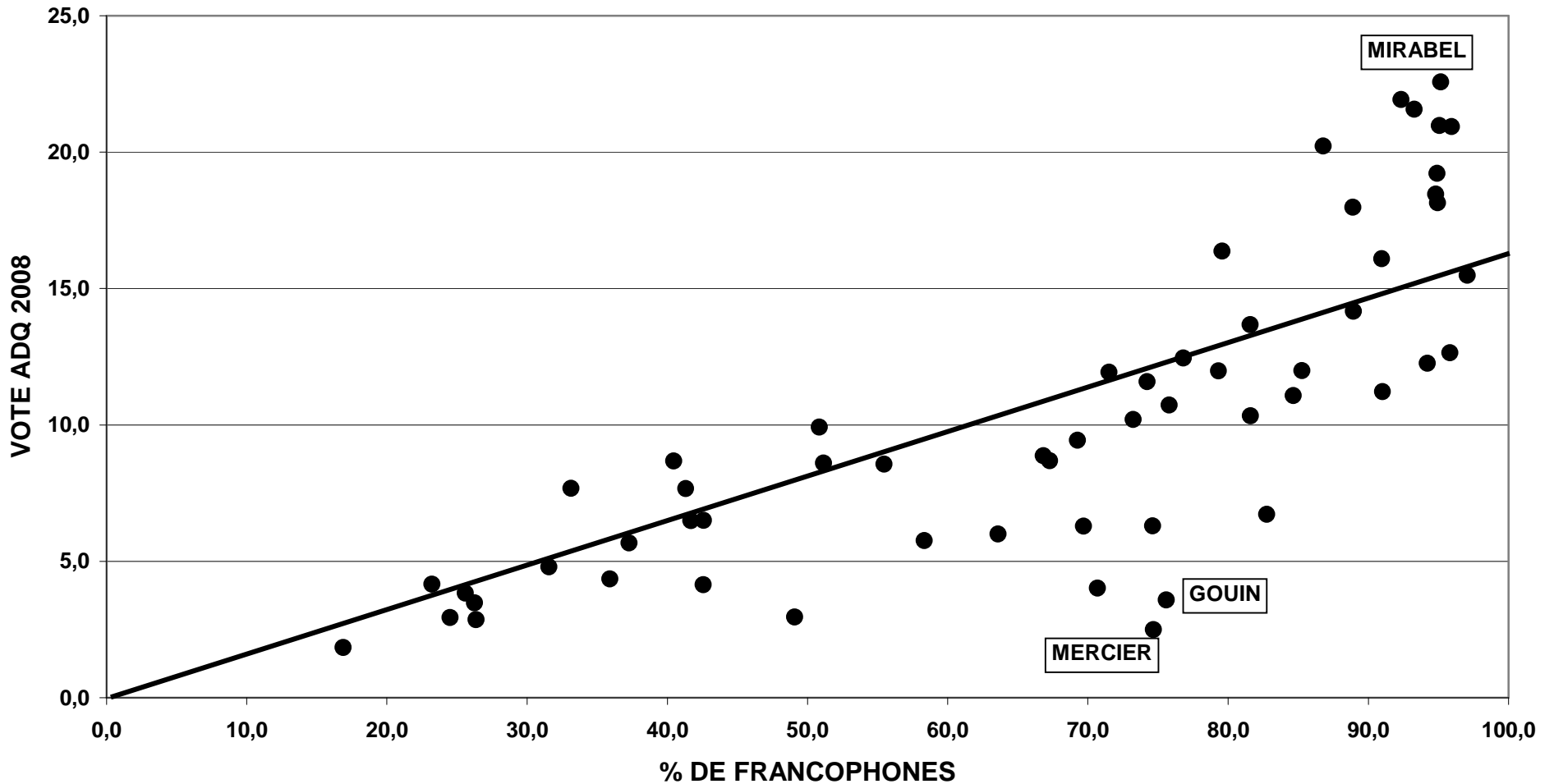
Graphique 19

VOTE PQ EN 2008 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES (RMR DE MONTRÉAL)



Graphique 20

VOTE ADQ EN 2008 SELON LE POURCENTAGE DE FRANCOPHONES
(RMR DE MONTRÉAL)



Le mouvement des votes entre 1998 et 2003

Pour estimer le mouvement des votes d'une élection à l'autre, nous procédons à des analyses de régression multiple, mais basées sur le nombre de votes et non pas sur des pourcentages : cela permet de tenir compte dans l'analyse d'une part de l'abstention électorale, et d'autre part des nouveaux électeurs. Bien évidemment, on travaille sur les soldes du nombre de votes d'une élection à l'autre, ce qui simplifie l'analyse mais ignore des possibles transferts de votes d'un parti à l'autre mais en sens contraire qui s'annuleraient : par exemple, quand nous arrivons à la conclusion que 221 000 votes ont été perdus par le Parti québécois en 2003 en faveur de l'Action démocratique, il se pourrait que le nombre réel soit de 250 000 votes, mais que par ailleurs 29 000 votes de l'Action démocratique soient passés au Parti québécois, 221 000 étant le solde entre 250 000 et 29 000. Par ailleurs il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'estimations statistiques, et qu'on doit les prendre comme des ordres de grandeur : néanmoins nous avons fait dans chaque cas une double évaluation de nos résultats, en construisant un tableau qui compare le résultat réel avec le résultat de l'analyse en mesurant les écarts en nombre de voix dans chaque circonscription (moins de 500 voix, entre 500 et 1000 voix, entre 1000 et 2000 voix, plus de 2000 voix) et des graphiques qui illustrent l'adéquation entre le résultat de l'analyse et les résultats réels. Après avoir fait les analyses globales pour l'ensemble du Québec, nous examinerons les différences régionales à travers le Québec.

Ce qui marque l'élection de 2003 par rapport à celle de 1998, c'est la chute du taux de participation (de 78,3 % à 70,4 %), la perte de près d'un demi-million de voix pour le Parti québécois, la progression du vote adéquiste (gain de plus de 200 000 voix) et la stagnation du vote libéral (perte de 16 000 voix). En 2003, le nombre d'abstentions a augmenté dans 124 des 125 circonscriptions, l'exception étant Masson qui en 1998 n'avait voté qu'à 60,1 % (le vote dans Masson ayant été reporté de deux semaines suite au décès d'un candidat) ; le vote libéral a reculé dans 68 circonscriptions (les plus forts reculs se produisant dans l'Ouest et le Nord-Est de Montréal) et progressé dans les 57 autres ; le vote péquiste a reculé

dans 123 circonscriptions et progressé dans deux (D'Arcy–McGee et Viau, le Parti québécois n'ayant pas présenté de candidat en 1998 dans cette dernière) ; le vote adéquate a progressé dans 102 circonscriptions (les plus fortes progressions se produisant dans Québec métropolitain et dans Chaudière–Appalaches) et reculé dans les 23 autres ; le vote solidaire (UFP) connaît ses plus fortes progressions sur et autour du Plateau Mont–Royal (circonscriptions de Mercier, Outremont, Sainte–Marie–Saint–Jacques, Gouin et Rosemont).

En 2003, le Parti libéral a conservé 99 % de son vote de 1998, 85 % des pertes du vote libéral gonflant le nombre des abstentions, 10 % allant à l'Action démocratique, le reste allant vers Québec solidaire et le Parti vert. Le Parti québécois a conservé 73 % de son vote de 1998, 45 % des pertes péquistes allant à l'Action démocratique, 44 % allant à l'abstention, 8 % allant à Québec solidaire et 3 % au Parti vert.

Le vote adéquate de 2003 est la somme du vote adéquate de 1998, de 10 % des pertes libérales (2000 voix) et de 45 % des pertes péquistes (211 000 voix). Le vote solidaire de 2003 (en fait le vote de l'UFP) est la somme de 2 % des pertes libérales et de 8 % des pertes péquistes. Le vote vert de 2003 représente 3 % des pertes libérales et péquistes. Enfin les abstentions de 2003 sont les abstentions de 1998 auxquelles s'ajoutent 85 % des pertes libérales (12 000 voix) et 44 % des pertes péquistes (225 000 voix).

Les chiffres bruts de tous ces transferts sont présentés dans le tableau 9a, et l'adéquation de ces estimations est présentée dans le tableau 9b : on voit à la lecture de ce dernier tableau que l'adéquation est assez bonne, mais loin d'être excellente. Dans le cas du Parti québécois, le tiers des circonscriptions s'écartent de moins de 500 voix et le cinquième entre 500 et 1000 : dans un peu moins de la moitié des cas, l'écart est supérieur à 1000 voix, et dans un quart des cas supérieure à 2000 voix.

Les graphiques 21, 22 et 23 illustrent cette adéquation pour chaque parti. On observe dans le graphique 21 que les valeurs estimées du vote libéral sont supérieures au vote libéral réel dans l'Ouest et le Nord–Est de Montréal : cela s'explique sans doute par la baisse du taux de participation des anglophones et des allophones entre 1998 et 2003 (tableau 4), comme nous l'avons signalé en analysant le vote linguistique. Dans le graphique 22 on voit que, exception

faite de la circonscription de Viau qui n'avait pas de candidat péquiste en 1998, l'adéquation est assez bonne ; cependant le Parti québécois fait aussi mal que prévu dans les circonscriptions où il est faible (gauche du graphique), moins bien que prévu dans les circonscriptions intermédiaires (centre du graphique) et mieux que prévu dans les circonscriptions où il est le plus implanté (droite du graphique). Dans le graphique 23 enfin, on voit que l'Action démocratique fait à peu près ce que le modèle prédit, mais nettement mieux dans la partie droite du graphique (il s'agit en gros des circonscriptions de la région métropolitaine de Québec et de Chaudière–Appalaches).

En conclusion, on peut affirmer avec assez d'assurance que l'augmentation de l'abstention en 2003 est essentiellement due à des électeurs péquistes de 1998 qui ont manifesté leur insatisfaction à l'égard du gouvernement du Parti québécois en restant chez eux. C'est grosso modo ce qui s'était produit en 1985, alors que le Parti québécois perdait près d'un demi million de voix par rapport à 1981, alors que le vote libéral ne progressait que d'un quart de million de voix et les abstentions gonflaient de près de 200 000 voix. Ce qui est nouveau en 2003, c'est que le Parti québécois a perdu un peu plus de 200 000 voix en faveur de l'Action démocratique et environ 40 000 voix en faveur de Québec solidaire, pour une perte totale d'environ un demi-million de voix ; le Parti libéral, pour sa part, a remporté l'élection avec un gouvernement majoritaire même si son vote est resté stagnant par rapport à 1998. Nous appelons cela une victoire libérale par défaut, due à une défaite réelle du Parti québécois, attaqué de tous les côtés : sur sa gauche par Québec solidaire, sur sa droite nationaliste par l'Action démocratique et au centre par l'insatisfaction vis-à-vis du gouvernement péquiste.

Tableau 9a : estimation des transferts de vote entre 1998 et 2003

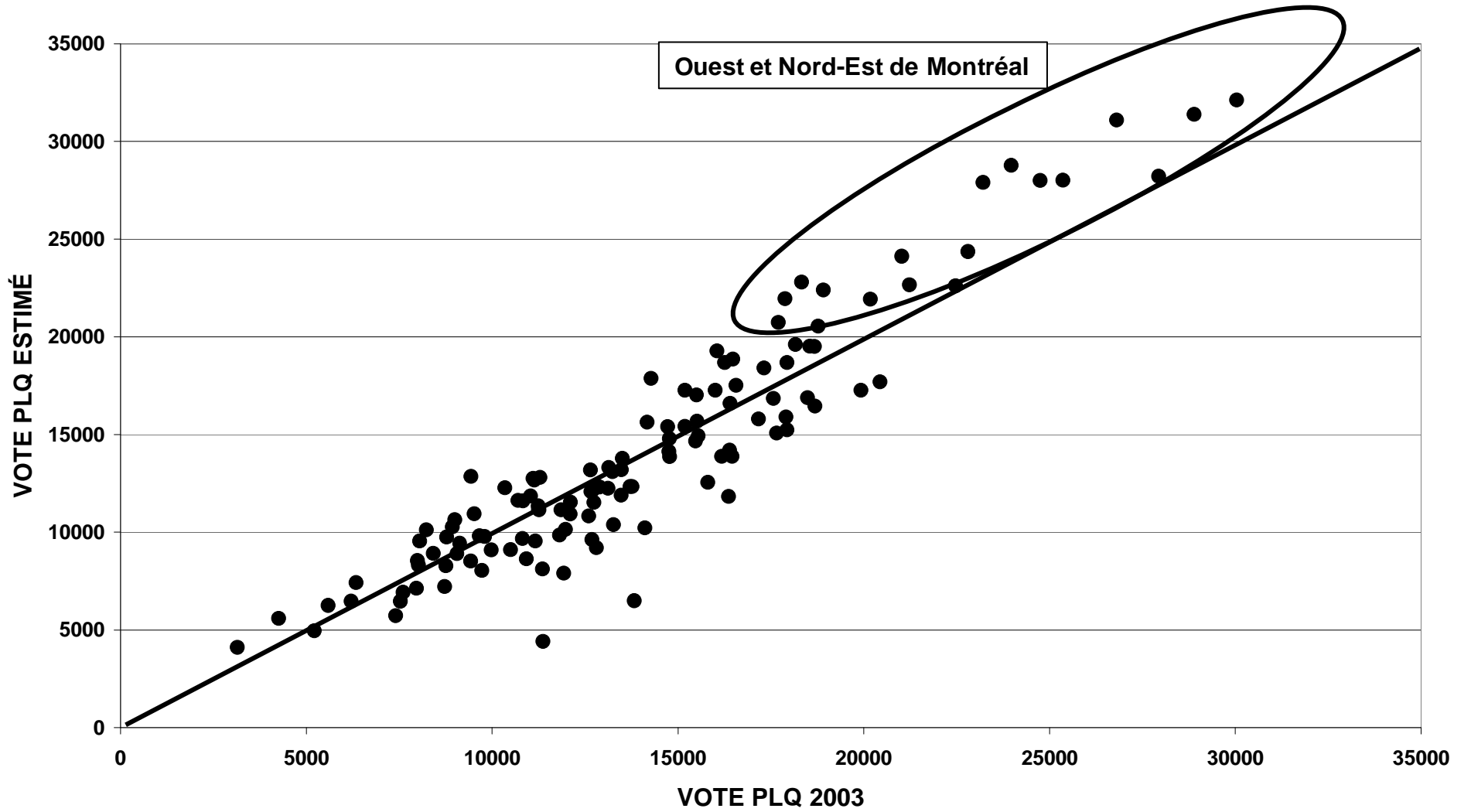
Vote en 1998		Transferts en 2003						Abstentions
		PLQ	ADQ	PQ	QS	PVQ	Autres	
PLQ	1772000	1756000	2000	–	2000	–	–	12000
ADQ	481000	–	481000	–	–	–	–	–
PQ	1744000	–	<u>211000</u>	1269000	38000	1000	–	<u>225000</u>
Autres	72000	–	–	–	–	16000	41000	15000
Vote en 2003		175600	694000	126900	40000	17000	41000	1624000

Tableau 9b : évaluation en nombre de votes de l'analyse des transferts

Écarts entre le vote réel et le vote estimé	Moins de 500 voix	Entre 500 et 1000 votes	Entre 1000 et 2000 votes	Plus de 2000 votes
PLQ 2003	21	29	37	38
PQ 2003	42	24	29	30
ADQ 2003	37	27	38	23

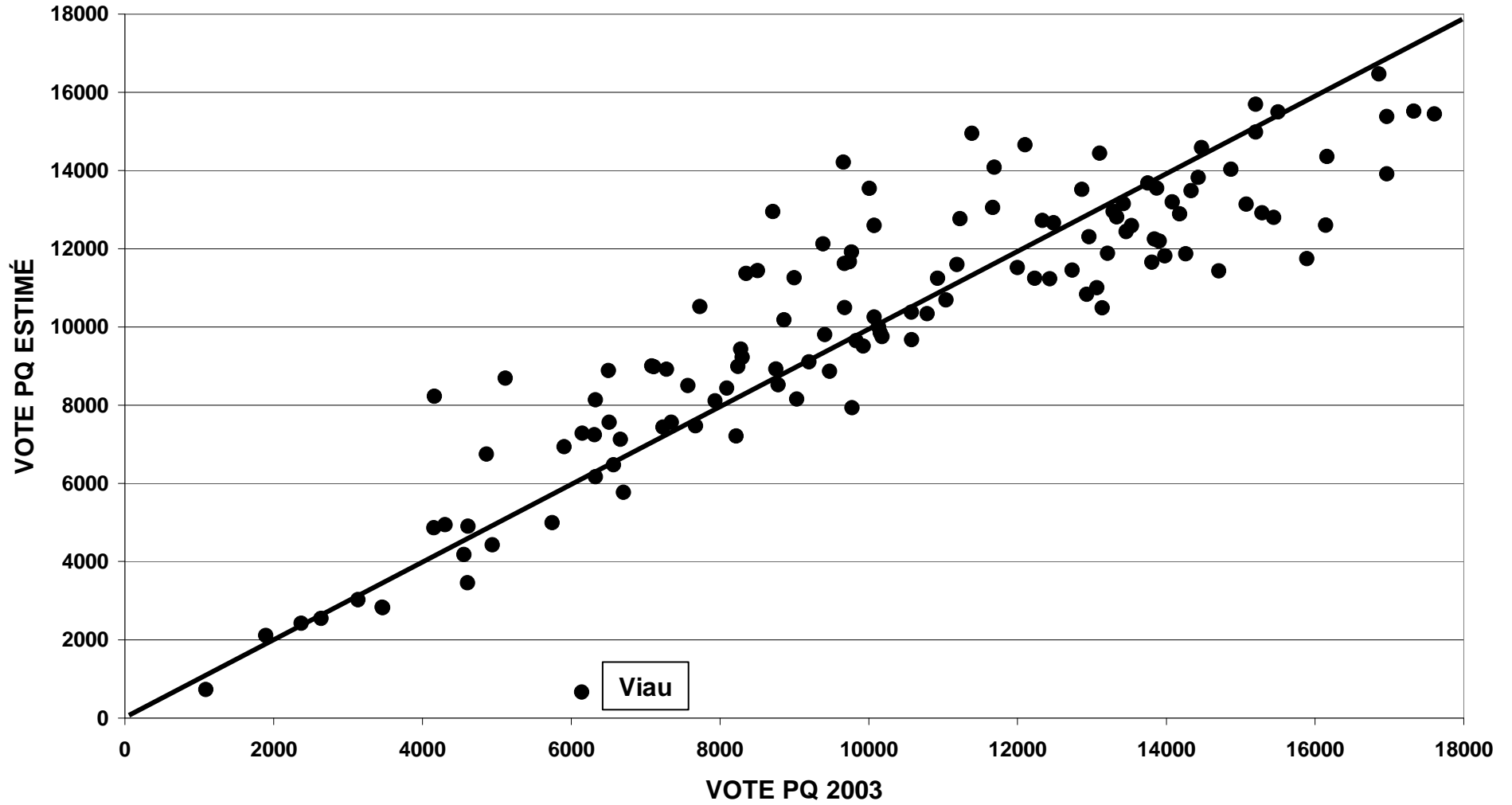
Graphique 21

VOTE PLQ 2003 RÉEL ET ESTIMÉ



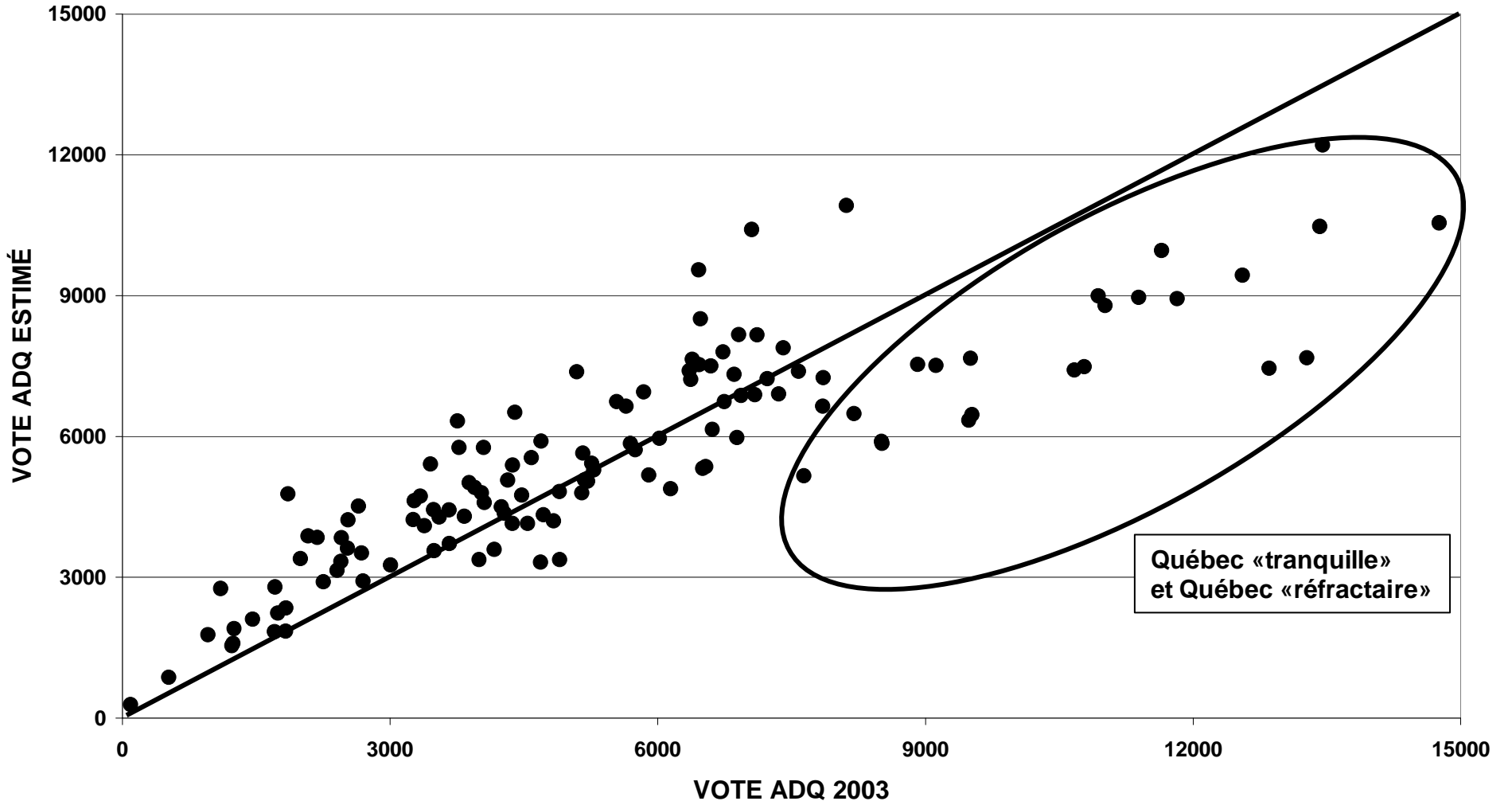
Graphique 22

VOTE PQ 2003 RÉEL ET ESTIMÉ



Graphique 23

VOTE ADQ 2003 RÉEL ET ESTIMÉ



Le mouvement des votes entre 2003 et 2007

Ce qui marque l'élection de 2007, c'est d'abord un taux de participation en très légère progression (il passe de 70,4 % en 2003 à 71,2 % en 2007), une perte brutale de près d'un demi-million de voix pour le Parti libéral, une perte modérée de près de 150 000 pour le Parti québécois, une progression fulgurante d'un demi-million de voix pour l'Action démocratique, et une progression de plus de 100 000 voix tant pour Québec solidaire que pour le Parti vert. Avec comme résultat un gouvernement libéral minoritaire, et une opposition adéquiste. En 2007, le nombre d'abstentions a diminué dans 70 circonscriptions et progressé dans les 55 autres (mais dans la moitié des cas les écarts du nombre d'abstentions en plus ou en moins sont inférieures à 500, et supérieures à 1000 dans seulement le quart des cas) ; le vote libéral a reculé dans 121 circonscriptions (les reculs les plus forts se produisant dans l'Ouest et le Nord-Est de Montréal, dans Québec métropolitain, dans les Basses-Laurentides et en Montérégie, le Parti libéral ne progressant que dans Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Matane et Rivière-du-Loup) ; le vote péquiste a reculé dans 104 circonscriptions et progressé dans les 21 autres ; le vote adéquiste a progressé dans 123 circonscriptions (les progressions les plus fortes du vote adéquiste se produisant dans Québec métropolitain, en Montérégie et dans les Basses-Laurentides, alors que l'Action démocratique a reculé dans René-Lévesque et Rouyn-Noranda-Témiscamingue) ; enfin le vote solidaire a progressé dans toutes les circonscriptions, et le vote vert dans toutes sauf quatre.

En 2007 le Parti libéral a conservé 75 % de son vote de 2003, 65 % des pertes libérales allant à l'Action démocratique, 25 % au Parti vert et 10 % à Québec solidaire. Le Parti québécois a conservé 89 % de son vote de 2003, 85 % des pertes péquistes allant à l'Action démocratique, 10 % à Québec solidaire et 5 % au Parti vert.

Le vote de l'Action démocratique en 2007 est la somme du vote adéquiste de 2003, de 65 % des pertes libérales (287 000 voix), de 85 % des pertes péquistes (122 000 voix) et de 85 % des nouveaux électeurs et/ou des abstentionnistes de 2003 qui ont voté en 2007 (122 000 voix). Le vote de Québec solidaire en 2007 est la somme du vote UFP de 2003, de 10 % des pertes libérales (44 000 voix), de 10 % des pertes péquistes (14 000 voix), de 75 % des pertes des autres partis

(21 000 voix) et de 10 % des nouveaux électeurs et/ou des abstentionnistes de 2003 qui ont voté en 2007 (24 000 voix). Le vote du Parti vert en 2007 est la somme du vote vert de 2003, de 25 % des pertes libérales (111 000 voix), de 5 % des pertes péquistes (7 000 voix) et de 5 % des nouveaux électeurs et/ou des abstentionnistes de 2003 qui ont voté en 2007 (21 000 voix).

Les chiffres bruts de tous ces transferts sont présentés dans le tableau 10a, et l'adéquation de ces estimations est présentée dans le tableau 10b : on voit à la lecture de ce dernier tableau que l'adéquation est excellente. Dans le cas du Parti québécois et du Parti libéral, un tiers des circonscriptions s'écartent de moins de 500 voix, une autre tiers entre 500 et 1000 voix et le troisième tiers de plus de 1000 voix ; concernant l'Action démocratique, la moitié des circonscriptions s'écartent de moins de 500 voix, un quart entre 500 et 1000 voix, et seulement un quart de plus de 1000 voix (6 seulement de plus de 2000 voix).

Les graphiques 24, 25 et 26 illustrent l'excellente adéquation entre le vote estimé et le vote réel pour les trois partis (on notera que l'Action démocratique réussit moins bien qu'estimé dans les circonscriptions de Gouin et de Mercier).

En conclusion, on peut encore ici affirmer avec assurance que la progression de l'Action démocratique en 2007 (plus d'un demi-million de voix), s'est faite pour la moitié par un transfert de voix libérales (un quart de million de voix), pour un quart par un transfert de voix péquistes (122 000 voix) et pour un quart par la diminution de l'abstention et/ou l'augmentation du nombre d'électeurs. Le résultat de ces transferts a provoqué l'élection d'un gouvernement minoritaire et la promotion de l'Action démocratique au statut d'Opposition officielle, le Parti québécois se trouvant triplement déclassé, comme troisième parti à l'Assemblée, comme troisième parti en termes de votes, et ayant perdu la majorité (relative) du vote francophone depuis 1970 en faveur de l'Action démocratique. Au lendemain de l'élection de 2007, plusieurs observateurs de la scène politique, dont nous-même («L'élection de 2007 : une élection de réalignment ?», *L'Année politique 2008 au Québec*, Montréal, Fides/Le Devoir, 2007, p. 24-39), se sont demandés si cette élection ne marquait pas le début d'une nouvelle ère politique, d'un réalignment profond des attitudes politiques au Québec, l'Action

démocratique avec son nationalisme «autonomiste» se substituant au Parti québécois et son nationalisme souverainiste : aujourd'hui on sait qu'il n'en sera probablement rien, mais on peut dire que les souverainistes ont senti passer le souffle du boulet... Il est vrai que les transferts de votes du Parti libéral à l'Action démocratique (287 000 voix) ont été plus de deux fois plus importants que les transferts de vote du Parti québécois à l'Action démocratique (122 000 voix), ce qui était quand même une bonne nouvelle pour les souverainistes ; mais il est vrai aussi que les plus gros transferts se sont produits dans l'électorat de la classe moyenne de banlieue, qui est une des poutres maîtresses du vote péquiste (les pertes du Parti québécois en faveur de l'Action démocratique se produisant dans la frange la plus jeune du «groupe porteur» comme nous le verrons plus en détail dans l'analyse régionale du vote).

Tableau 10a : estimation des transferts de vote entre 2003 et 2007

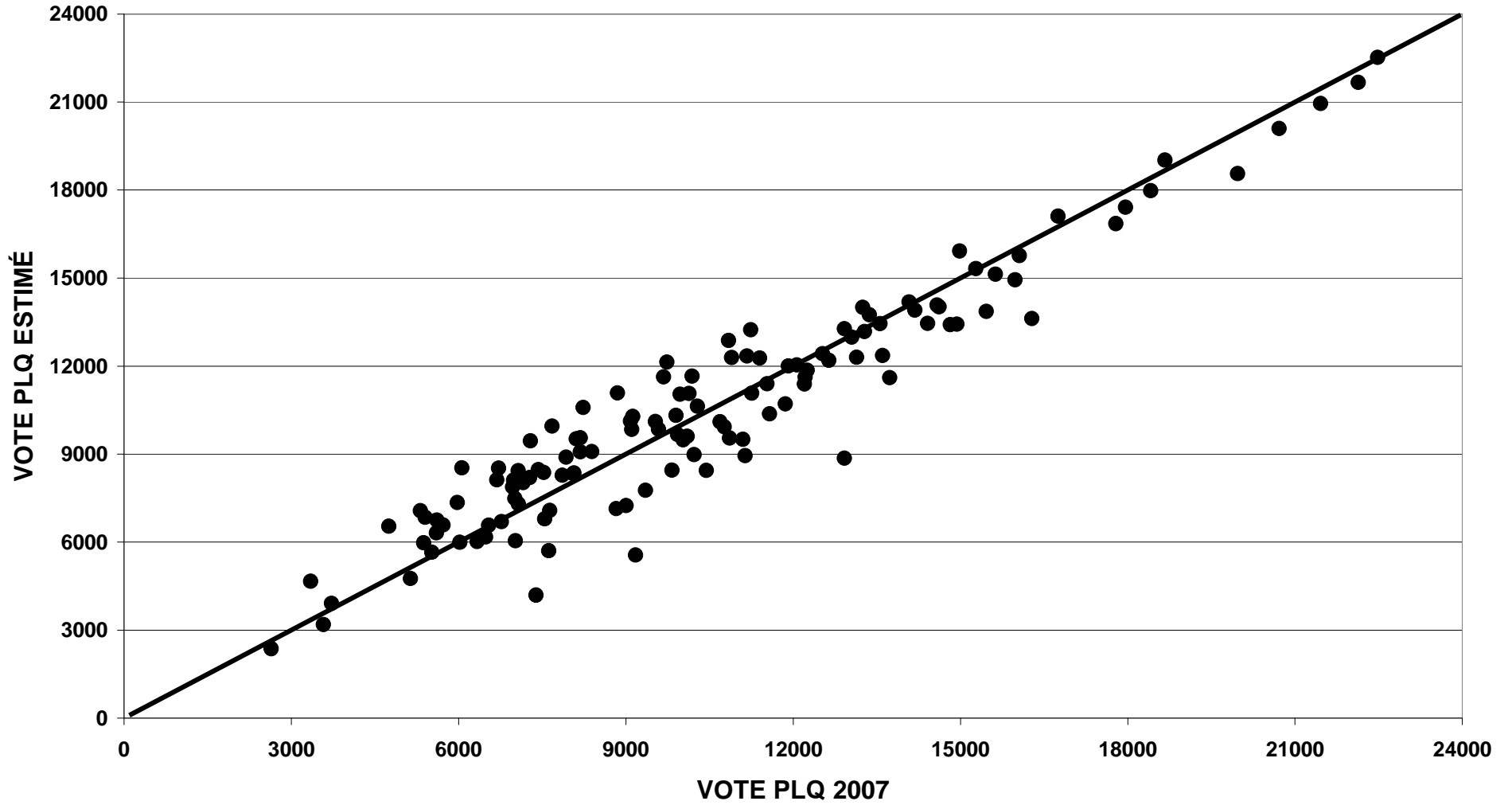
Vote en 2003		Transferts en 2007					
		PLQ	ADQ	PQ	QS	PV	Autres
PLQ	1756000	1314000	<u>287000</u>	–	44000	<u>111000</u>	–
ADQ	694000	–	694000	–	–	–	–
PQ	1269000	–	<u>122000</u>	1126000	14000	7000	–
UFP	40000	–	–	–	40000	–	–
PV	17000	–	–	–	–	17000	–
Autres	41000	–	–	–	21000	11000	10000
Augmentation des votants en 2007	153000	–	122000	–	24000	7000	–
Vote en 2007		1314000	1225000	1126000	143000	153000	10000

Tableau 10b : évaluation en nombre de votes de l'analyse des transferts

Écart entre le vote réel et le vote estimé	Moins de 500 voix	Entre 500 et 1000 votes	Entre 1000 et 2000 votes	Plus de 2000 votes
PLQ 2007	41	33	36	15
PQ 2007	38	40	35	12
ADQ 2007	60	34	25	6

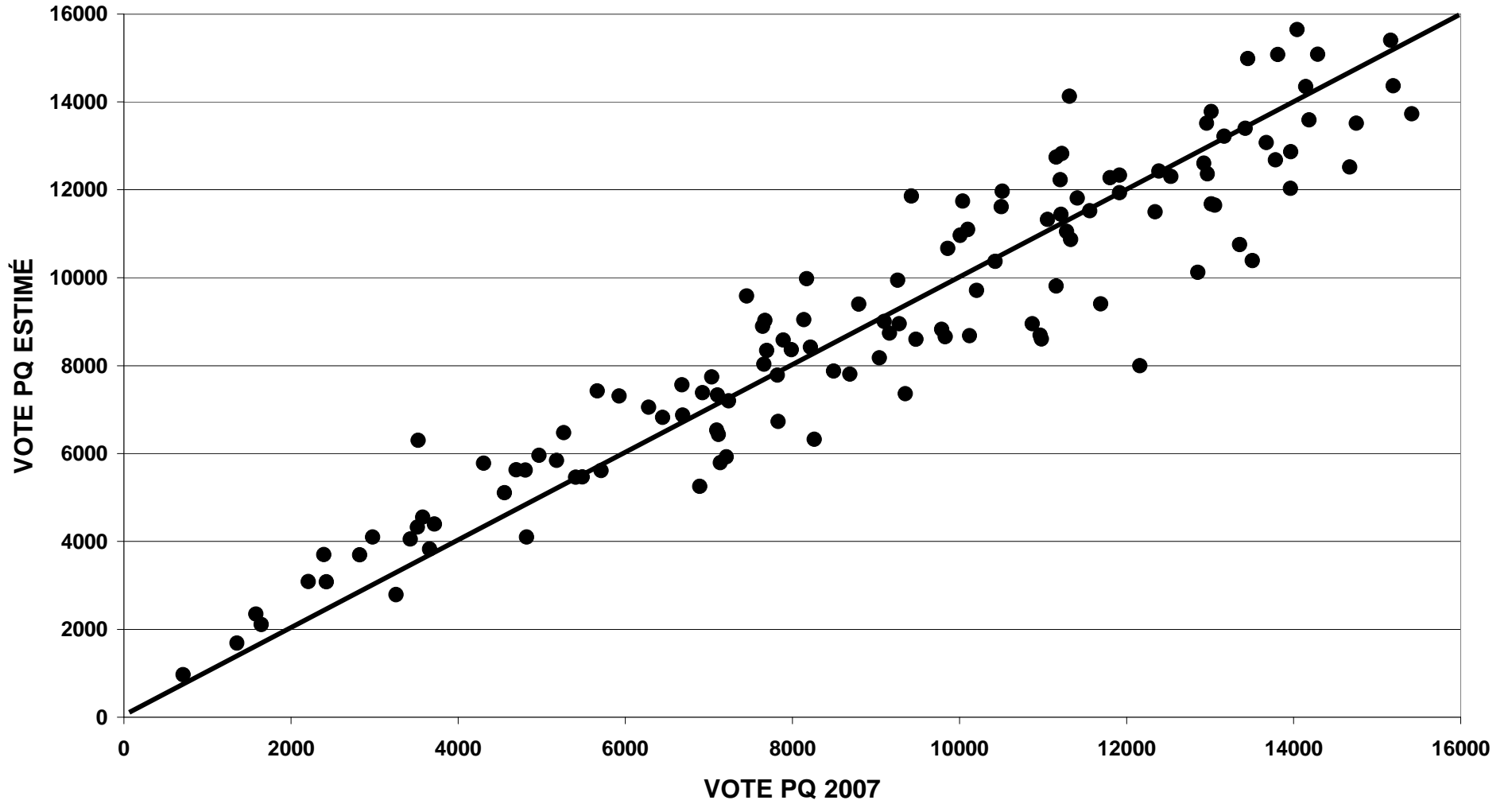
Graphique 24

VOTE PLQ 2007 RÉEL ET ESTIMÉ



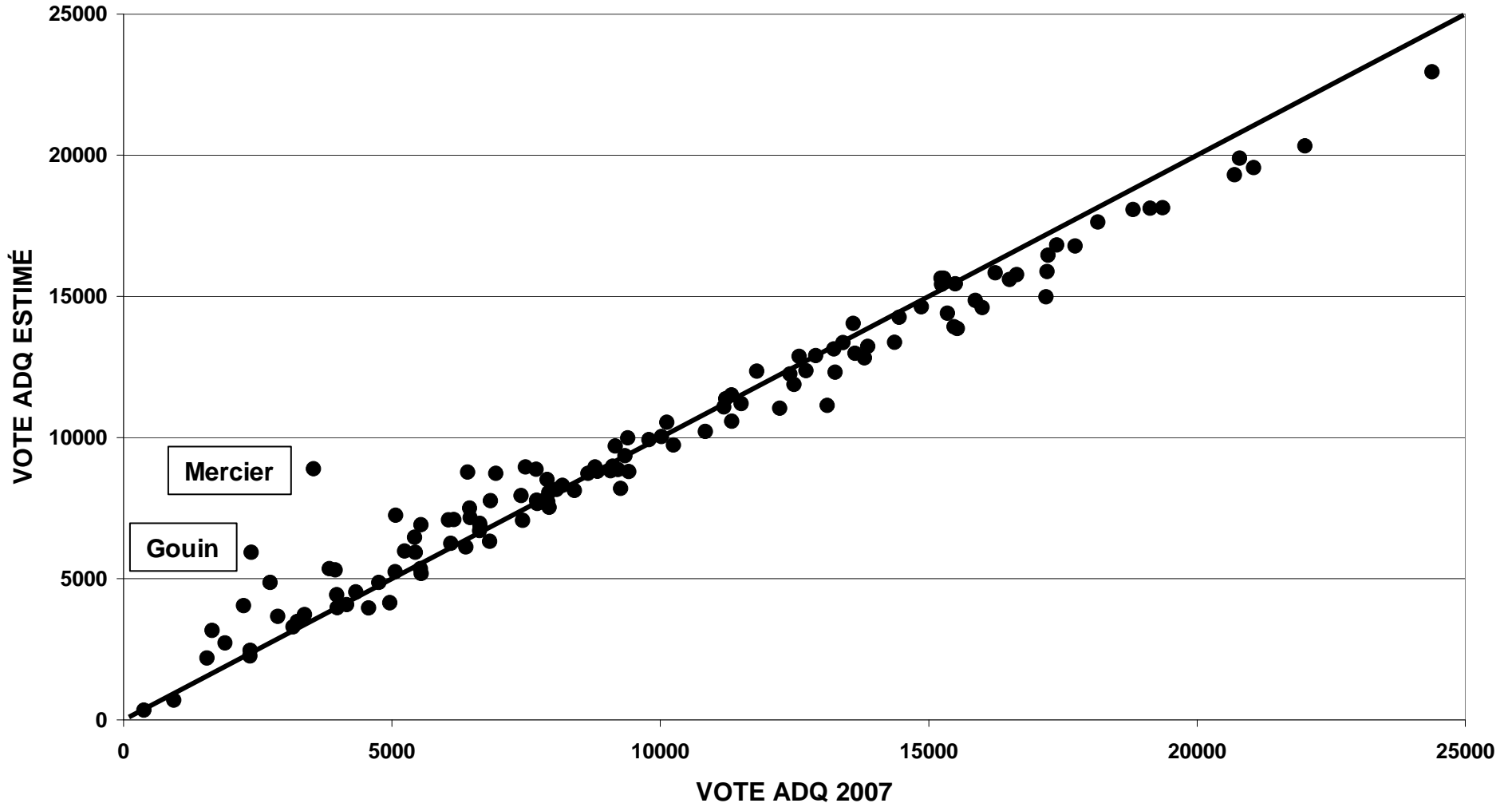
Graphique 25

VOTE PQ 2007 RÉEL ET ESTIMÉ



Graphique 26

VOTE ADQ 2007 RÉEL ET ESTIMÉ



Le mouvement des votes entre 2007 et 2008

Ce qui marque l'élection de 2008, c'est d'abord la chute brutale du taux de participation (il passe de 71,2 % en 2007 à 57,4 % en 2008) ; c'est ensuite littéralement l'effondrement du vote de l'Action démocratique qui perd près de 700 000 voix ; c'est aussi l'érosion du vote de Québec solidaire (perte de 22 000 voix soit 15 % de ses voix de 2007) et l'effondrement du vote du Parti vert (perte de 83 000 voix, soit plus de la moitié de ses voix de 2007) ; c'est enfin une très légère remontée du Parti libéral (progression d'un peu plus de 50 000 voix) et la fin de la descente aux enfers du vote du Parti québécois (progression de 16 000 voix). En 2008, le nombre d'abstentions a progressé dans toutes les circonscriptions ; le vote libéral a reculé dans 43 circonscriptions (les plus forts reculs se produisant dans les circonscriptions de l'Ouest et le Nord-Est de Montréal) et progressé dans les 82 autres (les plus fortes progressions se produisant en Montérégie, dans les Basses-Laurentides et dans la région métropolitaine de Québec) ; le vote péquiste a reculé dans 61 circonscriptions et progressé dans les 64 autres ; le vote adéquiste a reculé dans toutes les circonscriptions (les plus forts reculs se produisant en Montérégie, dans les Basses-Laurentides et dans Québec métropolitain) ; le vote solidaire a reculé dans 91 circonscriptions et le vote vert a reculé dans 91 circonscriptions (sur 112 candidats).

En 2008, l'Action démocratique a conservé 43 % de son vote de 2007, 10 % des pertes adéquistes allant au Parti libéral, 3 % allant au Parti québécois et 87 % allant aux abstentionnistes. Québec solidaire conserve 85 % de son vote de 2007 et le Parti vert seulement 46 %.

Le vote du Parti libéral en 2008 est la somme du vote libéral de 2007 et de 10 % des pertes de l'Action démocratique (52 000 voix). Le vote du Parti québécois de 2008 est la somme du vote péquiste de 2007 et de 3 % des pertes de l'Action démocratique (16 000 voix). Enfin l'augmentation des abstentions est la somme de 87 % des pertes de l'Action démocratique, et des pertes de Québec solidaire et du Parti vert.

Les chiffres bruts de tous ces transferts sont présentés dans le tableau 11a, et l'adéquation de ces estimations est présentée dans le tableau 11b : on voit à la lecture de ce dernier tableau que l'adéquation est très bonne. Dans le cas du Parti libéral, plus de la moitié des circonscriptions s'écartent de moins de 1000 voix, dans le cas du Parti québécois c'est le cas des deux tiers des circonscriptions, tout comme dans le cas de l'Action démocratique (seulement 7 circonscriptions s'écartent de plus de 2000 voix pour le Parti québécois et 15 pour l'Action démocratique).

Les graphiques 27, 28 et 29 illustrent la très bonne adéquation entre le vote estimé et le vote réel pour les trois partis. Dans le cas du Parti libéral on constate qu'il réussit en 2008 moins bien que prévu dans l'Ouest et le Nord-Est de Montréal, et que l'Action démocratique réussit mieux que prévu dans Québec métropolitain et Chaudière-Appalaches.

En conclusion, on peut encore ici affirmer avec assez d'assurance, que la chute brutale du taux de participation en 2008 est due à deux phénomènes distincts : d'une part la chute brutale du vote adéquate et d'autre part la baisse de participation des électeurs non-francophones (qui provoquent des pertes pour le Parti libéral). Toutefois les pertes adéquates (693 000 voix) ne peuvent être assimilées complètement à la chute du taux de participation (714 000 votants de moins en 2008 qu'en 2007) puisque le nombre d'abstentions a, quant à lui, augmenté de 823 000 voix.

Le portrait est un peu plus complexe. Oui, la majeure partie des pertes adéquates se sont retrouvées dans l'abstention, mais un certain nombre de votes adéquates sont retournés soit au Parti libéral (52 000 votes), soit au Parti québécois (16 000 voix), mais dans certaines régions (Québec métropolitain et Chaudière-Appalaches notamment) les pertes de l'Action démocratique ont été moins importantes (et la participation électorale plus forte). D'autre part, le vote libéral a subi deux mouvements contraires : pertes importantes dans l'électorat non-francophone, et donc gains, plus importants qu'il n'y paraît globalement, dans le vote francophone. Dans les 43 circonscriptions dans lesquelles le Parti libéral a reculé, il a perdu 70 000 voix, et dans les 82 circonscriptions dans lesquelles il a progressé, il a gagné 123 000 voix. Les pertes libérales se produisent essentiellement dans les circonscriptions de Île de Montréal (25 sur 28, dont tout l'Ouest et presque tout le Nord-Est de l'île), de Laval (Chomedey et Mille-Îles), de la Rive-Sud de Montréal (Châteauguay,

Lapinière et Laporte), de l'Outaouais (Hull, Pontiac et Chapleau), de quatre circonscriptions du Saguenay–Lac–Saint–Jean (Chicoutimi, Jonquière, Lac–Saint–Jean et Roberval), auxquelles s'ajoutent les circonscriptions de Charlevoix (présence de Pauline Marois), Matane et Rivière–du–Loup, ainsi que Abitibi–Ouest, Duplessis et Ungava. Le vote péquiste a lui aussi subi deux mouvements : progrès dans 64 circonscriptions (gains de 59 000 voix) et recul dans 61 circonscriptions (pertes de 43 000 voix), les principales pertes se produisant dans l'Est de Montréal et dans Québec métropolitain, et les principaux gains dans les Basses Laurentides et en Montérégie. Nous analyserons tout cela plus loin dans le détail.

Contentons–nous ici d'une remarque générale : sur une période de dix ans et trois consultations, le Parti québécois a perdu environ 600 000 voix, le Parti libéral en a perdu environ 400 000 et l'Action démocratique se retrouve en 2008 à peu près à son niveau de 1998 (un demi–million de voix). Le Parti québécois a perdu 475 000 voix en 2003 qui sont allées pour part égales à l'abstention et à l'Action démocratique, plus un maigre 40 000 voix à Québec solidaire ; puis a de nouveau perdu 143 000 voix en 2007 qui sont presque toutes allées à l'Action démocratique, et n'en a récupéré que des bribes en 2008. Le Parti libéral, presque stable en 2003, a perdu 442 000 voix en 2007, dont les deux–tiers sont allées à l'Action démocratique et le quart au Parti vert, et n'en a récupéré qu'une maigre part en 2008, tout en voyant ses appuis chez les non–francophones subir une forte érosion en faveur de l'abstention. Enfin l'Action démocratique a fait des gains de 200 000 voix en 2003 (provenant principalement du Parti québécois), et des gains de 500 000 voix en 2007 (provenant principalement du Parti libéral et du Parti québécois), pour finalement perdre 700 000 voix en 2008 dont la majeure partie a gonflé les abstentions. Au total, environ 800 000 d'électeurs de moins votent en 2008 qu'en 1998, et comme le nombre d'électeurs a augmenté d'environ 500 000 durant cette décennie, on compte environ 1 300 000 abstentions de plus en 2008 qu'en 1998.

Ce que ces données disent en clair, c'est qu'environ un million d'électeurs boudent aujourd'hui les deux grands partis (québécois et libéral), après s'être brièvement laissés séduire par l'Action démocratique. Les causes de cette

désaffection demeurent cachées, à défaut d'enquêtes précises. Mais il y a un problème politique majeur, auquel il faudrait s'attaquer, à défaut de quoi cette indifférence politique risque de s'installer durablement.

Tableau 11a : estimation des transferts de vote entre 2007 et 2008

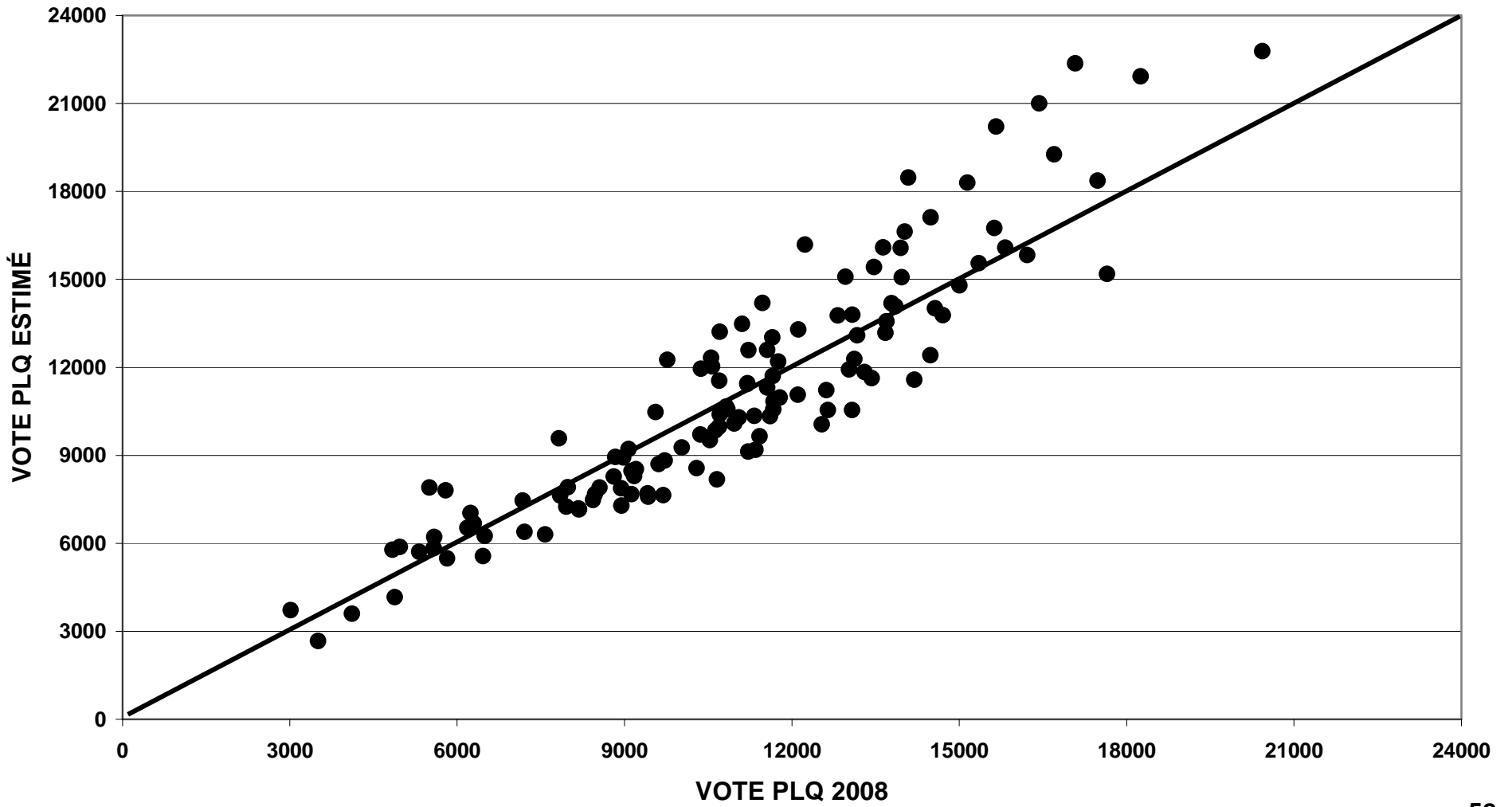
Vote en 2007		Transferts en 2008						Abstentions
		PLQ	ADQ	PQ	QS	PVQ	Autres	
PLQ	1314000	1314000	-	-	-	-	-	-
ADQ	1224000	<u>52000</u>	531000	<u>16000</u>	-	-	-	<u>625000</u>
PQ	1126000	-	-	1126000	-	-	-	-
QS	144000	-	-	-	123000	-	2000	19000
PVQ	153000	-	-	-	-	70000	2000	81000
Autres	10000	-	-	-	-	-	10000	-
Vote en 2008		1366000	531000	1142000	123000	70000	14000	2443000

Tableau 11b : évaluation en nombre de votes de l'analyse des transferts

Écarts entre le vote réel et le vote estimé	Moins de 500 voix	Entre 500 et 1000 votes	Entre 1000 et 2000 votes	Plus de 2000 votes
PLQ 2008	28	39	28	30
PQ 2008	54	33	31	7
ADQ 2008	46	36	28	15

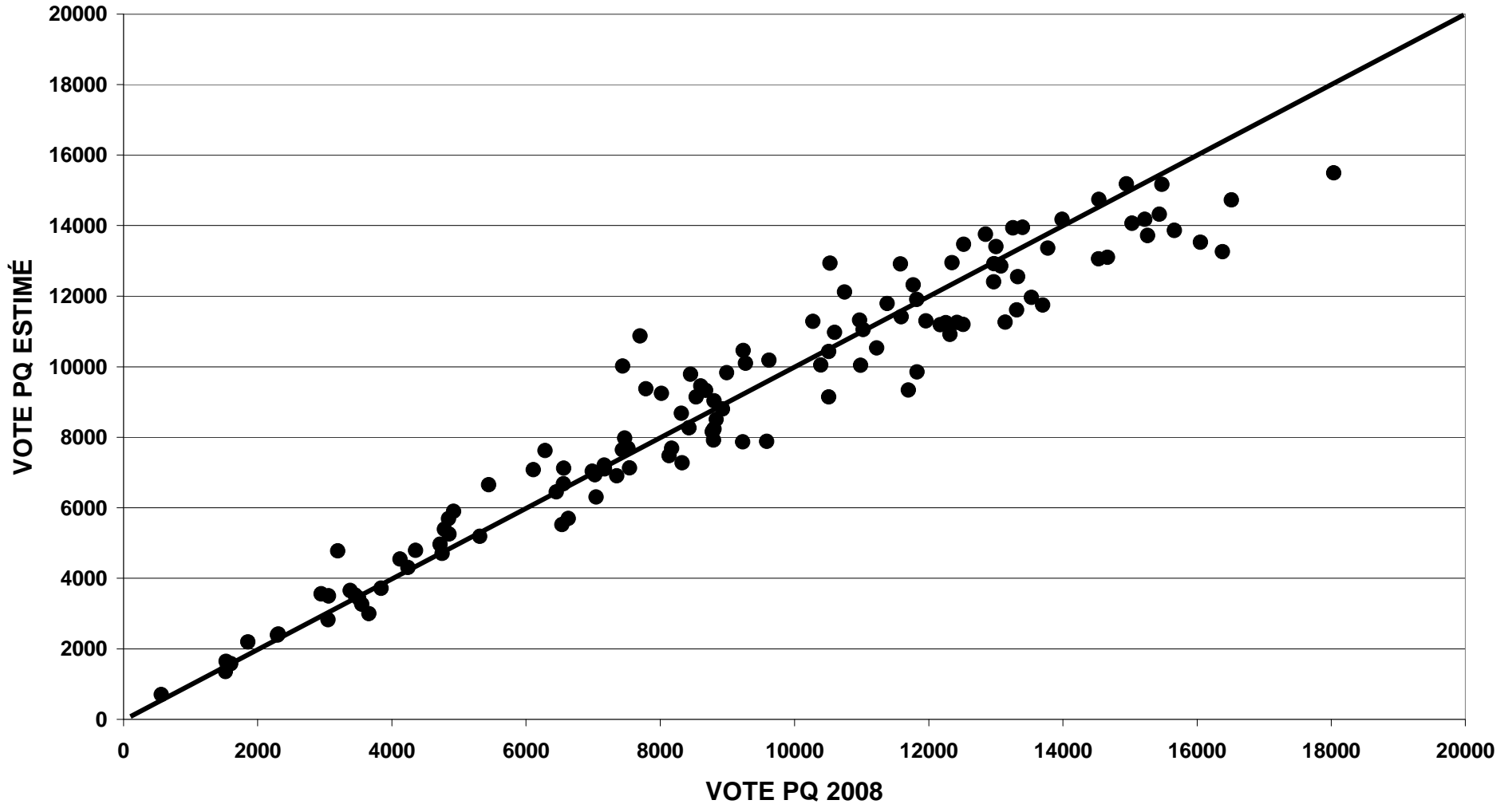
Graphique 27

VOTE PLQ 2008 RÉEL ET ESTIMÉ



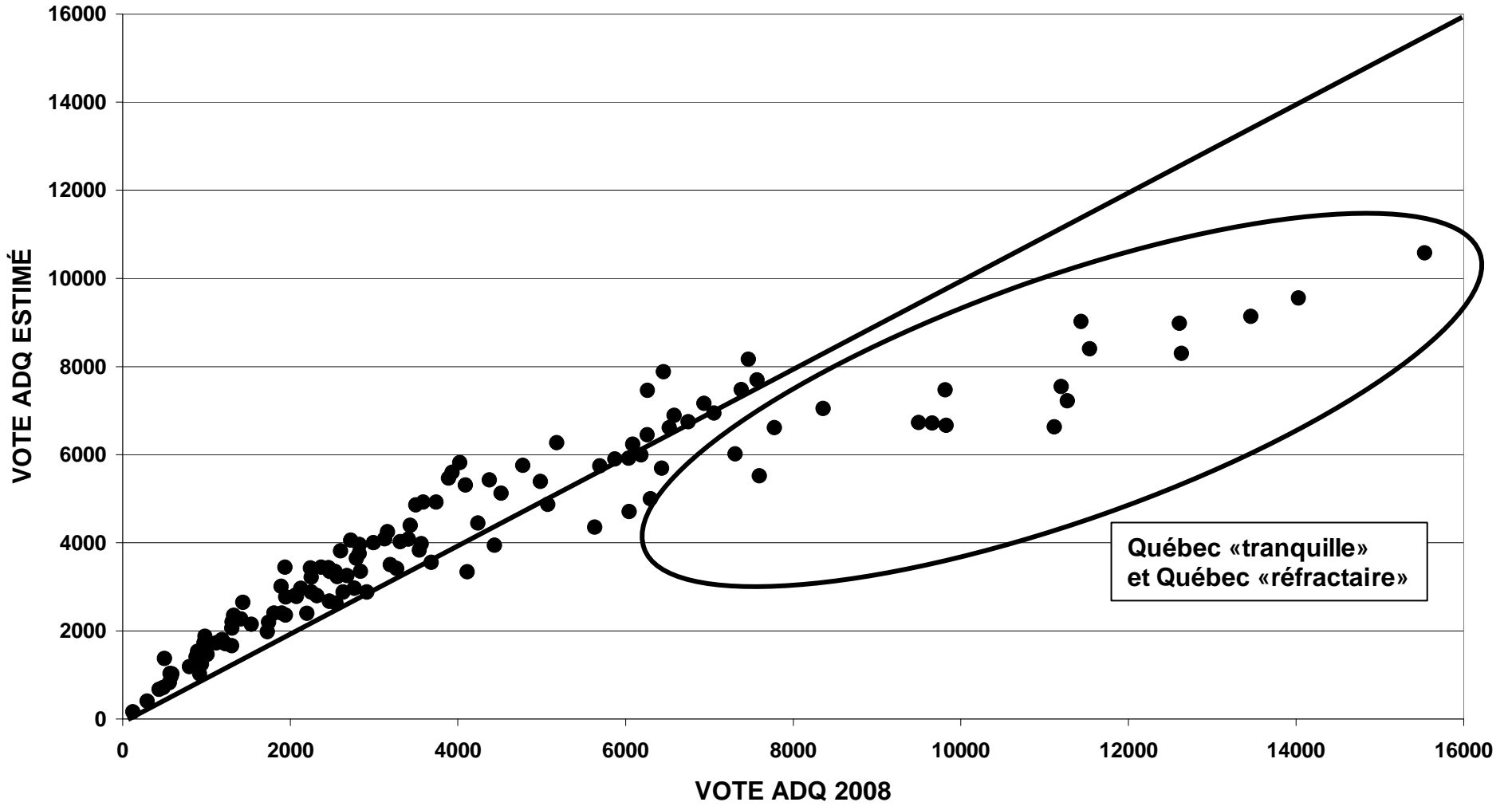
Graphique 28

VOTE PQ 2008 RÉEL ET ESTIMÉ



Graphique 29

VOTE ADQ 2008 RÉEL ET ESTIMÉ



Ouest de Montréal (14 circonscriptions)

Acadie, D'Arcy–McGee, Jacques–Cartier, Marguerite–Bourgeoys, Marquette, Mont–Royal, Nelligan, Notre–Dame–de–Grâce, Outremont, Robert–Baldwin, Saint–Henri–Sainte–Anne, Saint–Laurent, Verdun, Westmount–Saint–Louis



De l'Ouest de Montréal (17 circonscriptions), il n'y a pas grand chose à dire du point de vue de la rentabilité électorale : c'est une région totalement et indéfectiblement libérale. Cela est bien entendu la conséquence de sa composition linguistique : à peine plus d'un tiers de francophones (36,5 %), contre 28,1 % d'anglophones et 35,4 % d'allophones. Avec comme résultat qu'aux quatre élections de la décennie 1998–2008, les dix-sept circonscriptions ont élu des députés libéraux

Mais du point de vue sociologique, il est intéressant de noter que, sur dix ans, le taux de participation y est passé de 76 % à 45,0 %, illustration de la baisse du taux de participation chez les électeurs non-francophones. Cela se traduit par une chute de 150 000 voix libérales, le vote du Parti libéral passant en dix ans de 54,7 % des électeurs inscrits en 1998 à seulement 30 % en 2008. Plus du tiers des pertes libérales totales de la décennie (environ 400 000 voix) se produit dans l'Ouest de Montréal.

Le Parti québécois n'a perdu dans cette région que 38 000 votes (il faut dire qu'il n'y disposait que de 92 000 votes en 1998), passant de 14,5 % des électeurs inscrits à 8,3 %, les pertes du Parti québécois se produisant essentiellement en 2003 (perte de 20 000 voix) et 2007 (perte de 15 000 voix). L'Action démocratique, qui double pratiquement son vote en 2007 par rapport à 1998–2003, tombe plus bas en 2008 qu'en début de période, avec seulement 14 000 voix et 2,2 % des électeurs inscrits. Québec solidaire n'y récolte qu'environ 10 000 voix en 2008. Enfin le Parti vert, qui connaît un bond de presque 30 000 voix en 2007 (4,8 % des électeurs inscrits), voit son vote coupé de moitié dès l'élection de 2008.

Notons enfin que si l'on considère le vote péquiste chez les francophones (en votes valides), celui-ci passe de 53,6 % en 1998, à 46,6 % en 2003, 39,7 % en 2007 et se relève à 51,2 % en 2008, comparable à ce qu'il est dans le Nord-Est et l'Est de Montréal : ce qui confirme une fois de plus que la faiblesse du Parti québécois sur l'Île de Montréal n'est due qu'à la composition linguistique de la métropole et non pas à une faiblesse organisationnelle. Bien au contraire, l'Île de Montréal demeure un bastion du vote péquiste, mais parmi les électeurs francophones.

Tableau 12 : Ouest de Montréal

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	637970	484665	4105	153305	348655	92262	24575			15068
2003	664193	424294	4108	239899	306553	71613	27079	3824	3864	7253
Évolution 1998–2003	26223	– 60371	3	86594	– 42102	– 20649	2504	3824	3864	– 7815
2003	664193	424294	4108	239899	306553	71613	27079	3824	3864	7253
2007	649684	391885	3294	257799	233631	56219	51945	13998	31077	1721
Évolution 2003–2007	– 14509	– 32409	– 814	17900	– 72922	– 15394	24866	10174	27213	– 5532
2007	649684	391885	3294	257799	233631	56219	51945	13998	31077	1721
2008	653551	294149	3464	359402	195779	54227	14312	10517	14776	1074
Évolution 2007–2008	3867	– 97736	170	101603	– 37852	– 1992	– 37633	– 3481	– 16301	– 647

Composition linguistique en 2006: francophones 36,5 %, anglophones 28,1 %, allophones 35,4 %.

Tableau 13 : Ouest de Montréal
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	76,0	0,6	24,0	54,7	14,5	3,9			2,4
2003	63,9	0,6	36,1	46,2	10,8	4,1	0,6	0,6	1,1
Évolution 1998–2003	– 12,1	0,0	12,1	– 8,5	– 3,7	0,2	0,6	0,6	– 1,3
2003	63,9	0,6	36,1	46,2	10,8	4,1	0,6	0,6	1,1
2007	60,3	0,5	39,7	36,0	8,7	8,0	2,2	4,8	0,3
Évolution 2003–2007	– 3,6	– 0,1	3,6	– 10,2	– 2,1	3,9	1,6	4,2	– 0,8
2007	60,3	0,5	39,7	36,0	8,7	8,0	2,2	4,8	0,3
2008	45,0	0,5	55,0	30,0	8,3	2,2	1,6	2,3	0,2
Évolution 2007–2008	– 15,3	0,0	15,3	– 6,0	– 0,4	– 5,8	– 0,5	– 2,5	– 0,1

Composition linguistique en 2006: francophones 36,5 %, anglophones 28,1 %, allophones 35,4 %.

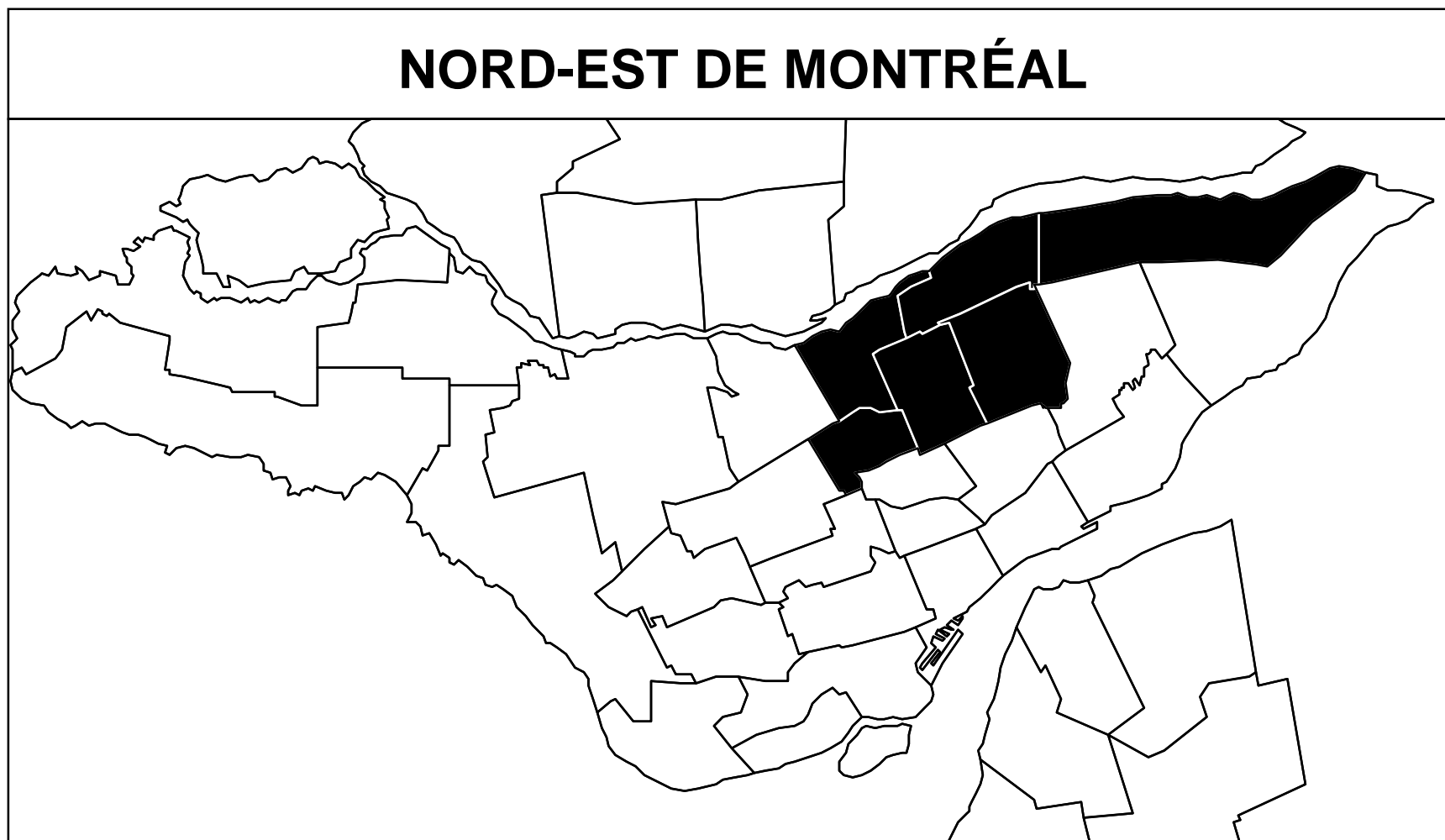
Tableau 14 : Ouest de Montréal
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	72,6	19,2	5,1			3,1	52,6
2003	73,0	17,0	6,4	0,9	0,9	1,7	46,6
Évolution 1998–2003	0,4	– 2,2	1,3	0,9	0,9	– 1,4	– 6,0
2003	73,0	17,0	6,4	0,9	0,9	1,7	46,6
2007	60,1	14,5	13,4	3,6	8,0	0,4	39,7
Évolution 2003–2007	– 12,8	– 2,6	6,9	2,7	7,1	– 1,3	– 6,9
2007	60,1	14,5	13,4	3,6	8,0	0,4	39,7
2008	67,4	18,7	4,9	3,6	5,1	0,4	51,2
Évolution 2007–2008	7,2	4,2	– 8,4	0,0	– 2,9	– 0,1	11,5

Composition linguistique en 2006: francophones 36,5 %, anglophones 28,1 %, allophones 35,4 %.

Nord-Est de Montréal (6 circonscriptions)

Bourassa-Sauvé, Crémazie, Jeanne-Mance-Viger, Lafontaine, Laurier-Dorion, Viau



Le Nord–Est de Montréal (6 circonscriptions), est un bastion indéfectiblement libéral, tout comme l’Ouest de Montréal, résultat ici aussi de sa composition linguistique : un peu moins de la moitié de la population y est francophone (47,4 %), contre un nombre presque égal d’allophones (46,9 %) et un maigre 5,7 % d’anglophones. Avec presque le même résultat : 6 libéraux sur six élus en 1998, six encore en 2003, et 5 sur six en 2007 et 2008. La seule exception est l’élection de Lizette Lapointe dans Crémazie en 2007 et 2008 : dans cette circonscription le taux de participation s’est maintenu à 73,8 % en 2007 (comparativement à 73,4 % en 2003), le Parti québécois y subissant une perte d’environ 1 500 voix comparativement à une perte de plus de 3 000 pour le Parti libéral (gains d’environ 1 500 voix pour chacun des autres partis, Action démocratique, Québec solidaire et Parti vert) ; en 2008 le Parti québécois conserve et même augmente son vote de près de 600 voix, alors que le Parti libéral perd 650 voix, alors que l’Action démocratique perd 3 700 voix, Québec solidaire 600 voix et le Parti vert plus de mille voix.

Le taux de participation dans le Nord–Est de Montréal est passé de 78,7 % en 1998 à 50,3 % en 2008, reflet ici encore de la chute du taux de participation des non–francophones. Cette chute s’est évidemment faite au détriment du vote libéral, qui est passé de 48,4 % des électeurs inscrits en 1998 à seulement 28,0 % en 2008. Sur la décennie 1998–2008, le Parti libéral a perdu un peu plus de 50 000 voix, qui, ajoutées aux pertes de 150 000 voix dans l’Ouest de Montréal, représente la moitié des pertes totales du Parti libéral dans l’ensemble du Québec (400 000 voix). Le Parti québécois a relativement bien conservé son vote, passant de 19,6 % des électeurs inscrits en 1998 à 14,2 % en 2008, perdant en moyenne 5 000 voix par élection. L’Action démocratique, après un sommet de 10,3 % des électeurs inscrits en 2007, se retrouve plus bas en 2008 (3,3 % des électeurs inscrits) qu’en 1998 (7,2 % des électeurs inscrits). Québec solidaire et le Parti vert demeurent très marginaux dans le Nord–Est de Montréal.

La seule victoire péquiste de 2007 et 2008 dans Crémazie, demeure très fragile, si jamais lors de prochaines élections le taux de participation des électeurs non–francophones se relevait significativement. Autrement la circonscription devrait demeurer entre les mains du Parti québécois.

Encore ici on peut faire la remarque que parmi les francophones, le vote péquiste est bien plus fort qu'il n'y paraît globalement : 53,3 % en 1998, 54,0 % en 2003, 51,5 % en 2007 et enfin 60,5 % en 2008.

Tableau 15 : Nord–Est de Montréal

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	270694	212926	3216	57768	130980	53111	19454			6165
2003	279939	187886	2774	92053	114393	47381	17007	1992	1321	3018
Évolution 1998–2003	9245	– 25040	– 442	34285	– 16587	– 5730	– 2447	1992	1321	– 3147
2003	279939	187886	2774	92053	114393	47381	17007	1992	1321	3018
2007	274963	179784	2334	95179	89827	43241	28270	8110	7188	814
Évolution 2003–2007	– 4976	– 8102	– 440	3126	– 24566	– 4140	11263	6118	5867	– 2204
2007	274963	179784	2334	95179	89827	43241	28270	8110	7188	814
2008	272876	137355	2233	135521	76438	38785	8916	7180	3093	710
Évolution 2007–2008	– 2087	– 42429	– 101	40342	– 13389	– 4456	– 19354	– 930	– 4095	– 104

Composition linguistique en 2006: francophones 47,4 %, anglophones 5,7 %, allophones 46,9 %.

Tableau 16 : Nord–Est de Montréal
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	78,7	1,2	21,3	48,4	19,6	7,2			2,3
2003	67,1	1,0	32,9	40,9	16,9	6,1	0,7	0,5	1,1
Évolution 1998–2003	– 11,5	– 0,2	11,5	– 7,5	– 2,7	– 1,1	0,7	0,5	– 1,2
2003	67,1	1,0	32,9	40,9	16,9	6,1	0,7	0,5	1,1
2007	65,4	0,8	34,6	32,7	15,7	10,3	2,9	2,6	0,3
Évolution 2003–2007	– 1,7	– 0,1	1,7	– 8,2	– 1,2	4,2	2,2	2,1	– 0,8
2007	65,4	0,8	34,6	32,7	15,7	10,3	2,9	2,6	0,3
2008	50,3	0,8	49,7	28,0	14,2	3,3	2,6	1,1	0,3
Évolution 2007–2008	– 15,0	0,0	15,0	– 4,7	– 1,5	– 7,0	– 0,3	– 1,5	0,0

Composition linguistique en 2006: francophones 47,4 %, anglophones 5,7 %, allophones 46,9 %.

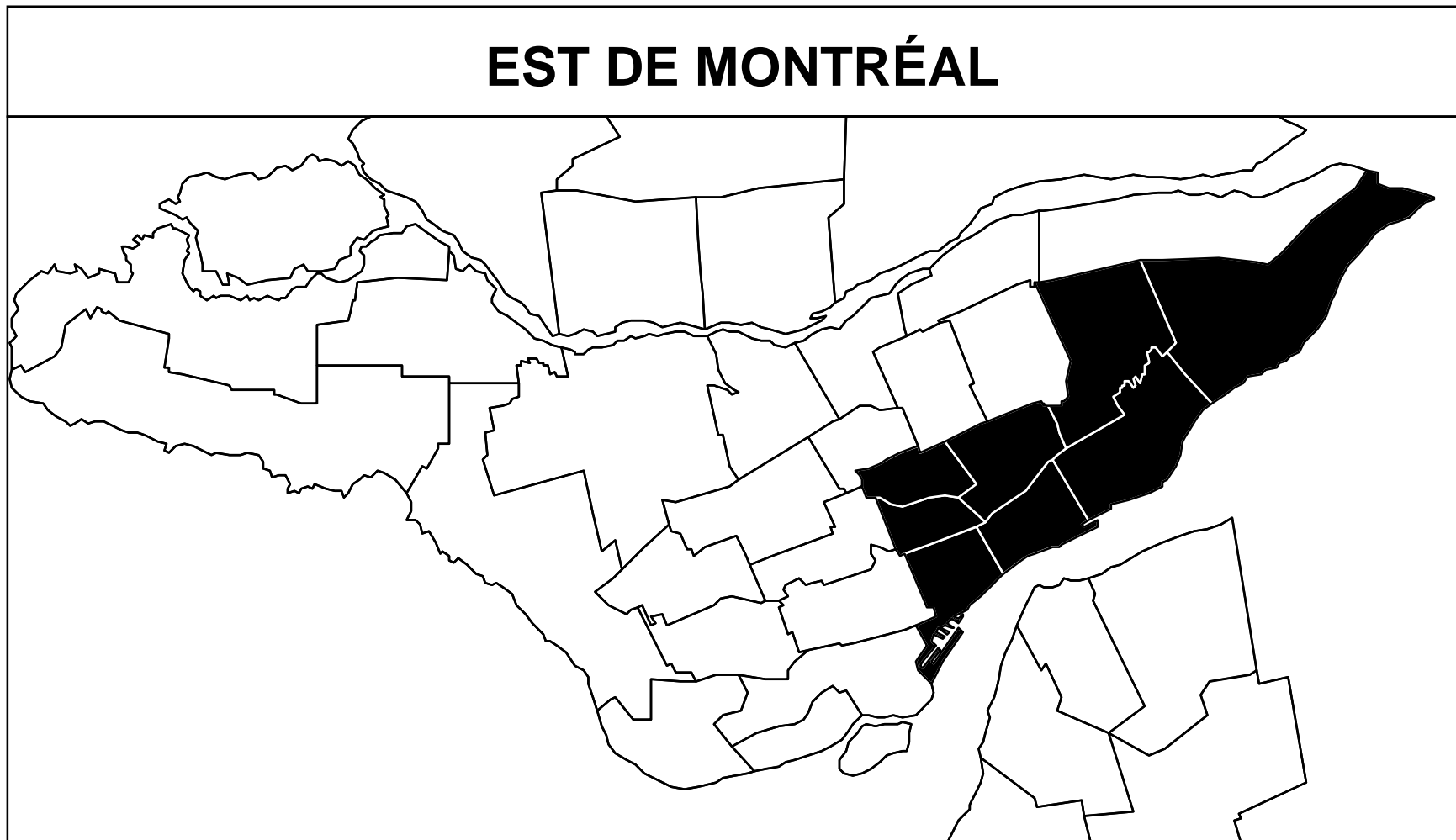
Tableau 17 : Nord–Est de Montréal
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	62,5	25,3	9,3			2,9	53,3
2003	61,8	25,6	9,2	1,1	0,7	1,6	54,0
Évolution 1998–2003	– 0,7	0,3	– 0,1	1,1	0,7	– 1,3	0,7
2003	61,8	25,6	9,2	1,1	0,7	1,6	54,0
2007	50,6	24,4	15,9	4,6	4,1	0,5	51,5
Évolution 2003–2007	– 11,2	– 1,2	6,7	3,5	3,3	– 1,2	– 2,5
2007	50,6	24,4	15,9	4,6	4,1	0,5	51,5
2008	56,6	28,7	6,6	5,3	2,3	0,5	60,5
Évolution 2007–2008	5,9	4,3	– 9,3	0,7	– 1,8	0,1	9,0

Composition linguistique en 2006: francophones 47,4 %, anglophones 5,7 %, allophones 46,9 %.

Est de Montréal (8 circonscriptions)

Anjou, Bourget, Gouin, Hochelaga–Maisonneuve, Mercier, Pointe-aux-Trembles, Rosemont, Sainte-Marie–Saint-Jacques



L'Est de Montréal (8 circonscriptions) demeure le bastion péquiste par excellence depuis 1970. Sa population est francophone à 77,0 %, allophone à 18,2 % et anglophone à seulement 4,8 %. Il s'agit d'un milieu populaire et/ou défavorisé, qui a indéfectiblement appuyé le Parti québécois depuis ses débuts. Avec comme résultat que le Parti québécois y fait régulièrement élire tous ses candidats sauf un (Anjou qui est la circonscription la moins francophone à 67,3 %), et Mercier depuis 2008, qui a élu Amir Khadir pour Québec solidaire.

Le taux de participation dans l'Est de Montréal a chuté de 1998 à 2008, mais dans des proportions moindres que dans le reste de l'Île de Montréal : il a été de 75,2 % en 1998, 68,6 % en 2003, 68,7 % en 2007 et enfin 55,0 % en 2008. Le Parti libéral continue sa descente en Enfer, puisque son vote est passé de 25,9 % des électeurs inscrits en 1998 à 15,8 % en 2008 : cela a un temps favorisé le vote adéquiste en 2007 (11,9 % des électeurs inscrits), mais au final, en 2008 l'Action démocratique se retrouve (avec 3,7 % des électeurs inscrits) plus bas qu'en 1998 (8,3 % des électeurs inscrits).

Le Parti québécois a lui aussi subi des pertes sur l'ensemble de la décennie (40 000 voix perdues sur près de 130 000 en 1998 dans l'Est de Montréal), mais très clairement une bonne partie de ces pertes sont allées nourrir le vote solidaire (17 000 voix perdues en 2003 et encore 17 000 en 2007). En effet, Québec solidaire avec 27 000 voix en 2008 est bien placé en troisième position dans l'Est de Montréal, devant l'Action démocratique et le Parti vert, ce qui a permis à Québec solidaire d'élire son premier député en 2008. Environ le quart du vote solidaire de 2008 est concentré dans l'Est de Montréal, et 60 % de son vote dans l'Est de Montréal est concentré dans les circonscriptions de Gouin (Françoise David) et Mercier (Amir Khadir), soit 16 000 voix sur 27 000 voix. Là est la force de Québec solidaire, mais aussi sa fragilité. Enfin le Parti vert est redevenu marginal en 2008 (1,9 % des électeurs inscrits).

Si l'on peut dire que l'Est de Montréal ne pose pas de problèmes particuliers au Parti québécois, il ne faut pas oublier toutefois que rien n'est acquis en politique, comme nous le démontre la percée (même limitée) de Québec solidaire qui a clairement enlevé des voix au Parti québécois, qui ne peut se permettre d'en perdre davantage sur sa gauche souverainiste (même si certaines voix solidaires sont davantage de gauche que souverainistes). Malgré tout, le vote

péquistes demeure solide chez les francophones de l'Est de Montréal : 65,7 % en 1998, 60,3 % en 2003, 51,2 % en 2007 et enfin 51,3 % en 2008.

Il en est de même globalement sur l'Île de Montréal, dans laquelle les appuis francophones au Parti québécois ont été de 59,0 % en 1998, de 55,4 % en 2003, de 48,9 % en 2007 et enfin de 59,5 % en 2008. C'est encore dans l'Est de Montréal que se situe le cœur des appuis au Parti québécois.

Tableau 18 : Est de Montréal

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	343276	257994	3584	85282	89025	128832	28597			7956
2003	355382	243826	3585	111556	84619	111479	27307	10712	2098	4026
Évolution 1998–2003	12106	– 14168	1	26274	– 4406	– 17353	– 1290	10712	2098	– 3930
2003	355382	243826	3585	111556	84619	111479	27307	10712	2098	4026
2007	352205	241803	2635	110402	56581	94404	42030	28907	15553	1693
Évolution 2003–2007	– 3177	– 2023	– 950	– 1154	– 28038	– 17075	14723	18195	13455	– 2333
2007	352205	241803	2635	110402	56581	94404	42030	28907	15553	1693
2008	352889	194146	2810	158743	55722	87837	12914	27361	6665	837
Évolution 2007–2008	684	– 47657	175	48341	– 859	– 6567	– 29116	– 1546	– 8888	– 856

Composition linguistique en 2006: francophones 77,0 %, anglophones 4,8 %, allophones 18,2 %.

Tableau 19 : Est de Montréal
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	75,2	1,0	24,8	25,9	37,5	8,3			2,3
2003	68,6	1,0	31,4	23,8	31,4	7,7	3,0	0,6	1,1
Évolution 1998–2003	– 6,5	0,0	6,5	– 2,1	– 6,2	– 0,6	3,0	0,6	– 1,2
2003	68,6	1,0	31,4	23,8	31,4	7,7	3,0	0,6	1,1
2007	68,7	0,7	31,3	16,1	26,8	11,9	8,2	4,4	0,5
Évolution 2003–2007	0,0	– 0,3	0,0	– 7,7	– 4,6	4,2	5,2	3,8	– 0,7
2007	68,7	0,7	31,3	16,1	26,8	11,9	8,2	4,4	0,5
2008	55,0	0,8	45,0	15,8	24,9	3,7	7,8	1,9	0,2
Évolution 2007–2008	– 13,6	0,0	13,6	– 0,3	– 1,9	– 8,3	– 0,5	– 2,5	– 0,2

Composition linguistique en 2006: francophones 77,0 %, anglophones 4,8 %, allophones 18,2 %.

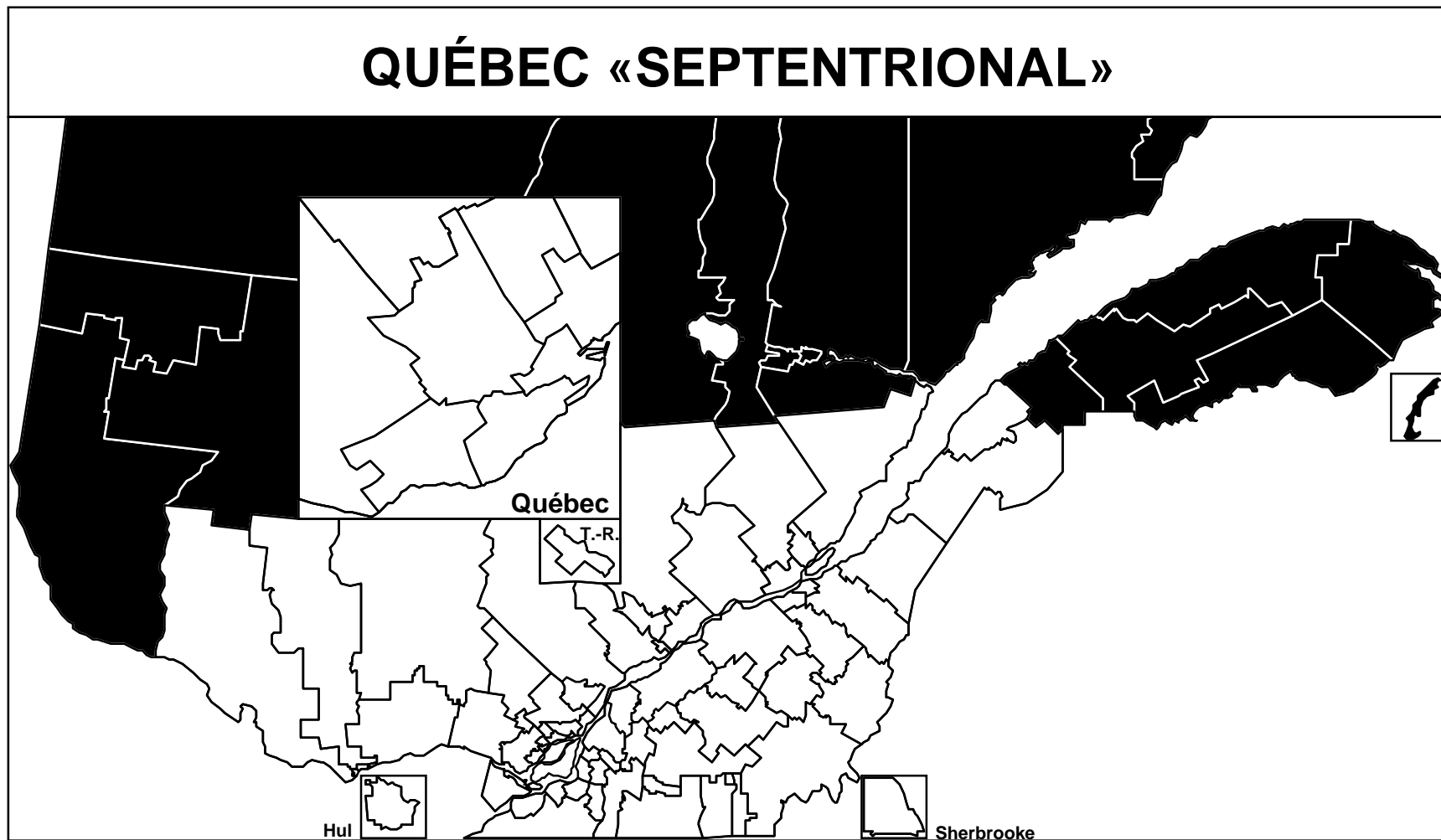
Tableau 20 : Est de Montréal
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	35,0	50,6	11,2			3,1	65,7
2003	35,2	46,4	11,4	4,5	0,9	1,7	60,3
Évolution 1998–2003	0,2	– 4,2	0,1	4,5	0,9	– 1,5	– 5,4
2003	35,2	46,4	11,4	4,5	0,9	1,7	60,3
2007	23,7	39,5	17,6	12,1	6,5	0,7	51,2
Évolution 2003–2007	– 11,6	– 6,9	6,2	7,6	5,6	– 1,0	– 9,1
2007	23,7	39,5	17,6	12,1	6,5	0,7	51,2
2008	29,1	45,9	6,7	14,3	3,5	0,4	51,3
Évolution 2007–2008	5,5	6,4	– 10,8	2,2	– 3,0	– 0,3	0,1

Composition linguistique en 2006: francophones 77,0 %, anglophones 4,8 %, allophones 18,2 %.

Québec «septentrional» (17 circonscriptions)

Abitibi–Est, Abitibi–Ouest, Bonaventure, Chicoutimi, Dubuc, Duplessis, Gaspé, Îles–de–la–Madeleine, Jonquière, Lac–Saint–Jean, Matane, Matapédia, René–Lévesque, Rimouski, Roberval, Rouyn–Noranda–Témiscamingue, Ungava



Les 17 circonscriptions septentrionales du Québec (en gros celles qui sont situées au nord du 48e parallèle), ont un comportement électoral à bien des égards homogène, même si elles présentent une grande diversité géographique (Abitibi, Témiscamingue, Saguenay, Lac–Saint–Jean, Côte–Nord et Gaspésie) : au-delà de cette diversité géographique, on découvre une certaine homogénéité sociale et économique.

La structure économique du Québec septentrional se caractérise par un poids important des secteurs primaires (forêts, mines, hydroélectricité, alumineries, etc.), et donc par la présence de grandes entreprises multinationales (comme Alcan) ou publiques (comme Hydro–Québec), avec une main-d'œuvre fortement syndiquée. La composition sociale de ces régions se caractérise par une population faiblement scolarisée, une main-d'œuvre ouvrière (les deux-tiers de la main-d'œuvre masculine est composée de cols bleus), aux revenus dans la moyenne du Québec (sauf la Gaspésie), mais subissant un taux de chômage chronique (le double de celui du Québec) et une grande précarité dans le secteur primaire (mines, forêts) liée aux cycles économiques imprévisibles. De plus cette région se caractérise par un taux d'urbanisation relativement élevé (Gaspé, Rimouski, Sept–Îles, Baie–Comeau, Chicoutimi–Jonquière, Val–d'Or, Rouyn–Noranda, etc.).

Toutes ces caractéristiques sociales et économiques font du Québec septentrional une terre fertile pour le Parti québécois: forte présence ouvrière et longue histoire de luttes sociales. En effet, nous pensons que c'est le passé de ces régions qui a marqué la conscience collective de leur population, et qui explique le haut niveau de politisation qu'on y rencontre, plus élevé que pour des populations ayant un semblable niveau d'éducation : comme le Parti communiste et la CGT dans la France de l'après–guerre, le syndicalisme international et le mouvement nationaliste ont sans doute servi d'école populaire et de prise de conscience politique.

Dès le début des années 1970, le Saguenay–Lac–Saint–Jean, la Côte–Nord et dans une moindre mesure la Gaspésie deviennent des châteaux–forts péquistes, l'Abitibi–Témiscamingue les rejoignant durant les années 1980. À part la circonscription de Bonaventure (qui comprend 16,8 % de non–francophones), toutes les autres circonscriptions élisent régulièrement des députés péquistes : 16 sur 17 en 1998, 11 en 2003, 16 encore en 2007 et 11 en 2008.

Le taux de participation est passé de 74,1 % en 1998 à 58,4 % en 2008, mais il s'était relativement maintenu en 2003 et 2007 (67,8 % et 70,5 %). Sur l'ensemble de la décennie 1998–2008, le Parti libéral est resté relativement stable (22,9 % des électeurs inscrits en 1998, 25,3 % en 2003, 21,8 % en 2007 et enfin 22,6 % en 2008). L'Action démocratique n'y a pas fait de percée significative, sauf dans Rouyn–Noranda–Témiscamingue en 2003 (candidature adéquiste de Pierre Brien) et Rimouski en 2007, et après avoir atteint un sommet en 2007 (15,7 % des électeurs inscrits), l'Action démocratique se retrouve en 2008 (avec 5,8 % des électeurs inscrits) plus bas qu'en 1998 (7,1 % des électeurs inscrits).

Le Parti québécois a perdu près de 85 000 voix entre 1998 et 2008 dans le Québec septentrional, mais l'essentiel de ces pertes se produisent en 2003 (80 000 voix perdues), suivies d'une légère remontée en 2007 (3 000 voix), et d'une faible chute en 2008 (8 000 voix). En somme, en 2003 le Parti québécois perd 80 000 voix, mais au maximum 30 000 ont été à l'Action démocratique, 2 500 à Québec solidaire et 13 000 au Parti libéral, le restant augmentant le nombre des abstentionnistes ; en 2007, le Parti québécois se maintient, et cette fois-ci, ce sont les libéraux qui perdent des voix en faveur de l'Action démocratique, de Québec solidaire et du Parti vert ; en 2008 enfin, l'Action démocratique s'effondre (58 000 voix perdues), mais comme ses voix perdues ne vont ni au Parti québécois (perte de 8 000 voix), ni au Parti libéral (gains de 6 000 voix), ni à Québec solidaire (perte de 5 000 voix), ni au Parti vert (perte de 4 000 voix), elles ne peuvent qu'avoir grossi l'abstention.

C'est donc dire que dans le Québec septentrional il y a un peu moins de 100 000 électeurs, anciens votants péquistes ou libéraux, qui après avoir été tentés par l'Action démocratique en 2007, sont restés chez eux en 2008.

Tableau 21 : Québec «septentrional»

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	586411	434270	4605	152141	134307	245435	41749			8174
2003	582969	395036	4461	187933	147487	165532	70980	2417	893	3266
Évolution 1998–2003	– 3442	– 39234	– 144	35792	13180	– 79903	29231	2417	893	– 4908
2003	582969	395036	4461	187933	147487	165532	70980	2417	893	3266
2007	584306	411664	3886	172642	127420	168826	91614	14555	5292	71
Évolution 2003–2007	1337	16628	– 575	– 15291	– 20067	3294	20634	12138	4399	– 3195
2007	584306	411664	3886	172642	127420	168826	91614	14555	5292	71
2008	590114	344603	4356	245511	133429	160610	33990	9793	1066	1359
Évolution 2007–2008	5808	– 67061	470	72869	6009	– 8216	– 57624	– 4762	– 4226	1288

Composition linguistique en 2006: francophones 91,8 %, anglophones 2,8 %, allophones 5,4 %.

Tableau 22 : Québec «septentrional»
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	74,1	0,8	25,9	22,9	41,9	7,1			1,4
2003	67,8	0,8	32,2	25,3	28,4	12,2	0,4	0,2	0,6
Évolution 1998–2003	– 6,3	0,0	6,3	2,4	– 13,5	5,1	0,4	0,2	– 0,8
2003	67,8	0,8	32,2	25,3	28,4	12,2	0,4	0,2	0,6
2007	70,5	0,7	29,5	21,8	28,9	15,7	2,5	0,9	0,0
Évolution 2003–2007	2,7	– 0,1	– 2,7	– 3,5	0,5	3,5	2,1	0,8	– 0,5
2007	70,5	0,7	29,5	21,8	28,9	15,7	2,5	0,9	0,0
2008	58,4	0,7	41,6	22,6	27,2	5,8	1,7	0,2	0,2
Évolution 2007–2008	– 12,1	0,1	12,1	0,8	– 1,7	– 9,9	– 0,8	– 0,7	0,2

Composition linguistique en 2006: francophones 91,8 %, anglophones 2,8 %, allophones 5,4 %.

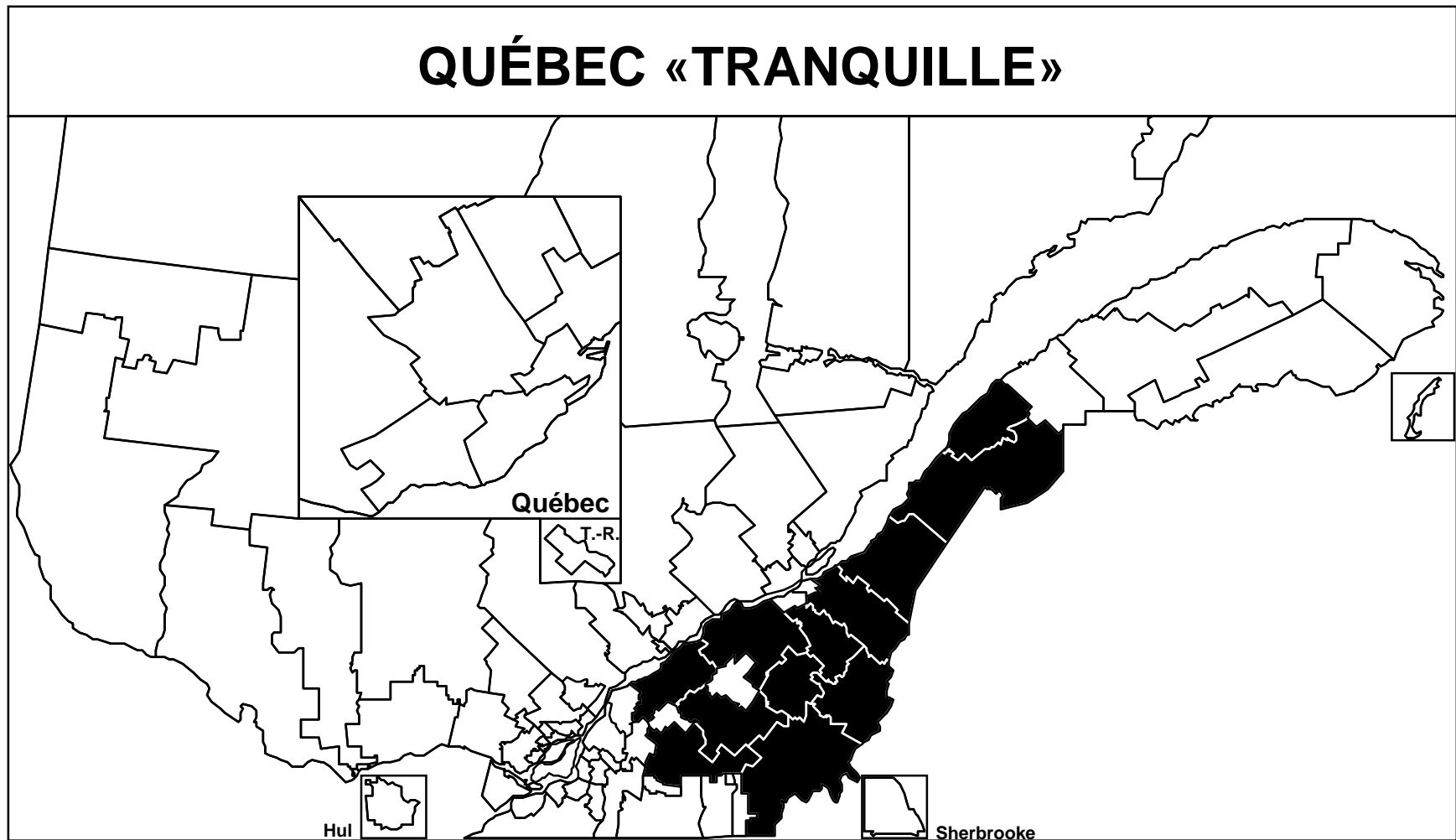
Tableau 23 : Québec «septentrional»
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	31,3	57,1	9,7			1,9	62,2
2003	37,8	42,4	18,2	0,6	0,2	0,8	46,2
Évolution 1998–2003	6,5	– 14,7	8,5	0,6	0,2	– 1,1	– 16,0
2003	37,8	42,4	18,2	0,6	0,2	0,8	46,2
2007	31,2	41,4	22,5	3,6	1,3	0,0	45,1
Évolution 2003–2007	– 6,5	– 1,0	4,3	3,0	1,1	– 0,8	– 1,1
2007	31,2	41,4	22,5	3,6	1,3	0,0	45,1
2008	39,2	47,2	10,0	2,9	0,3	0,4	51,4
Évolution 2007–2008	8,0	5,8	– 12,5	– 0,7	– 1,0	0,4	6,3

Composition linguistique en 2006: francophones 91,8 %, anglophones 2,8 %, allophones 5,4 %.

Québec «tranquille» (12 circonscriptions)

Beauce–Nord, Beauce–Sud, Bellechasse, Frontenac, Johnson, Kamouraska–Témiscouata, Lotbinière, Mégantic–Compton, Montmagny–L'Islet, Nicolet–Yamaska, Richmond, Rivière–du–Loup



Le Québec «tranquille» est constitué par un groupe de douze circonscriptions contiguës qui s'étendent de Rivière-du-Loup aux Bois-Francs, englobant toute la région de Chaudière-Appalaches jusqu'à la frontière américaine. Ce qui caractérise ce groupe de circonscriptions au plan politique, est que leur vote francophone pour les partis ou les options souverainistes, a toujours été plus faible, depuis 1970, que dans l'ensemble du Québec. Électoralement, le Québec «tranquille» est aujourd'hui encore le royaume de l'Action démocratique (comme il le fut jadis de l'Union nationale et du Crédit social), une sorte de «marioland».

Qu'est-ce qui caractérise ce Québec «mou», qui traîne toujours, du point de vue du vote nationaliste, en arrière du reste du Québec francophone? Il s'agit là de circonscriptions essentiellement rurales, sans pôles urbains importants: mais cette explication n'est pas entièrement satisfaisante car d'autres circonscriptions à travers le Québec ont cette même caractéristique, et pourtant appuient le Parti québécois assez régulièrement depuis 1976 (comme par exemple Abitibi-Ouest, Roberval, Berthier, Matapédia, Matane, etc.).

Un début d'explication de l'appui plus tiède de ces douze circonscriptions au Parti québécois se situe peut-être dans leurs caractéristiques sociales. En effet, sous certains rapports, elles se distinguent nettement du reste du Québec extérieur aux zones métropolitaines (Montréal, Québec, Chicoutimi-Jonquière, Sherbrooke, Trois-Rivières et Hull). Ce sont d'abord des circonscriptions soumises à un fort exode rural, ce qui a pour conséquence une plus forte présence de personnes âgées (ce sont les jeunes qui quittent les villages et les paroisses). Elles ont presque toutes une proportion de personnes âgées de plus de 65 ans supérieure à l'ensemble du Québec. Ce sont aussi des circonscriptions dont une part importante de la population est faiblement scolarisée: elles ont toutes environ le tiers de leur population qui a moins de 9 ans de scolarité, alors que pour l'ensemble du Québec cette proportion est de 18 %. Elles ont par ailleurs une forte proportion de cols bleus (ouvriers et agriculteurs) dans leur population active: alors que pour l'ensemble du Québec, la proportion d'hommes cols bleus est légèrement inférieure à 50 %, dans ces douze circonscriptions cette proportion se situe entre les deux-tiers et les trois-quarts, et dans le Québec «tranquille» il s'agit davantage de petite industrie

manufacturière (PME) que de grands ensembles industriels. Ces circonscriptions se situent enfin, du point de vue des revenus, très en-dessous de la moyenne québécoise, avec un revenu moyen d'emploi des hommes travaillant à temps plein légèrement inférieur à 40 000 \$ par an alors qu'il est légèrement supérieur à 50 000 \$ pour l'ensemble du Québec. Cependant, du point de vue du taux de chômage, elles se situent nettement en-dessous de la moyenne québécoise. Cela en fait une zone de faibles revenus, mais pas de chômage chronique.

En résumé, le «Québec tranquille» constitue une région rurale et semi-rurale, soumise à l'exode des jeunes, avec une population faiblement scolarisée, composée massivement de cols bleus (ouvriers, mineurs et agriculteurs) peu qualifiés et ayant des revenus faibles, mais bénéficiant par ailleurs d'un taux de chômage plus faible que l'ensemble du Québec. Autant de catégories sociales qui sont associées à des populations plus précaires économiquement, plus fragiles politiquement et plus craintives idéologiquement devant le projet souverainiste: d'où le fait qu'elles appuient plus mollement le Parti québécois ou les options souverainistes lors des référendums. D'autres circonscriptions québécoises ont l'une ou l'autre de ces caractéristiques (population âgée, faible scolarité, forte présence de cols bleus, faibles revenus, faible chômage), mais ces douze là les cumulent toutes. Un indice combiné de ces différentes caractéristiques, placent ces douze circonscriptions dans les douze premières positions de l'ensemble du Québec des régions.

Essentiellement rural, sans grands centres urbains, ce Québec «tranquille» représente un espace plus canadien-français, plus traditionaliste et plus conservateur. Malgré sa forte composition ouvrière, il demeure le fief de la Confédération des syndicats démocratiques (CSD) qui y est fortement implantée. Depuis plus de trente ans, les sondages révèlent que les personnes âgées, les personnes faiblement scolarisés et les personnes à faible revenu sont plus réticentes à appuyer le Parti québécois ou les options souverainistes dans les référendums. La plus forte présence de ces catégories dans ces douze circonscriptions explique donc que l'appui au Parti québécois y soit plus faible. Le tableau 24 illustre cette faiblesse chronique du vote souverainiste dans le «Québec tranquille».

Le taux de participation dans cette région a été depuis dix ans supérieur à la moyenne du Québec : 79,3 % en 1998, 74,3 % en 2003, 75,7 % en 2007, et 63,0 % en 2008. Comme c'est ici que l'Action démocratique a fait ses plus forts gains,

cela est l'indice que l'électorat adéquate a été plus mobilisé, à tout le moins que l'offre adéquate correspondait mieux à ses attentes. Le Parti libéral a relativement maintenu ses appuis, passant de 33,0 % des électeurs inscrits en 1998 à 26,3 % en 2008. C'est le Parti québécois qui y a subi un recul drastique : perte de 76 000 voix entre 1998 et 2008, dont 55 000 en 2003 et 20 000 en 2007, pour finalement connaître une stabilisation en 2008. Mais une stabilisation au plancher, puisque parti de 32,7 % des électeurs inscrits en 1998, il n'en reste au Parti québécois que 13,9 % en 2008. Dans le «Québec tranquille» le Parti québécois est redevenu le tiers-parti qu'il était dans les années 1970. L'Action démocratique, partie de 12,1 % des électeurs inscrits en 1998, progresse dès 2003 à 23,7 %, puis à 34,1 % des électeurs inscrits en 2007, pour finalement redescendre en 2008 à 19,4 %. Encore ici, c'est le Parti québécois qui a donné l'essentiel de ses pertes à l'Action démocratique en 2003 (55 000 voix), et autant que le Parti libéral en 2007 (20 000 voix chacun). En 2008, le Parti libéral reprend à l'Action démocratique une partie de ses pertes de 2007, mais pas le Parti québécois, avec le résultat que la plus grande partie des pertes de l'Action démocratique en 2008 se réfugient dans l'abstention, comme partout ailleurs au Québec, mais en moindre proportion dans le «Québec tranquille», ce qui a permis à l'Action démocratique d'y conserver trois sièges (Beauce–Nord, Lotbinière et Rivière–du–Loup).

En somme, les choses vont au plus mal pour le Parti québécois dans le «Québec tranquille» et le ramènent plus de trente ans en arrière, alors que le Parti libéral, avec un vote quasi–stable depuis dix ans, arrive à contrer l'Action démocratique et lui reprendre trois circonscriptions, les deux autres circonscriptions perdues par l'Action démocratique (Johnson et Nicolet–Yamaska) allant presque par coup de chance au Parti québécois (il est vrai que ces deux circonscriptions sont situées à la lisière du «Québec tranquille» et qu'elles ont souvent élu des péquistes dans le passé).

Cette région, francophone à 97 %, et problématique pour le Parti québécois, représente environ 10 % du Québec, et environ 15 % du Québec contesté lors d'une élection (si l'on exclut du compte les circonscriptions qui échappent au Parti québécois à cause de leur composition linguistique). Mais son importance électorale est loin d'être négligeable : pour donner un exemple, si les francophones du «Québec tranquille», qui ont voté à 53 % pour le OUI, avaient non pas voté à

60 % pour le OUI comme l'ensemble des francophones du Québec, mais à seulement 55 % comme les francophones de la région de Québec métropolitain, le OUI l'aurait remporté.

**Tableau 24 : Vote souverainiste dans le «Québec tranquille»
(en pourcentages)**

	Ensemble du Québec		Québec «tranquille»	Différence
	Vote au PQ	Vote au PQ francophone	Vote au PQ francophone	
1970	23	29	10	- 19
1973	30	37	16	- 21
1976	41	51	29	- 22
1980	40	49	43	- 6
1981	49	60	50	- 10
1985	39	47	42	- 5
1989	40	49	37	- 12
1992	57	69	62	- 7
1994	45	55	46	- 9
1995	49	61	53	- 8
1998	43	54	44	- 10
2003	33	41	27	- 14
2007	28	36	19	- 17
2008	35	44	23	- 11

Tableau 25 : Québec «tranquille»

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	418311	331539	3705	86772	138175	136856	50551			2252
2003	428975	318767	3586	110208	126854	81997	101824	1586	1456	1464
Évolution 1998–2003	10664	– 12772	– 119	23436	– 11321	– 54859	51273	1586	1456	– 788
2003	428975	318767	3586	110208	126854	81997	101824	1586	1456	1464
2007	434619	328813	3112	105806	102803	61563	148268	6688	6029	350
Évolution 2003–2007	5644	10046	– 474	– 4402	– 24051	– 20434	46444	5102	4573	– 1114
2007	434619	328813	3112	105806	102803	61563	148268	6688	6029	350
2008	439477	276857	4142	162620	115771	61050	85441	6408	2703	1342
Évolution 2007–2008	4858	– 51956	1030	56814	12968	– 513	– 62827	– 280	– 3326	992

Composition linguistique en 2006: francophones 97,4 %, anglophones 1,6 %, allophones 1,0 %.

Tableau 26 : Québec «tranquille»
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	79,3	0,9	20,7	33,0	32,7	12,1			0,5
2003	74,3	0,8	25,7	29,6	19,1	23,7	0,4	0,3	0,3
Évolution 1998–2003	– 4,9	0,0	4,9	– 3,5	– 13,6	11,7	0,4	0,3	– 0,2
2003	74,3	0,8	25,7	29,6	19,1	23,7	0,4	0,3	0,3
2007	75,7	0,7	24,3	23,7	14,2	34,1	1,5	1,4	0,1
Évolution 2003–2007	1,3	– 0,1	– 1,3	– 5,9	– 4,9	10,4	1,2	1,0	– 0,3
2007	75,7	0,7	24,3	23,7	14,2	34,1	1,5	1,4	0,1
2008	63,0	0,9	37,0	26,3	13,9	19,4	1,5	0,6	0,3
Évolution 2007–2008	– 12,7	0,2	12,7	2,7	– 0,3	– 14,7	– 0,1	– 0,8	0,2

Composition linguistique en 2006: francophones 97,4 %, anglophones 1,6 %, allophones 1,0 %.

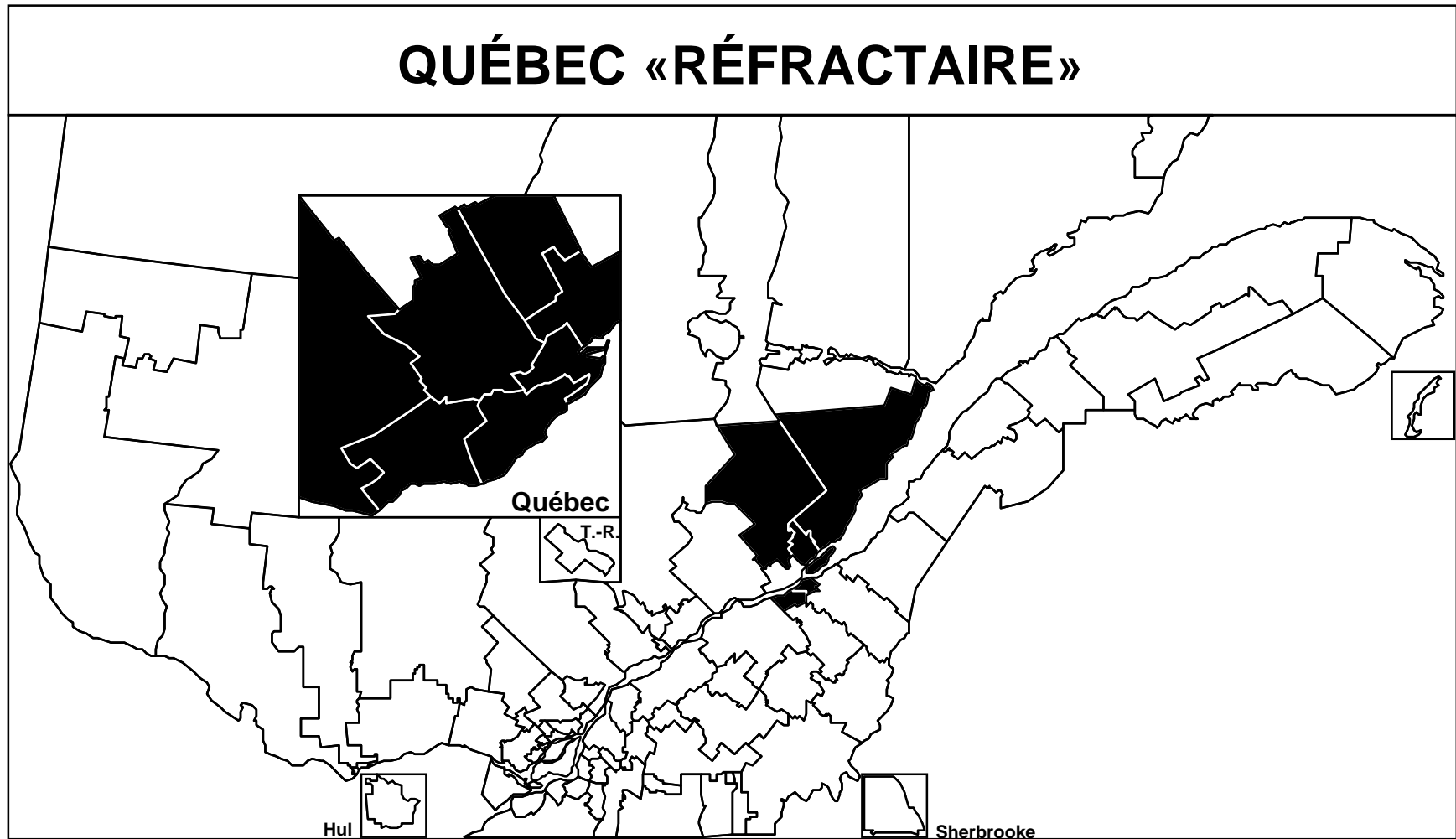
Tableau 27 : Québec «tranquille»
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	42,1	41,7	15,4			0,7	42,8
2003	40,2	26,0	32,3	0,5	0,5	0,5	26,7
Évolution 1998–2003	– 1,9	– 15,7	16,9	0,5	0,5	– 0,2	– 16,1
2003	40,2	26,0	32,3	0,5	0,5	0,5	26,7
2007	31,6	18,9	45,5	2,1	1,9	0,1	19,4
Évolution 2003–2007	– 8,7	– 7,1	13,2	1,6	1,4	– 0,4	– 7,3
2007	31,6	18,9	45,5	2,1	1,9	0,1	19,4
2008	42,5	22,4	31,3	2,3	1,0	0,5	23,0
Évolution 2007–2008	10,9	3,5	– 14,2	0,3	– 0,9	0,4	3,6

Composition linguistique en 2006: francophones 97,4 %, anglophones 1,6 %, allophones 1,0 %.

Québec «réfractaire» (12 circonscriptions)

Charlesbourg, Charlevoix, Chauveau, Chutes-de-la-Chaudière, Jean-Lesage, Jean-Talon, Lapeltrie, Lévis, Louis-Hébert, Montmorency, Taschereau, Vanier



Depuis une quinzaine d'années, a émergé un groupe social que l'on pourrait qualifier de «réfractaire» tout autant au projet souverainiste qu'au discours fédéraliste traditionnel, tel que porté par le Parti libéral. C'est dans la région de Québec que ce groupe s'est manifesté bruyamment autour des enjeux liés au débats entourant l'avenir de CHOI-FM et de la «radio-trash». Les enquêtes révèlent que ce groupe est constitué principalement d'hommes entre 25 et 45 ans, scolarisés, individualistes, actifs sur le marché du travail (mais dans le secteur privé), orientés politiquement à droite et porteurs d'un mode de vie très consumériste: ce sont des fils de baby-boomers, de ce que certains ont appelé la «génération X», qui ont le sentiment que leur ascension sociale est bloquée, surtout en comparaison de celle de leurs parents qui eux ont profité de la Révolution tranquille. D'où une idéologie du ressentiment, qui au plan politique se traduit par un rejet des «vieux partis» (libéral ou péquiste) et un appui politique aux partis de droite, conservateur ou adéquiste: Simon Langlois de l'Université Laval les a appelés les «jeunes hommes en colère» (Simon Langlois, «Jeunes hommes en colère à Québec: malaise de classe et de génération», *Annuaire du Québec 2005*, p. 92-94).

En termes électoraux, ce groupe s'est manifesté dès le début des années 2000, tant aux élections fédérales qu'aux élections québécoises, dans les douze circonscriptions électorales qui englobent la Région métropolitaine de recensement de Québec (incluant donc les circonscriptions de Lévis et de Chutes-de-la-Chaudière). Aux élections fédérales de 2006, c'est dans Québec métropolitain que le Parti conservateur a connu une percée, y faisant élire six députés sur huit, et cinq sur huit aux élections fédérales de 2008. Dès 2003, l'Action démocratique remporte la circonscription de Chutes-de-la-Chaudière, en 2007 elle remporte huit des douze circonscriptions de la région, et encore trois en 2008.

Les travaux du CRAD (Centre de recherche en aménagement et développement) de l'Université Laval, en particulier les cartes au niveau des sections de vote qui y ont été produites (et qui sont disponibles sur leur site à l'adresse <http://www.crad.ulaval.ca/comportementselectoraux/Quebec/>) tant au niveau fédéral, que provincial et municipal, montrent que ce vote conservateur/adéquiste se répartit en cercles concentriques autour du centre-ville jusqu'aux banlieues : plus

on s'éloigne du centre-ville vers les banlieues périphériques, plus le vote conservateur et adéquiste augmente en pourcentage. Cela signifie que ce sont les banlieusards périphériques qui ont le plus basculé vers le Parti conservateur et l'Action démocratique. Pour reprendre le concept de «groupe porteur» développé par Gilles Gagné et Simon Langlois de l'Université Laval (voir leurs différentes analyses dans les éditions 2001, 2002 et 2006 de l'*Annuaire du Québec*, dans *Recherches sociographiques* en 2000, ainsi que leur synthèse: Gilles Gagné et Simon Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Québec, Presses de l'Université de Montréal, 2002, 190 p.), on peut affirmer que c'est la frange la plus jeune de ce «groupe porteur» qui a basculé vers le Parti conservateur et l'Action démocratique, celle composée de jeunes ménages (avec éventuellement de jeunes enfants) de la tranche inférieure de la classe moyenne, et qui sont obligés de s'éloigner de la ville centrale pour accéder à la propriété de leur logement (en banlieue périphérique où les maisons sont plus accessibles). Les trois circonscriptions préservées par l'Action démocratique en 2008 sont d'ailleurs les circonscriptions de Chauveau, de La Peltrie et de Lévis qui correspondent à ce profil sociologique.

Le taux de participation dans Québec métropolitain a été nettement supérieur à celui de l'ensemble du Québec pour la décennie 1998–2008 : 80,0 % en 1998, 76,9 % en 2003, 77,6 % en 2007 et enfin 64,0 % en 2008. Le vote libéral a été relativement constant, passant de 29,4 % des électeurs inscrits en 1998 à 24,4 %, pour une perte totale de 14 000 voix, la plus grosse perte se produisant entre 2003 et 2007 (moins 54 000 voix), suivie d'une remontée en 2008 (plus 26 000 voix). Le Parti québécois, pour sa part, a perdu 93 000 voix entre 1998 et 2003, dont 69 000 en 2003, 19 000 en 2007 et seulement 4 000 voix en 2008 : part rapport aux électeurs inscrits, le Parti québécois a vu son vote coupé de moitié, passant de 36,1 % en 1998, à 22,3 % en 2003, puis à 18,3 % en 2007, puis enfin à 17,2 % en 2008, ce qui le maintient encore en troisième position, tout juste derrière l'Action démocratique.

C'est cette dernière qui est la grande gagnante (gains de 55 000 voix en 2003, et de 74 000 voix en 2007) et qui malgré une chute de 84 000 voix en 2008, fait quand même un gain net de 45 000 voix sur la décennie. En pourcentages des électeurs inscrits, l'Action démocratique, qui n'était qu'à 12,0 % en 1998, passe à 21,2 % en 2003, puis à 33,2 % en

2007 (ce qui la place en tête), pour finalement redescendre à 18,5 % en 2008 (en seconde position). Québec solidaire et le Parti vert demeurent marginaux dans Québec métropolitain (avec respectivement 2,2 % et 0,7 % des électeurs inscrits en 2008).

Le mouvement des votes dans le «Québec réfractaire» ressemble au mouvement des votes dans le «Québec tranquille», mais la ressemblance entre les deux régions s'arrête là. Le «Québec tranquille» est une région rurale et semi-rurale, plus traditionaliste (la pratique religieuse y est assez élevée), avec des valeurs plus conservatrices au sens traditionnel du terme, dans un espace mental encore fortement «canadien-français» : bref un peu à l'image de ce qu'était le Québec à la veille de la Révolution tranquille. Le groupe «réfractaire», par contre, se situe clairement dans la modernité, aux valeurs plus laïques ou du moins plus séculières ; son identité est davantage «canadienne» et ses valeurs plus matérialistes (et consuméristes) et aux attitudes plus fonctionnelles : et au plan des valeurs économiques, il se situe nettement à droite de la social-démocratie, en opposition avec la génération des «baby-boomers», qu'il perçoit comme privilégiée et face à laquelle il a un sentiment de déclassement.

Voilà l'obstacle important auquel le Parti québécois est confronté dans la Capitale nationale.

Tableau 28 : Québec «réfractaire»

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	540662	432575	4950	108087	158914	195040	64912			8759
2003	565579	435022	4283	130557	172745	126197	119909	5673	2139	4076
Évolution 1998–2003	24917	2447	– 667	22470	13831	– 68843	54997	5673	2139	– 4683
2003	565579	435022	4283	130557	172745	126197	119909	5673	2139	4076
2007	582531	452068	3572	130463	118878	106871	193649	12989	14789	1320
Évolution 2003–2007	16952	17046	– 711	– 94	– 53867	– 19326	73740	7316	12650	– 2756
2007	582531	452068	3572	130463	118878	106871	193649	12989	14789	1320
2008	594332	380133	4826	214199	144824	102434	109930	13155	4196	768
Évolution 2007–2008	11801	– 71935	1254	83736	25946	– 4437	– 83719	166	– 10593	– 552

Composition linguistique en 2006: francophones 95,8 %, anglophones 1,4 %, allophones 2,8 %.

Tableau 29 : Québec «réfractaire»
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	80,0	0,9	20,0	29,4	36,1	12,0			1,6
2003	76,9	0,8	23,1	30,5	22,3	21,2	1,0	0,4	0,7
Évolution 1998–2003	– 3,1	– 0,2	3,1	1,2	– 13,8	9,2	1,0	0,4	– 0,9
2003	76,9	0,8	23,1	30,5	22,3	21,2	1,0	0,4	0,7
2007	77,6	0,6	22,4	20,4	18,3	33,2	2,2	2,5	0,2
Évolution 2003–2007	0,7	– 0,1	– 0,7	– 10,1	– 4,0	12,0	1,2	2,2	– 0,5
2007	77,6	0,6	22,4	20,4	18,3	33,2	2,2	2,5	0,2
2008	64,0	0,8	36,0	24,4	17,2	18,5	2,2	0,7	0,1
Évolution 2007–2008	– 13,6	0,2	13,6	4,0	– 1,1	– 14,7	0,0	– 1,8	– 0,1

Composition linguistique en 2006: francophones 95,8 %, anglophones 1,4 %, allophones 2,8 %.

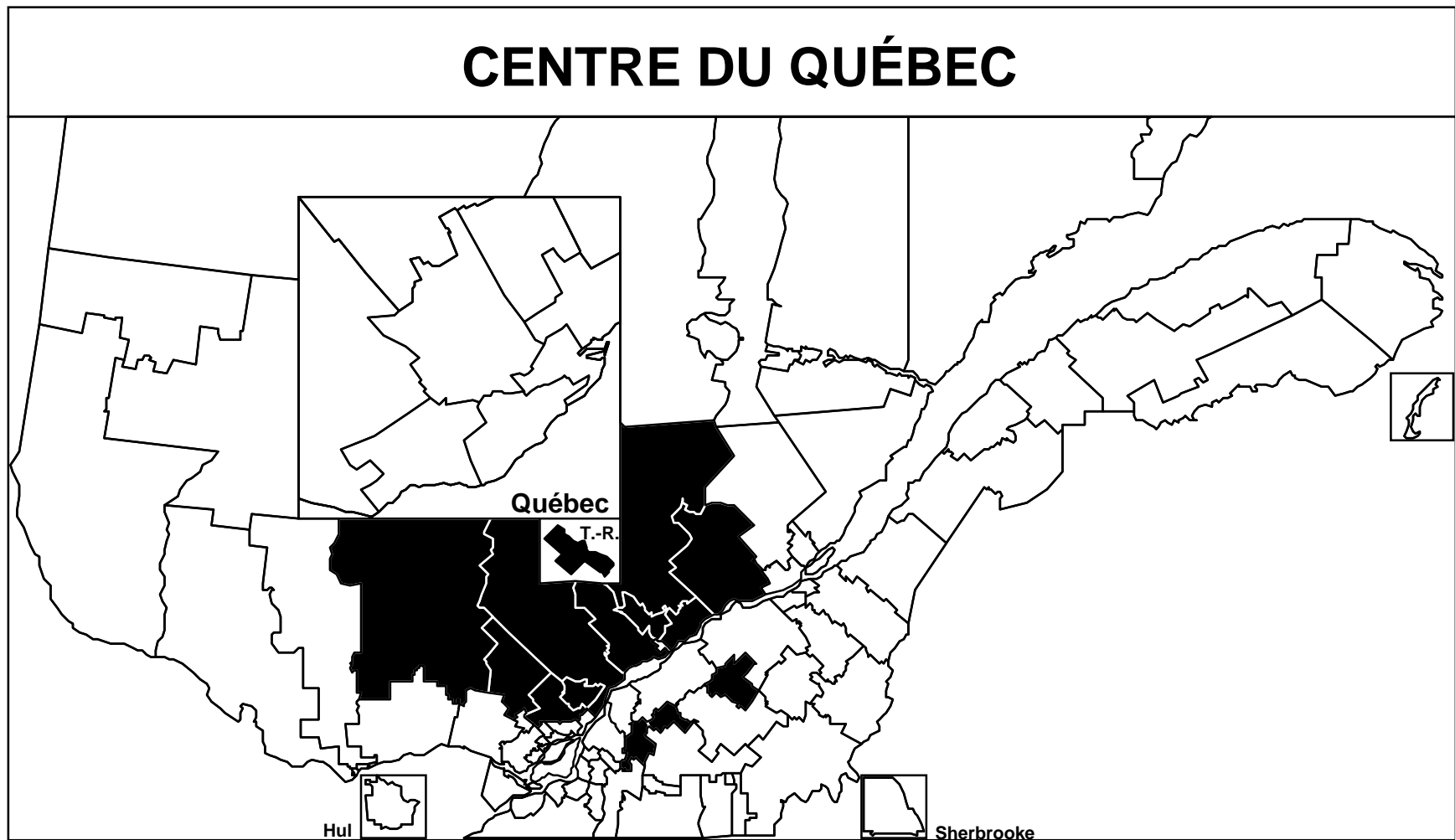
Tableau 30 : Québec «réfractaire»
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	37,2	45,6	15,2			2,0	47,6
2003	40,1	29,3	27,8	1,3	0,5	0,9	30,5
Évolution 1998–2003	2,9	– 16,3	12,7	1,3	0,5	– 1,1	– 17,1
2003	40,1	29,3	27,8	1,3	0,5	0,9	30,5
2007	26,5	23,8	43,2	2,9	3,3	0,3	24,8
Évolution 2003–2007	– 13,6	– 5,5	15,3	1,6	2,8	– 0,7	– 5,7
2007	26,5	23,8	43,2	2,9	3,3	0,3	24,8
2008	38,6	27,3	29,3	3,5	1,1	0,2	28,5
Évolution 2007–2008	12,1	3,5	– 13,9	0,6	– 2,2	– 0,1	3,7

Composition linguistique en 2006: francophones 95,8 %, anglophones 1,4 %, allophones 2,8 %.

Centre du Québec (14 circonscriptions)

Arthabaska, Berthier, Bertrand, Champlain, Drummond, Joliette, Labelle, Laviolette, Maskinongé, Portneuf, Rousseau, Saint-Hyacinthe, Saint-Maurice, Trois-Rivières



Des 14 circonscriptions du Centre du Québec, la moitié sont nettement urbaines : Arthabaska (Victoriaville), Champlain (Cap-de-la-Madeleine), Drummond (Drummondville), Joliette (Joliette), Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe), Saint-Maurice (Shawinigan) et Trois-Rivières (Trois-Rivières). Les autres sont plus rurales, mais dans les sphères d'influence économique ou culturel des Régions métropolitaines de Montréal et de Trois-Rivières ou de Québec.

En 1998, le Parti québécois emportait les 14 circonscriptions ; en 2003 il en remportait neuf (toutes sauf Arthabaska, Laviolette, Maskinongé, Portneuf et Trois-Rivières, c'est-à-dire des circonscriptions qui ont certaines caractéristiques du «Québec tranquille») ; en 2007, le Parti québécois n'en conserve que trois (Bertrand, Labelle et Rousseau) et l'Action démocratique en rafle dix, le Parti libéral ne conservant que Laviolette (Julie Boulet) ; enfin en 2008, le Parti québécois en reprend neuf, l'Action démocratique ne fait élire aucun de ses candidats, le Parti libéral remportant Arthabaska, Laviolette, Maskinongé, Portneuf et Trois-Rivières. On voit que le Centre du Québec a suivi le mouvement général des votes durant la décennie 1998-2008. D'une certaine façon, on peut dire que c'est dans cette région que se joue le résultat d'une élection : les majorités pour l'un ou l'autre parti ne sont pas figées, et les changements d'allégeance sont importants d'une élection à l'autre.

Le Centre du Québec, parce qu'il est massivement francophone, a connu un taux de participation au-dessus de la moyenne du Québec : 79,6 % en 1998, 70,6 % en 2003, 73,5 % en 2007 et enfin 60,5 % en 2008. Le Parti libéral se retrouve en fin de période à peu près au point où il en était en début de période (perte de 21 000 voix en dix ans, après un creux en 2007, qui l'a fait passer de 27,2 % des électeurs inscrits en 1998 à 21,1 % en 2008) ; même situation pour l'Action démocratique qui fait un gain de 19 000 voix sur dix ans, passant de 10,4 % des électeurs inscrits en 1998 à 12,0 % en 2008, après avoir atteint un sommet 27,3 % en 2007. Le grand perdant est bien entendu le Parti québécois, qui a perdu 83 000 entre 1998 et 2008 (le gros de la chute se produisant en 2003, avec une perte de 78 000 voix, suivi d'une perte de 13 000 voix en 2007 et d'un gain de 7 000 voix en 2008), ce qui fait passer le vote péquiste de 40,3 % des électeurs inscrits en 1998, à 26,1 % en 2003, 23,0 % en 2007 et 23,6 % en 2008.

Le Centre du Québec est donc tout-à-fait représentatif du Québec français : une partie «tranquille» (les circonscriptions de Berthier, Maskinongé, Portneuf), une partie à la limite de la Région métropolitaine de Montréal (Bertrand, Labelle, Rousseau), une partie métropolitaine (Champlain et Trois-Rivières), et des circonscriptions essentiellement urbaines (Arthabaska, Drummond, Joliette, Saint-Hyacinthe, Saint-Maurice).

Il faudrait vérifier si la percée de l'Action démocratique en 2007, s'est produite au Centre du Québec dans les mêmes catégories sociales que dans le «Québec réfractaire», c'est-à-dire dans les banlieues périphériques des centres urbains. Nous n'avons pas fait cette analyse détaillée, mais dans la Région métropolitaine de recensement de Trois-Rivières (qui recoupe les circonscriptions de Champlain, Maskinongé et Trois-Rivières) le vote au niveau des secteurs de recensement semble confirmer cette hypothèse : les succès les plus élevés de l'Action démocratique se produisent bien en périphérie de Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest et Cap-de-la-Madeleine, et notamment dans les municipalités en périphérie (comme Saint-Maurice ou Saint-Étienne-des-Grès) ou d'anciennes municipalités aujourd'hui annexées à Trois-Rivières (Saint-Louis-de-France, Pointe-du-Lac) mais qui en sont aujourd'hui de nouvelles banlieues.

C'est une indication que le mouvement social réfractaire qui s'est manifesté dans la Capitale nationale, s'est bien étendu aux autres centres urbains du Québec. Nous allons voir maintenant comment il s'est manifesté dans la grande ceinture des banlieues de Montréal, soit les régions des Basses-Laurentides et de la Montérégie.

Tableau 31 : Centre du Québec

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	598896	476979	6610	121917	162979	241492	62192			3706
2003	627550	443357	6211	184193	161870	163748	102904	3944	1637	3043
Évolution 1998–2003	28654	– 33622	– 399	62276	– 1109	– 77744	40712	3944	1637	– 663
2003	627550	443357	6211	184193	161870	163748	102904	3944	1637	3043
2007	654974	481621	5454	173353	119592	150878	179123	13984	11636	954
Évolution 2003–2007	27424	38264	– 757	– 10840	– 42278	– 12870	76219	10040	9999	– 2089
2007	654974	481621	5454	173353	119592	150878	179123	13984	11636	954
2008	670911	406216	7092	264695	141692	158053	80815	11707	5724	1133
Évolution 2007–2008	15937	– 75405	1638	91342	22100	7175	– 98308	– 2277	– 5912	179

Composition linguistique en 2006: francophones 96,2 %, anglophones 1,5 %, allophones 2,4 %.

Tableau 32 : Centre du Québec
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	79,6	1,1	20,4	27,2	40,3	10,4			0,6
2003	70,6	1,0	29,4	25,8	26,1	16,4	0,6	0,3	0,5
Évolution 1998–2003	– 9,0	– 0,1	9,0	– 1,4	– 14,2	6,0	0,6	0,3	– 0,1
2003	70,6	1,0	29,4	25,8	26,1	16,4	0,6	0,3	0,5
2007	73,5	0,8	26,5	18,3	23,0	27,3	2,1	1,8	0,1
Évolution 2003–2007	2,9	– 0,2	– 2,9	– 7,5	– 3,1	11,0	1,5	1,5	– 0,3
2007	73,5	0,8	26,5	18,3	23,0	27,3	2,1	1,8	0,1
2008	60,5	1,1	39,5	21,1	23,6	12,0	1,7	0,9	0,2
Évolution 2007–2008	– 13,0	0,2	13,0	2,9	0,5	– 15,3	– 0,4	– 0,9	0,0

Composition linguistique en 2006: francophones 96,2 %, anglophones 1,5 %, allophones 2,4 %.

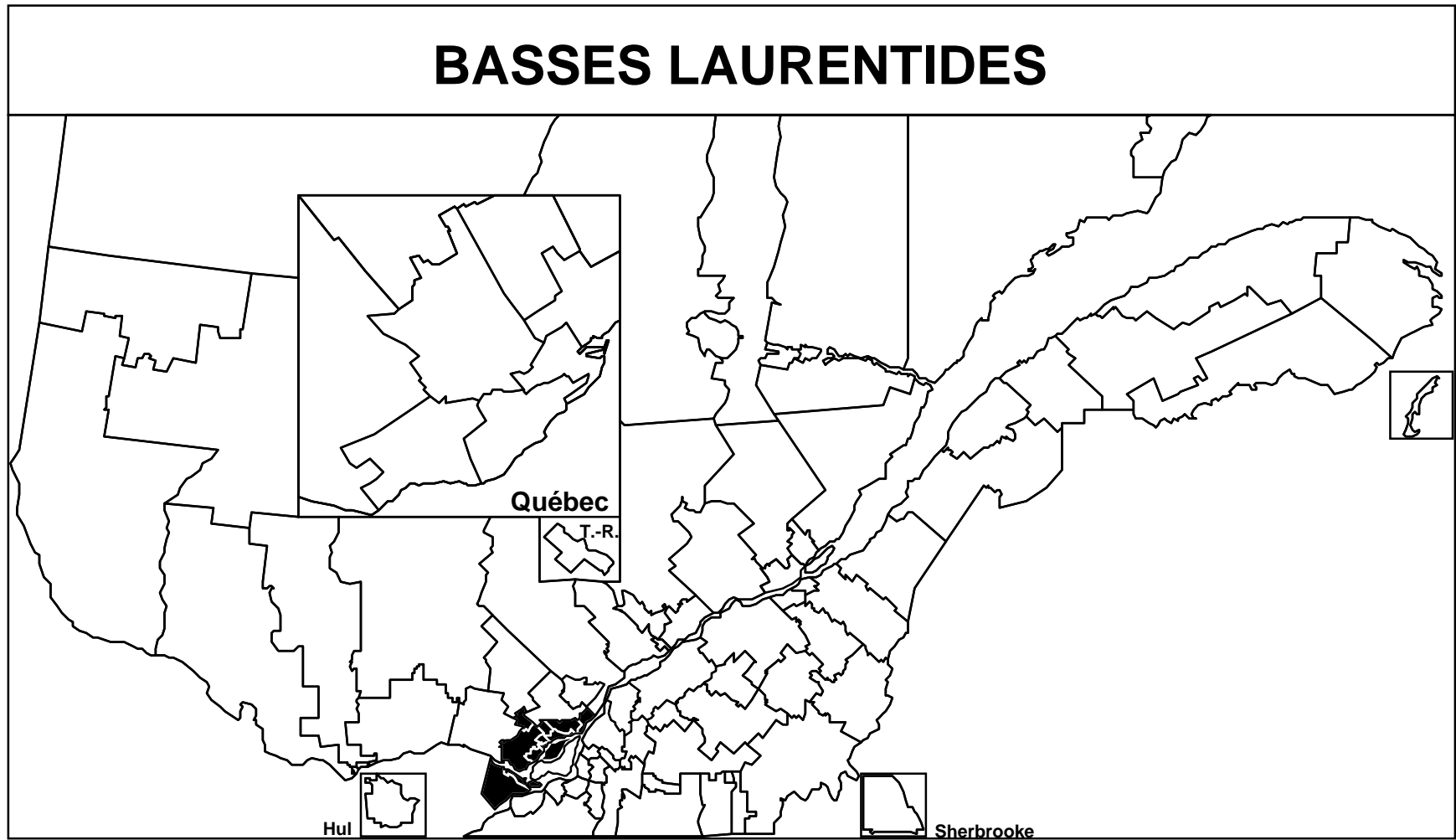
Tableau 33 : Centre du Québec
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	34,6	51,3	13,2			0,8	53,3
2003	37,0	37,5	23,5	0,9	0,4	0,7	39,0
Évolution 1998–2003	2,4	– 13,9	10,3	0,9	0,4	– 0,1	– 14,3
2003	37,0	37,5	23,5	0,9	0,4	0,7	39,0
2007	25,1	31,7	37,6	2,9	2,4	0,2	33,0
Évolution 2003–2007	– 11,9	– 5,8	14,1	2,0	2,1	– 0,5	– 6,0
2007	25,1	31,7	37,6	2,9	2,4	0,2	33,0
2008	35,5	39,6	20,2	2,9	1,4	0,3	41,2
Évolution 2007–2008	10,4	7,9	– 17,4	0,0	– 1,0	0,1	8,2

Composition linguistique en 2006: francophones 96,2 %, anglophones 1,5 %, allophones 2,4 %

Basses-Laurentides (15 circonscriptions)

Blainville, Chomedey, Deux-Montagnes, Fabre, Groulx, L'Assomption, Laval-des-Rapides, Masson, Mille-Îles, Mirabel, Prévost, Soulanges, Terrebonne, Vaudreuil, Vimont



Le groupe social qui s'est manifesté dans le «Québec réfractaire» depuis une dizaine d'années (vote conservateur au niveau fédéral et vote adéquiste au niveau québécois), s'est aussi manifesté dans le Centre du Québec. Dans la banlieue de Montréal (le «450») ce mouvement électoral a été particulièrement spectaculaire (surtout dans la ceinture nord) et a été une des causes de la déroute du Parti québécois. Mais à la différence de Québec métropolitain, dans lequel ce mouvement s'est manifesté depuis 2003, et perdure en partie en 2008, dans la périphérie de Montréal il ne fut essentiellement qu'une flambée en 2007. Cette large couronne montréalaise comprend 30 circonscriptions : pour les besoins de cette analyse nous la décomposons en deux sous-régions de 15 circonscriptions chacune, les Basses-Laurentides et la Montérégie.

Ce que nous avons dit à propos de la RMR de Québec (vote adéquiste augmentant à mesure qu'on s'éloigne de la ville-centre), se confirme dans la RMR de Montréal : la poussée de l'Action démocratique est d'autant plus forte qu'on s'éloigne en périphérie (on peut le voir clairement dans les cartes produites par le CRAD et disponibles sur son site Internet à l'adresse <http://www.crad.ulaval.ca/comportementselectoraux/Montreal/>).

La première couronne de banlieues (qui se sont développées dans les années 1970 et 1980) est majoritairement peuplée de «baby-boomers», alors que le seconde couronne, qui se développe encore aujourd'hui, est peuplée de jeunes couples de classe moyenne, à revenus plus faibles et obligés de s'éloigner de la ville centrale pour accéder à la propriété (il s'agit partout principalement de banlieusards). C'est donc dire qu'en 2007, c'est la fraction la plus jeune de la classe moyenne qui a abandonné le Parti québécois pour l'Action démocratique: c'est dans les circonscriptions dans lesquelles l'accroissement du nombre d'électeurs a été le plus élevé (Laprairie, Chambly ou Saint-Jean sur le Rive-Sud; Masson, Mirabel, Blainville ou Terrebonne sur la Rive-Nord) que l'Action démocratique a connu une fulgurante progression et a réalisé ses meilleurs résultats, largement au-dessus des 40 % du vote francophone. C'est aussi dans ce type de circonscriptions que le «groupe porteur» tel que défini par Gilles Gagné et Simon Langlois est le plus présent.

La région des Basses-Laurentides comprend les cinq circonscriptions de Laval, les deux circonscriptions de Vaudreuil et Soulanges et enfin les huit circonscriptions situées au nord de la Rivière-des-Mille-Îles qui dessinent un arc qui va de Mirabel à Repentigny. L'Action démocratique y a réalisé huit gains en 2007 (toutes les circonscriptions au nord de la Rivière-des-Mille-Îles), tous perdus en 2008.

Le taux de participation, qui était de 80,4 % en 1998, s'est maintenu à 73,0 % et 73,9 % en 2003 et 2007, pour finalement chuter à 58,3 % en 2007. Sur la décennie 1998–2008, le Parti libéral a perdu 17 000 voix (progression de 27 000 voix en 2003, perte de 61 000 voix en 2007 et progression de 17 000 voix en 2008), tandis que le Parti québécois a perdu 51 000 voix en 2003, 25 000 voix en 2007, pour ne récupérer finalement que 13 000 voix en 2008, pour une perte sur la décennie de 63 000 voix). Par rapport aux électeurs inscrits, le Parti libéral est passé de 29,5 % en 1998, à 30,9 % en 2003, 20,8 % en 2007 et enfin 22,0 % en 2008 ; le Parti québécois quant à lui, est passé de 37,2 % en 1998, à 27,2 % en 2003, à 22,1 % en 2007 et enfin 22,7 % en 2008. C'est donc dire que les deux grands partis ont perdu à tour de rôle (le Parti québécois surtout en 2003, et le Parti libéral surtout en 2007) des voix qu'ils n'ont pratiquement plus récupérées en 2008. L'Action démocratique pour sa part, relativement stable en 2003 (gain de 13 000 voix), fait un bond en 2007 (gain de 108 000 voix) et retombe en 2008 à son niveau de 1998 (perte de 125 000 voix) : en pourcentage des électeurs inscrits, l'Action démocratique se retrouve plus bas en 2008 (9,3 %) qu'en 1998 (11,9 %). Enfin Québec solidaire et le Parti vert sont peu présents dans la région, sous les 2 % des électeurs inscrits en 2008.

Lorsque l'on regarde la poussée de l'Action démocratique en 2007 circonscription par circonscription, on constate que cette poussée est effectivement bien moins forte dans les vieilles banlieues, que dans les nouvelles. Ainsi la progression de l'Action démocratique en 2007 a été de 4 545 voix dans Chomedey, de 4 651 voix dans Laval-des-Rapides, de 5 671 voix dans Vimont, de 6 237 voix dans Mille-Îles et de 7 037 voix dans Fabre, alors qu'elle a été de 9 457 voix dans L'Assomption, de 10 324 voix dans Blainville, de 10 761 voix dans Terrebonne et de 11 171 voix dans Masson. En pourcentages par rapport aux électeurs inscrits (en excluant les circonscriptions qui ont une forte présence d'électeurs non-francophones, Chomedey et Vaudreuil), les meilleurs résultats de l'Action démocratique en 2007 ont été Mirabel

(44,4 %), Masson (43,8 %), Blainville (41,8 %) et Terrebonne (41,3 %), et les moins bons ont été Mille-Îles (27,5 %), Laval-des-Rapides (27,9 %), Vimont (31,1 %) et Fabre (32,0 %). Les pertes de l'Action démocratique en 2008 se font dans les mêmes circonscriptions et dans les mêmes proportions.

Dans les Basses-Laurentides, sur une décennie, le Parti libéral a perdu 17 000 voix, le Parti québécois 63 000 et l'Action démocratique 4 000, avec comme résultat que le nombre de votants a diminué de 60 000 et le nombre d'abstentions a augmenté de 209 000.

Tableau 34 : Basses-Laurentides

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	667532	536429	5562	131103	197035	248331	79378			6123
2003	724759	529226	7920	195533	223807	197283	92589	2303	1691	3633
Évolution 1998–2003	57227	– 7203	2358	64430	26772	– 51048	13211	2303	1691	– 2490
2003	724759	529226	7920	195533	223807	197283	92589	2303	1691	3633
2007	781775	577752	6065	204023	162534	172577	200465	13974	21412	725
Évolution 2003–2007	57016	48526	– 1855	8490	– 61273	– 24706	107876	11671	19721	– 2908
2007	781775	577752	6065	204023	162534	172577	200465	13974	21412	725
2008	816358	476047	8130	340311	179926	185358	75747	12200	12826	1860
Évolution 2007–2008	34583	– 101705	2065	136288	17392	12781	– 124718	– 1774	– 8586	1135

Composition linguistique en 2006: francophones 81,6 %, anglophones 6,5 %, allophones 11,9 %.

Tableau 35 : Basses-Laurentides
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	80,4	0,8	19,6	29,5	37,2	11,9			0,9
2003	73,0	1,1	27,0	30,9	27,2	12,8	0,3	0,2	0,5
Évolution 1998–2003	– 7,3	0,3	7,3	1,4	– 10,0	0,9	0,3	0,2	– 0,4
2003	73,0	1,1	27,0	30,9	27,2	12,8	0,3	0,2	0,5
2007	73,9	0,8	26,1	20,8	22,1	25,6	1,8	2,7	0,1
Évolution 2003–2007	0,9	– 0,3	– 0,9	– 10,1	– 5,1	12,9	1,5	2,5	– 0,4
2007	73,9	0,8	26,1	20,8	22,1	25,6	1,8	2,7	0,1
2008	58,3	1,0	41,7	22,0	22,7	9,3	1,5	1,6	0,2
Évolution 2007–2008	– 15,6	0,2	15,6	1,2	0,6	– 16,4	– 0,3	– 1,2	0,1

Composition linguistique en 2006: francophones 81,6 %, anglophones 6,5 %, allophones 11,9 %.

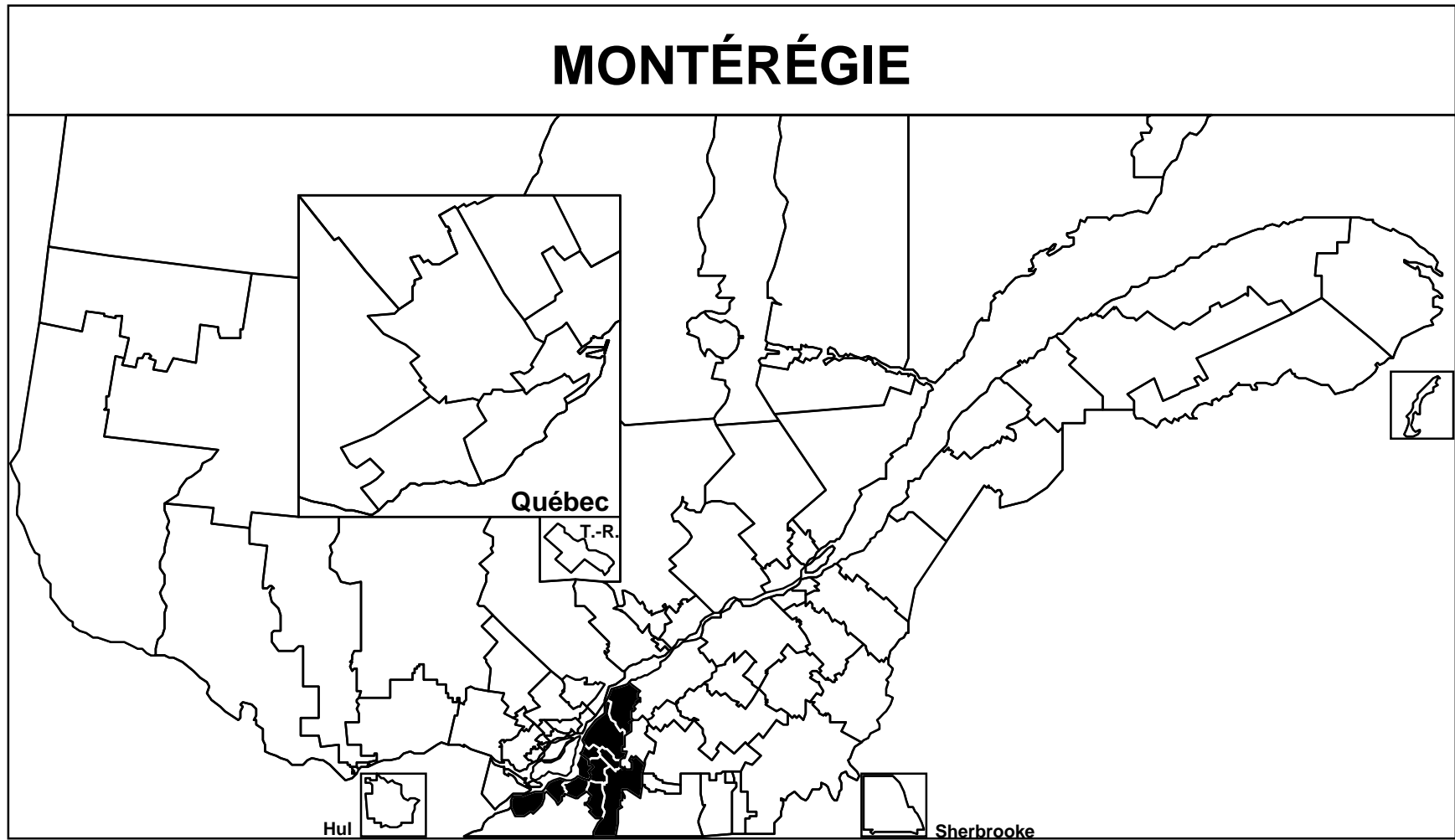
Tableau 36 : Basses-Laurentides
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	37,1	46,8	15,0			1,2	57,4
2003	42,9	37,8	17,8	0,4	0,3	0,7	46,3
Évolution 1998–2003	5,8	– 8,9	2,8	0,4	0,3	– 0,5	– 11,1
2003	42,9	37,8	17,8	0,4	0,3	0,7	46,3
2007	28,4	30,2	35,1	2,4	3,7	0,1	37,0
Évolution 2003–2007	– 14,5	– 7,7	17,3	2,0	3,4	– 0,6	– 9,3
2007	28,4	30,2	35,1	2,4	3,7	0,1	37,0
2008	38,5	39,6	16,2	2,6	2,7	0,4	48,5
Évolution 2007–2008	10,0	9,4	– 18,9	0,2	– 1,0	0,3	11,5

Composition linguistique en 2006: francophones 81,6 %, anglophones 6,5 %, allophones 11,9 %.

Montérégie (15 circonscriptions)

Beauharnois, Borduas, Chambly, Châteauguay, Iberville, Lapinière, Laporte, La Prairie, Marguerite-D'Youville, Marie-Victorin, Richelieu, Saint-Jean, Taillon, Vachon, Verchères



Les 15 circonscriptions de la banlieue sud de Montréal comprennent d'une part les vieilles banlieues des années 1960–1980, comme Lapinière (Brossard), Laporte (Saint–Lambert et Greenfield Park), Vachon (Saint–Hubert), Marie–Victorin et Taillon (Longueuil), Borduas (Beloeil), et d'autre part les nouvelles banlieues encore en plein essor démographique (Chambly, Châteauguay, Laprairie, Marguerite–d'Youville, Saint–Jean et Verchères). En 2007, l'Action démocratique y a réalisé cinq gains (Chambly, Iberville, Laprairie, Marguerite–d'Youville et Saint–Jean), tous perdus en 2008.

Comme dans les Basses–Laurentides, les meilleurs résultats de l'Action démocratique en 2007, se produisent dans les banlieues les plus périphériques (Saint–Jean 42,2 %, Iberville 42,2 %, Chambly 38,9 %, Verchères 37,3 %, Marguerite–d'Youville 37,1 %), et ses moins bons résultats (en excluant les circonscriptions comprenant une large proportion d'électeurs non–francophones comme Lapinière, Laporte et Châteauguay), se produisent dans les plus vieilles banlieues (Marie–Victorin 28,4 %, Borduas 31,3 %, Taillon 31,8 %, Vachon 34,2 %). En nombre de voix gagnées, les meilleurs résultats de l'Action démocratique se produisent dans Chambly (gains de 11 219 voix), Saint–Jean (gains de 10 333 voix), Laprairie (gains de 7 975 voix) et Verchères (gains de 7 910 voix), et les moins bons résultats se produisent dans Marie–Victorin (gains de 3 553 voix), Borduas (gains de 4 841 voix), Verchères (gains de 5 793 voix) et Taillon (gains de 6 235). Les pertes de l'Action démocratique en 2008 se font dans les mêmes circonscriptions et dans les mêmes proportions.

Le taux de participation en Montérégie ressemble fort à celui des Basses–Laurentides : 81,6 % en 1998, 74,2 % en 2003, 75,0 % en 2007 et 61,4 % en 2008. Le Parti québécois y a perdu 50 000 voix en 2003, dont certaines ont dû aller au Parti libéral qui y a fait des gains de 21 000 voix (à cause de l'enjeu des fusions municipales), l'Action démocratique demeurant stable (gain de 8 000 voix). En 2007, le Parti québécois perd encore 31 000 voix, mais le Parti libéral en perd 67 000, tandis que l'Action démocratique fait un bond de 102 000 voix. En 2008 enfin, le Parti libéral fait des modestes gains de 16 000 voix, tout comme le Parti québécois (20 000 voix de plus), tandis que l'Action démocratique voit son vote fondre (perte de 117 000 voix). Par rapport aux électeurs inscrits, le Parti libéral est ainsi passé de 29,4 % en 1998 à 30,9 %

en 2003, pour tomber à 20,5 % en 2007 et faire un maigre gain en 2008 avec 22,1 % ; le Parti québécois quant à lui est passé de 39,6 % des électeurs inscrits en 1998, à 29,2 % en 2003, 23,8 % en 2007, pour enfin terminer en 2008 avec 25,8 % des électeurs inscrits. L'Action démocratique, plafonnée à 10,7 % des électeurs inscrits en 1998 et 11,3 % en 2003, grimpe à 24,8 % en 2007 (ce qui la place en première position dans la région), mais retombe à 8,6 % en 2008, soit deux points plus bas qu'en 1998. Québec solidaire et le Parti vert ne sont pas dans la course en Montérégie, avec chacun moins de 2 % des électeurs inscrits en 2008. Au final, sur une décennie, le Parti libéral a perdu 30 000 voix, le Parti québécois 71 000 et l'Action démocratique 7 000. Le nombre de votants a diminué de 84 000, et le nombre d'abstentions a augmenté de 166 000.

On voit donc bien que le comportement des électeurs a été fort semblable entre la Rive–Nord et la Rive–Sud de l'Île de Montréal : les seules différences tiennent d'une part au poids relatif plus important des nouvelles banlieues dans les Basses–Laurentides qu'en Montérégie, et d'autre part à l'enjeu des fusions municipales, plus important en Montérégie que dans les Basses–Laurentides.

Tableau 37 : Montérégie

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	666811	543837	6347	122974	195785	264121	71245			6339
2003	702345	521195	7417	181150	216827	204989	79134	3711	804	8313
Évolution 1998–2003	35534	– 22642	1070	58176	21042	– 59132	7889	3711	804	1974
2003	702345	521195	7417	181150	216827	204989	79134	3711	804	8313
2007	731254	548601	6089	182653	149704	173810	181419	17028	19456	1095
Évolution 2003–2007	28909	27406	– 1328	1503	– 67123	– 31179	102285	13317	18652	– 7218
2007	731254	548601	6089	182653	149704	173810	181419	17028	19456	1095
2008	748546	459776	7924	288770	165580	193461	64360	13036	11974	3441
Évolution 2007–2008	17292	– 88825	1835	106117	15876	19651	– 117059	– 3992	– 7482	2346

Composition linguistique en 2006: francophones 86,0 %, anglophones 6,1 %, allophones 7,9 %.

Tableau 38 : Montérégie
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	81,6	1,0	18,4	29,4	39,6	10,7			1,0
2003	74,2	1,1	25,8	30,9	29,2	11,3	0,5	0,1	1,2
Évolution 1998–2003	– 7,4	0,1	7,4	1,5	– 10,4	0,6	0,5	0,1	0,2
2003	74,2	1,1	25,8	30,9	29,2	11,3	0,5	0,1	1,2
2007	75,0	0,8	25,0	20,5	23,8	24,8	2,3	2,7	0,1
Évolution 2003–2007	0,8	– 0,2	– 0,8	– 10,4	– 5,4	13,5	1,8	2,5	– 1,0
2007	75,0	0,8	25,0	20,5	23,8	24,8	2,3	2,7	0,1
2008	61,4	1,1	38,6	22,1	25,8	8,6	1,7	1,6	0,5
Évolution 2007–2008	– 13,6	0,2	13,6	1,6	2,1	– 16,2	– 0,6	– 1,1	0,3

Composition linguistique en 2006: francophones 86,0 %, anglophones 6,1 %, allophones 7,9 %.

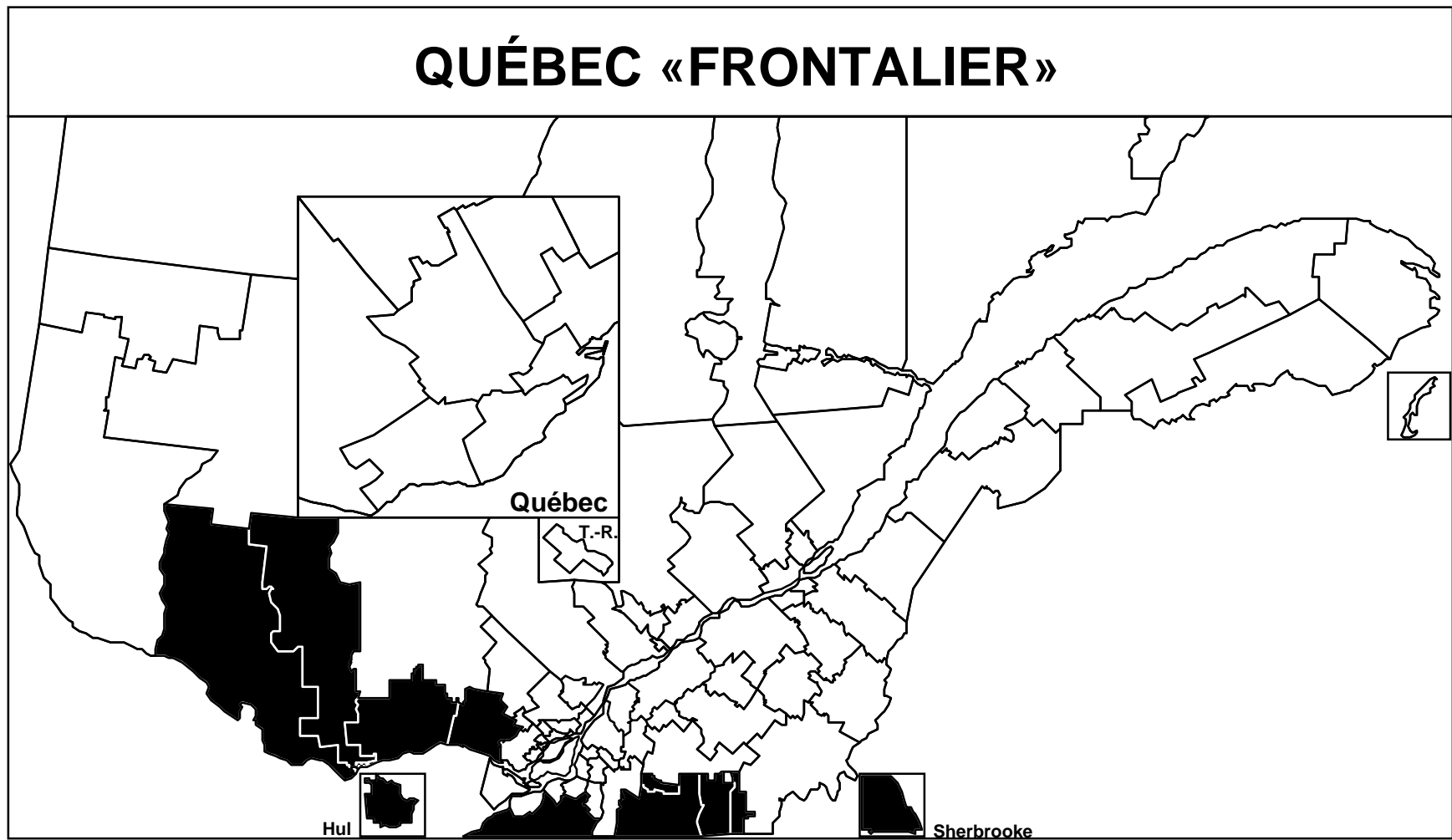
Tableau 39 : Montérégie
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	36,4	49,1	13,3			1,2	57,1
2003	42,2	39,9	15,4	0,7	0,2	1,6	46,4
Évolution 1998–2003	5,8	– 9,2	2,1	0,7	0,2	0,4	– 10,7
2003	42,2	39,9	15,4	0,7	0,2	1,6	46,4
2007	27,6	32,0	33,4	3,1	3,6	0,2	37,2
Évolution 2003–2007	– 14,6	– 7,9	18,0	2,4	3,4	– 1,4	– 9,2
2007	27,6	32,0	33,4	3,1	3,6	0,2	37,2
2008	36,6	42,8	14,2	2,9	2,6	0,8	49,8
Évolution 2007–2008	9,1	10,8	– 19,2	– 0,3	– 0,9	0,6	12,6

Composition linguistique en 2006: francophones 86,0 %, anglophones 6,1 %, allophones 7,9 %.

Québec «frontalier» (12 circonscriptions)

Argenteuil, Brome–Missisquoi, Chapleau, Gatineau, Hull, Huntingdon, Orford, Papineau, Pontiac, Saint–François, Shefford, Sherbrooke



Pour terminer cette analyse par régions, il nous reste douze circonscriptions situées à la frontière sud du Québec. Six d'entre elles longent la frontière avec les États-Unis, et les six autres constituent la région de l'Outaouais. Ces deux sous-régions ne sont pas très favorables au Parti québécois : depuis dix ans il n'y pas fait élire de député. En fait, les seules circonscriptions qui ont élu un député péquiste dans le passé sont Chapleau et Hull en Outaouais, ainsi que Shefford et Sherbrooke dans les Cantons de l'Est. Cela tient en partie à leur composition linguistique, puisque globalement le «Québec frontalier» ne comprend que 83,1 % de francophones : mais six d'entre elles ont moins de francophones que cela, la pire des situations se trouvant dans Pontiac (57,3 % de francophones). Mais cette raison n'explique pas tout (d'ailleurs le Bloc québécois y réussit beaucoup mieux).

Une seconde raison est la présence de députés libéraux fort connus : Jean Charest dans Sherbrooke, Monique Gagnon-Tremblay dans Saint-François, Pierre Paradis dans Brome-Missisquoi. En 2008, François Bonnardel s'y est fait réélire pour l'Action démocratique de justesse, alors qu'il aurait dû être éliminé comme bien de ses collègues dans le Centre du Québec, dans les Basses-Laurentides ou en Montérégie : il y a tout lieu de penser que c'est son prestige personnel et non pas son étiquette qui lui a valu un tel résultat (parions qu'à la prochaine élection il sera candidat libéral !...).

Est-ce la proximité des voisins américains ou ontariens et le dépendance économique (sinon culturelle) qui rend les électeurs de cette région moins chauds envers le projet de souveraineté du Québec ? Cela est loin d'être sûr en Estrie, si l'on regarde le vote péquiste chez les francophones : il se situe autour de la moyenne de l'ensemble du Québec en 2008, soit environ 42 %. Cela est déjà un peu plus vrai en Outaouais, où le vote péquiste francophone en 2008 accuse un retard de 5 à 10 % : il est vrai qu'en Outaouais le vote péquiste n'a fait que décliner depuis le référendum de 1995.

Le taux de participation a décliné régulièrement dans cette région : 77,1 % en 1998, 65,8 % en 2003, 67,9 % en 2007 et 54,5 % en 2008, résultat en partie dû à la présence d'un vote non-francophone non-négligeable. Le Parti libéral, qui dominait en 1998 avec 41,2 % des électeurs inscrits, décline à 35,9 % en 2003, puis à 26,1 % en 2007, pour se stabiliser à

26,2 % en 2008 : le Parti libéral a perdu 15 000 voix en 2003, 48 000 en 2007 et récupéré 4 000 en 2008, pour une perte totale de 59 000 sur la décennie. Le Parti québécois est passé de 26,5 % des électeurs inscrits en 1998 à 17,7 % en 2003, mais s'est stabilisé depuis (16,6 % en 2007 et 16,7 % en 2008), pour une perte totale de 39 000 voix sur dix ans. L'Action démocratique a fait un gain de 17 000 voix en 2003 (en provenance du Parti québécois), une autre gain de 52 000 voix en 2007 (en provenance du Parti libéral), mais a enregistré une perte de 63 000 voix en 2008 (à destination des abstentionnistes). Encore une fois le mouvement des votes dans cette région suit le mouvement général de l'ensemble du Québec.

Tableau 40 : Québec «frontalier»

	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	523919	403949	4007	119970	216003	138760	37983			7196
2003	558860	367639	4139	191221	200708	98964	55389	4260	1072	3107
Évolution 1998–2003	34941	– 36310	132	71251	– 15295	– 39796	17406	4260	1072	– 4089
2003	558860	367639	4139	191221	200708	98964	55389	4260	1072	3107
2007	584256	396705	3637	187551	152694	97157	107629	14185	20453	950
Évolution 2003–2007	25396	29066	– 502	– 3670	– 48014	– 1807	52240	9925	19381	– 2157
2007	584256	396705	3637	187551	152694	97157	107629	14185	20453	950
2008	599757	326632	4604	273125	156885	99936	44933	11261	7370	1643
Évolution 2007–2008	15501	– 70073	967	85574	4191	2779	– 62696	– 2924	– 13083	693

Composition linguistique en 2006: francophones 83,1 %, anglophones 11,9 %, allophones 5,0 %.

Tableau 41 : Québec «frontalier»
(% calculés par rapport aux électeurs inscrits)

	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
1998	77,1	0,8	22,9	41,2	26,5	7,2			1,4
2003	65,8	0,7	34,2	35,9	17,7	9,9	0,8	0,2	0,6
Évolution 1998–2003	– 11,3	0,0	11,3	– 5,3	– 8,8	2,7	0,8	0,2	– 0,8
2003	65,8	0,7	34,2	35,9	17,7	9,9	0,8	0,2	0,6
2007	67,9	0,6	32,1	26,1	16,6	18,4	2,4	3,5	0,2
Évolution 2003–2007	2,1	– 0,1	– 2,1	– 9,8	– 1,1	8,5	1,7	3,3	– 0,4
2007	67,9	0,6	32,1	26,1	16,6	18,4	2,4	3,5	0,2
2008	54,5	0,8	45,5	26,2	16,7	7,5	1,9	1,2	0,3
Évolution 2007–2008	– 13,4	0,1	13,4	0,0	0,0	– 10,9	– 0,6	– 2,3	0,1

Composition linguistique en 2006: francophones 83,1 %, anglophones 11,9 %, allophones 5,0 %.

Tableau 42 : Québec «frontalier»
(% calculés par rapport aux votes valides)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres	PQ francophone
1998	54,0	34,7	9,5			1,8	41,8
2003	55,2	27,2	15,2	1,2	0,3	0,9	32,7
Évolution 1998–2003	1,2	– 7,5	5,7	1,2	0,3	– 0,9	– 9,1
2003	55,2	27,2	15,2	1,2	0,3	0,9	32,7
2007	38,8	24,7	27,4	3,6	5,2	0,2	29,7
Évolution 2003–2007	– 16,4	– 2,5	12,1	2,4	4,9	– 0,6	– 3,0
2007	38,8	24,7	27,4	3,6	5,2	0,2	29,7
2008	48,7	31,0	14,0	3,5	2,3	0,5	37,3
Évolution 2007–2008	9,9	6,3	– 13,4	– 0,1	– 2,9	0,3	7,6

Composition linguistique en 2006: francophones 83,1 %, anglophones 11,9 %, allophones 5,0 %.

Conclusion

Dans notre conclusion à l'analyse de l'élection de 2007 paru dans *L'Annuaire du Québec 2008* (voir Pierre Drouilly : «L'élection du 26 mars 2007 au Québec : une élection de réalignement ?», *L'Annuaire du Québec 2008*, Montréal, Fides, 2008, p. 24–39), nous écrivions :

Quand on réunit toutes ces remarques ensemble, on ne peut que conclure que la frange la plus jeune du groupe porteur, celle constituée des jeunes familles de la classe moyenne qui migrent massivement vers les couronnes périphériques des grandes villes, est celle qui décroche du Parti québécois. Or depuis trente ans, ce groupe social a été la colonne vertébrale de l'électorat péquiste. Dans les années 1970 et 1980 il s'agissait des «baby boomers» qui ont bénéficié de la Révolution tranquille: aujourd'hui il s'agit de leurs fils et de leurs filles, aujourd'hui jeunes adultes ayant de jeunes enfants. On assiste donc peut-être à une double rupture: rupture de classe et rupture de génération.

Les «jeunes hommes en colère» du Québec réfractaire ont semble-t-il amené à leurs positions leurs consœurs, qui seraient devenues des «jeunes femmes en colère», et maintenant on les retrouve non seulement à Québec, mais dans le grand Montréal et probablement dans tous les centres urbains du Québec. Il suffirait maintenant que ces jeunes générations aient un effet de contagion sur leurs parents, et l'on assisterait à un profond réalignement de l'espace politique du Québec en faveur de l'Action démocratique, et sans doute à la fin du projet québécois tel que l'a défini et porté le Parti québécois depuis quarante ans. À sa fondation le Parti québécois était une vaste coalition dans laquelle on retrouvait la génération montante des baby-boomers liés à l'extension de l'État québécois issu de la Révolution tranquille, les réformistes du Parti libéral, les travailleurs syndiqués, la fraction nationaliste des créditistes, le vieux fond bleu traditionaliste qui avait porté l'Union nationale et les franges les plus démunies des classes populaires: il s'agissait clairement d'une puissante alliance de classes, cimentée par un projet mobilisateur de souveraineté du Québec. Les deux échecs référendaires, de 1980 et de 1995, les longues années de gestion

technocratique des différents gouvernements péquistes, ont érodé cette alliance, dont les différentes composantes se sont détachées une à une au fil des ans: en 2007, il n'en reste que les milieux populaires de l'Est de Montréal, les régions défavorisées du Québec septentrional et le groupe déclinant des boomers banlieusards.

Tout semble en place pour un réalignement similaire à celui qui a mis le Parti québécois au monde dans la foulée du blocage de la Révolution tranquille, incapable, à la fin des années 1960, de dépasser son propre horizon. C'est seulement après les prochaines consultations électorales, que nous saurons si nous sommes à l'aube d'une nouvelle période politique pour l'histoire du Québec, ou si les élections de 2003 et de 2007 n'auront été qu'un accident de l'Histoire.

Il y a déjà fort longtemps, un Français, aujourd'hui décédé, grand ami du Québec, m'avait déjà écrit, avec une pointe d'humour : «Quand je vois mes amis souverainistes faire des bêtises, cela me désole. Je me console en me disant que Dieu, dans sa très grande sagesse, les a dotés d'adversaires aussi, sinon plus stupides qu'eux...». Je repense à cette phrase en voyant l'action politique de Mario Dumont.

Plus sérieusement, au lendemain des élections de 2007, la table était mise pour un réalignement politique au Québec : un Parti libéral déstabilisé par sa demi-victoire assortie d'un gouvernement minoritaire, un Parti québécois assommé par sa rude défaite et sa relégation en troisième position, une Action démocratique investie du rôle d'opposition officielle, tout cela ressemblait à un début de réalignement politique et à la disparition à terme du Parti québécois. Nous serions alors passé d'un système d'opposition fédéraliste/souverainiste, à un système d'opposition fédéraliste/autonomiste qui nous aurait ramené un demi-siècle en arrière. J'ai toujours pensé que l'adoption d'une position «autonomiste» (c'est-à-dire «souverainiste non-pratiquant») était la meilleure trouvaille de Mario Dumont et la plus dangereuse pour les souverainistes.

On peut voir aujourd'hui, qu'outre les maladroites et l'inexpérience de l'Action démocratique, ce qui a été à la source des erreurs politiques de Mario Dumont est probablement une mauvaise lecture des résultats de l'élection de 2007. Les dirigeants de l'Action démocratique ont sans doute interprété leur succès de 2007, comme un chèque en blanc pour

proposer un programme politique de plus en plus à droite, avec une forte connotation populiste teinté d'un discours anti-étatiste : cela aurait pu être de nature à plaire au groupe réfractaire et peut-être aussi au «Québec tranquille», qui lui sont en partie restés fidèles en 2008, mais visiblement ces propositions ont échoué dans le reste du Québec.

En ce qui concerne l'avenir de l'Action démocratique, notre opinion est que le réaligement politique n'est plus maintenant à l'ordre du jour. Comme Mario Dumont a quitté la direction d'un parti qui était sa chose (le nom officiel du parti est «Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont»), nous voyons mal comment ce parti pourrait survivre à son départ. Il va probablement s'étioler au fil des ans (déjà les sondages depuis la dernière élection montrent le recul de l'Action démocratique), et avec notre mode de scrutin, il est fort possible qu'il n'élise plus guère de députés, ce qui signifierait son arrêt de mort (et fort probablement le Parti libéral cherchera à dévoyer les députés les plus intéressants de l'Action démocratique...).

Évidemment, la question qui se posera sera de savoir où se dirigeront les électeurs adéquistes (l'Action démocratique a quand même eu un peu plus d'un demi-million de voix en 2008). Ce que l'on sait, par contre, c'est que la plus grande partie des électeurs péquistes et libéraux qui ont été tentés par l'Action démocratique, s'est réfugiée dans l'abstention en 2008 : cela signifie qu'il existe un fort sentiment d'insatisfaction envers les «vieux partis», le Parti libéral et le Parti québécois. Dans le cas du Parti québécois, outre la question de la souveraineté du Québec, il existe clairement un problème de renouvellement générationnel de ses appuis. C'est la leçon qu'il faut tirer de ressentiment du groupe réfractaire, qui s'est exprimé sous des formes radicales dans le «Québec réfractaire», mais qui peut faire tâche d'huile comme nous l'a montré l'élection de 2007. Ajoutons à cela qu'on sent aussi, en filigrane, un conflit ville/campagne, ou encore Montréal/régions, conflit qui a toujours alimenté les partis populistes (Union nationale, Crédit social), et dont souffre aussi un peu le Parti libéral.

La légère remontée du Parti québécois à 35,6 % en 2008, ce qui le replace comme premier parti chez les francophones avec environ 42 % de leur appui, et son retour au rôle d'Opposition officielle, même s'ils constituent de

bonnes nouvelles en soi, ces deux événements sont cependant tout-à-fait trompeurs. En effet, toute comparaison de pourcentages dans le temps, doit s'assurer que ces pourcentages sont calculés sur des bases comparables. Avec un taux de participation de moins de 60 % cela n'est plus le cas.

Si l'on calcule les appuis au Parti québécois par rapport aux électeurs inscrits, ce que nous avons fait tout au long de cette étude, on se rend compte qu'en 2008 le Parti québécois est toujours bloqué à 19,9 % des électeurs inscrits (20,0 % en 2007), c'est-à-dire au niveau où il était en 1970 ! Depuis dix ans, le Parti québécois a perdu 600 000 voix, dont près d'un quart de million s'est réfugié dans l'abstention, et près d'un tiers de million est passé à l'Action démocratique en 2003 et 2007, pour ensuite en grande partie se réfugier dans l'abstention en 2008.

Signalons, pour ne pas paraître trop défaitiste, que la situation du Parti libéral n'est pas tellement plus reluisante : en 2008, avec un vote de 42,1 %, mais seulement 23,8 % des électeurs inscrits, le Parti libéral se retrouve à un niveau inférieur à celui qu'il avait atteint en 1976 (28,8 % des électeurs inscrits). Depuis dix ans, le Parti libéral a perdu 400 000 voix, mais environ la moitié de ces pertes se sont produites dans l'Ouest et le Nord-est de Montréal, là où de toutes façons il remporte la presque totalité des sièges : ces pertes ne lui causent donc pas de tort au niveau du nombre d'élus. C'est sans doute ce qui explique qu'avec un vote aussi faible, le Parti libéral ait pu former un gouvernement majoritaire (de justesse il est vrai). L'abstentionnisme chronique (environ 60 %) des non-francophones en 2008, coûte au Parti libéral environ 300 000 voix, mais ne lui coûte pas de sièges. Tout comme le Parti québécois, le Parti libéral a perdu près de 300 000 voix en faveur de l'Action démocratique en 2007, dont seulement 50 000 lui sont revenues en 2008, la majorité des autres se réfugiant aussi dans l'abstention en 2008.

Pour terminer, signalons que concernant les chances du Parti québécois de former un prochain gouvernement majoritaire, il ne faut jamais oublier qu'entre 35 et 40 circonscriptions sont assurées au Parti libéral à cause du vote des non-francophones, et que donc le Parti québécois se bat véritablement dans 85 à 90 circonscriptions : c'est donc dire que le Parti québécois doit remporter entre les deux-tiers et les trois-quarts des circonscriptions du Québec français pour

former un gouvernement majoritaire. Mais en même temps, parce que le Parti libéral obtient des majorités démesurées dans certaines circonscriptions et donc y «gaspille» des voix, il doit, pour former un gouvernement majoritaire, obtenir entre 5 % et 10 % de vote global de plus que le Parti québécois (en 2008 il a obtenu 6,9 % de plus que le Parti québécois et a formé de justesse un gouvernement majoritaire). La polarisation du vote linguistique donne un avantage au Parti libéral, mais le mode de scrutin en donne un au Parti québécois, puisqu'il favorise fortement le parti majoritaire, et le vote des francophones est déterminant dans 85–90 circonscriptions : c'est exactement ce qui arrive quand le Parti québécois remporte une élection, même s'il est à égalité avec le Parti libéral comme en 1998.

Tableau 43 : total du Québec et régions
Soldes pour la décennie 1998–2008

RÉGION	Inscrits	Votants	Rej.	Abstent.	PLQ	PQ	ADQ	QS	PVQ	Autres
Total Québec	484329	– 819249	2890	1303578	– 405812	– 602489	50722	122618	70393	– 57571
Ouest de Montréal	15581	– 190516	– 641	206097	– 152876	– 38035	– 10263	10517	14776	– 13994
Nord–est de Montréal	2182	– 75571	– 983	77753	– 54542	– 14326	– 10538	7180	3093	– 5455
Est de Montréal	9613	– 63848	– 774	73461	– 33303	– 40995	– 15683	27361	6665	– 7119
Québec septentrional	3703	– 89667	– 249	93370	– 878	– 84825	– 7759	9793	1066	– 6815
Québec tranquille	21166	– 54682	437	75848	– 22404	– 75806	34890	6408	2703	– 910
Québec réfractaire	53670	– 52442	– 124	106112	– 14090	– 92606	45018	13155	4196	– 7991
Centre du Québec	72015	– 70763	482	142778	– 21287	– 83439	18623	11707	5724	– 2573
Basses Laurentides	148826	– 60382	2568	209208	– 17109	– 62973	– 3631	12200	12826	– 4263
Montérégie	81735	– 84061	1577	165796	– 30205	– 70660	– 6885	13036	11974	– 2898
Québec frontalier	75838	– 77317	597	153155	– 59118	– 38824	6950	11261	7370	– 5553

